DRIEU LA ROCHELLE

AVEC DORIOT

Septième édition



GALLIMARD

DU MÊME AUTEUR :

Aux Éditions de la N.R.F.

ROMANS

L'HOMME COUVERT DE FEMMES.
BLÈCHE.
UNE FEMME A SA FENÊTRE.
LE FEU FOLLET.
DRÔLE DE VOYAGE.
BÉLOUKIA.
RÊVEUSE BOURGEOISIE.

NOUVELLES

PLAINTE CONTRE INCONNU.
LA COMÉDIE DE CHARLEROI.
JOURNAL D'UN HOMME TROMPÉ.

CONFESSION ET POÉSIE

INTERROGATION.
FOND DE CANTINE.
ÉTAT CIVIL.
LE JEUNE EUROPÉEN.

ESSAIS POLITIQUES

GENÈVE OU MOSCOU.
L'EUROPE CONTRE LES PATRIES.
SOCIALISME FASCISTE.

Chez d'autres éditeurs

MESURE DE LA FRANCE.
LA SUITE DANS LES IDÉES.
DORIOT OU LA VIE D'UN OUVRIER FRANÇAIS (*Editions du Parti Populaire français*).

DRIEU LA ROCHELLE

AVEC DORIOT

nrf

SEPTIÈME ÉDITION

GALLIMARD
Paris — 43, Rue de Beaune

A JACQUES DORIOT

*Sous le signe de Jeanne d'Arc qui s'est levée seule
et a dit : non,*
de Henri de Navarre qui a réconcilié,
de Richelieu qui a construit,
de Danton qui a proclamé la patrie en danger,
*de Clemenceau qui a délivré le sol des ennemis
et des alliés.*

PRÉFACE

*Ces articles ont paru dans l'*Emancipation Nationale, *de semaine en semaine, depuis la création de ce journal. J'ai adhéré au* Parti Populaire Français, *aussitôt qu'il a existé, en juin 1936.*

Je publie ces articles en volume, au bout d'une année, parce que Jacques Doriot et nos camarades estiment que j'y ai souvent marqué de façon exacte l'esprit du Parti.

Je dis : l'esprit. (Il s'agit d'esprit, avant qu'il s'agisse de programme.)

Avant nous, la France ne manquait pas de programmes — ni de programmes prudents, ni de programmes imprudents, ni de programmes accomplis, ni de programmes vierges. Ce n'est pas ce qui compte; ce qui compte c'est l'esprit du parti qui tient le programme en main.

Regardez le programme du Front Populaire; il était mesuré. Mais les communistes dominant le Front Populaire, c'est eux qui imposent leur marque à son accomplissement. Or, leur esprit, inspiré par Moscou, est tout en ruse et en violence. Ils ont forcé la masse modérée du Front Populaire à improviser des lois, dont le principe était juste et nécessaire, et ils ont fait de leur exécution un moyen de désordre et de tyrannie.

Ne cédez pas à de vieux préjugés, vous qui n'êtes pas encore avec nous mais qui vous tournez vers nous, ne nous demandez pas d'abord quel est notre programme; mais, quel est notre esprit?

(L'esprit du Parti Populaire Français est un esprit de vie et d'action, de rapidité. La France n'a pas une minute à perdre. Les événements vont vite en Europe autour d'elle, et ils vont vite chez elle.)

La France est passivement entraînée dans la lutte sans merci que se livrent quatre grandes puissances en Europe et dans le monde : Russie, Allemagne, Italie, Angleterre. La lutte des grands intérêts nationaux a repris plus violemment qu'avant la guerre de 1914. Elle se complique et s'exaspère, bien plus qu'alors, de la lutte entre les systèmes politiques. Le régime stalinien, qui n'est plus communiste que de nom mais qui en fait est le plus terrible des impérialismes au dedans comme au dehors, le régime mussolinien et le régime hitlérien, le régime oligarchique d'Angleterre se servent chacun de leur mot d'ordre pour nous brouiller la vue et nous asservir à leur égoïsme. Staline nous trompe avec l'anti-fascisme, Hitler et Mussolini voudraient bien nous tromper avec l'anti-communisme, Londres nous leurre avec la défense de la démocratie.

En fait, chacun ne pense qu'à soi. Et nous devrions bien ne penser qu'à nous.

Le Parti Populaire Français existe, avant tout, pour redresser une nation qui se laisse envahir par des propagandes, qui se laisse embrouiller par le jeu des idéologies étrangères. Nous voulons rétablir dans leur pleine mesure l'originalité et l'autonomie de la pensée française.

Et d'abord contre l'envahisseur le plus violent et le plus rusé, le plus audacieux : l'envahisseur russe qui tient dans sa main le parti communiste.

Il est bien entendu qu'en Europe depuis la guerre tout le mal vient des Russes. Lénine, en 1917, décidant d'établir le socialisme par la force, a ouvert une période de violence sans nom. Le communisme, d'inspiration russe, a introduit dans la politique européenne des méthodes qui lui étaient inconnues depuis la chute de Napoléon, ou tout au moins depuis la fin de la Sainte-Alliance, et bien pires.

Staline a fait subir à la Révolution Russe la même opération que Napoléon a fait subir à la Révolution Française; il lui a retiré son idéalisme et ne lui a laissé que de servir l'ambition d'un peuple et l'ambition d'un homme confondues.

La confusion entre l'ambition de l'Etat Russe et les moyens de propagande, d'espionnage et de subversion de la IIIe Internationale créent pour l'indépendance et l'unité de chaque Etat européen une menace sans égale.

Comment ont réagi les autres Etats? Les uns ont fait le fascisme (Hitler et Mussolini n'auraient jamais existé sans Lénine et Staline), les autres se sont défendus avec les moyens de vigilance et d'autorité que leur laissait une démocratie qui, heureusement pour eux, est encore toute mêlée et toute amendée d'éléments traditionnels.

Tel n'est pas le cas de la France. La France, par suite de deux ou trois circonstances très fâcheuses, s'est trouvé être le seul pays en Europe qui, non seulement ne se défendait pas, mais s'ouvrait à l'entreprise russe.

Alors que les Russes n'avaient partout subi que des échecs, et avaient vu, aussi bien en Chine qu'en Hongrie, en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Autriche et ailleurs, les partis communistes qu'ils soutenaient s'effondrer dans la défaite, la néces-

sité d'obtenir l'alliance militaire de la France leur a fait changer de tactique et inventer celle du Front Populaire qui a merveilleusement servi leurs desseins.

Le mot d'ordre du Front Populaire a livré à l'impulsion du parti communiste les masses modérées de la gauche, socialistes et radicales. Les chefs, responsables de ces masses, formés à l'époque où la vie politique pouvait être parlementaire et facile, sont incapables de réagir et de s'adapter au climat tragique de l'Europe actuelle. Ils laissent faire, et laisseront faire jusqu'au bout, comme en Espagne.

Nous, Français, animés de l'orgueil français, décidés à maintenir à tout prix l'indépendance, l'autonomie, l'unité, la liberté absolues de notre peuple, nous sommes donc devant une situation infiniment grave — aussi grave que celle de la France au temps de l'invasion anglaise avant Jeanne d'Arc; aussi grave que celle de la France au temps des guerres de religion, avant Henri IV; aussi grave qu'en 1792 : l'ennemi est sur notre sol, la patrie est en danger.

Tout semble contre nous. En effet, les communistes ont des chances qu'ils n'ont eues nulle part ailleurs. Ils peuvent se servir de la passion nationaliste et de la haine contre l'Allemagne pour attirer à eux une partie des patriotes et toucher l'armée; ils peuvent se servir de l'antifascisme pour aveugler une quantité de modérés et de libéraux; par le même moyen ils ont pénétré entièrement non seulement le Gouvernement, l'administration, mais la C.G.T.; ils parviennent même à tromper les catholiques.

Tout le pays est pénétré par la conspiration la plus savante, la plus subtile, la plus variée.

Nous pouvons nous réveiller demain matin sous les prises d'un fascisme rouge, qui au nom de la patrie et de la liberté, détruira d'un revers de main tous les fruits du travail séculaire et nous jettera dans la guerre.

Et, après cela, on vient nous parler de programme.

Un programme, nous en avons un, aussi réfléchi et détaillé que possible. Mais le programme, c'est pour demain.

Pour aujourd'hui, c'est la lutte. Une lutte où chaque instant compte, une lutte qui a pour enjeu la vie de la France.

Comment peut-on lutter? Il n'y a qu'un moyen.

La première preuve que puissent donner les Français de leur volonté de se montrer des hommes dans toute l'acception du mot, c'est de créer l'organe qui leur permette de manifester de façon rapide, effective, nette, leur autonomie.

Etant donnée la situation du Gouvernement où les chefs radicaux abandonnent la direction de la France à la IIe Internationale, manœuvrée elle-même par la IIIe Internationale, cet organe ne peut être qu'un parti qui groupe tous les hommes décidés.

Ce parti existe, c'est le parti de la décision, de l'action, c'est le P.P.F. Il groupe les hommes qui sont décidés à agir non pas seulement par le butin de vote, mais par une affirmation personnelle et risquée, dans leur bureau ou leur atelier, dans la rue et dans leur famille, vis-à-vis des hésitants, des ironistes ou des pleurards, comme vis-à-vis des ennemis irréductibles.

Voilà l'esprit du P.P.F. Et c'est ce qui fait avant tout sa raison d'être.

⁂

Pour ceux qui ne viennent pas à nous, nous

allons à eux. Notre chef, Jacques Doriot, a lancé l'idée du Front de la Liberté. *Mais il ne fait pas que lancer une idée, il la suit.*

Nous allons vers tous les partis qui sont capables de lutter contre le parti russe.

Je vous ai dit que nous étions le parti de la rapidité. Nous savons que nous n'avons pas le temps de faire assaut de patriotisme, d'esprit social et d'organisation avec les partis voisins du nôtre. Pendant ce temps-là, la France brûle.

Nous allons donc vers les partis existants et nous leur disons : « Gardez vos hommes, mais trouvons et fixons aussitôt les moyens de multiplier nos forces l'une par l'autre au lieu de les soustraire l'une à l'autre. »

Avec la même discipline ardente que nous pratiquons à l'intérieur de notre parti, nous comptons nous soumettre aux accords qui fondent le Front de la Liberté et apporter au développement de ce Front notre appoint essentiel, qui est notre esprit, notre esprit d'entreprise, de lutte, de promptitude.

Dans les épreuves communes, nous sommes sûrs de gagner la sympathie et la confiance des partis frères. Nous veillerons à ce que dans le Front Populaire les ennemis irréductibles n'aient jamais une seconde de satisfaction mauvaise en voyant ce qui se passe dans le Front de la Liberté. Et que tous ceux dont la bonne foi est de plus en plus trompée soient frappés des bons effets de notre vive sagesse.

Je regrette de n'avoir pu joindre à cette série d'articles une courte étude sur Doriot ou la vie d'un ouvrier français, *qui a paru précédemment en brochure.*

Juin 1937.

LE SERMENT DU PARTI

« AU NOM DU PEUPLE ET DE LA PATRIE, JE JURE FIDÉLITÉ ET DÉVOUEMENT AU PARTI POPULAIRE FRANÇAIS, A SON IDÉAL, A SON CHEF.

« JE JURE DE CONSACRER TOUTES MES FORCES A LA LUTTE CONTRE LE COMMUNISME ET L'ÉGOÏSME SOCIAL.

« JE JURE DE SERVIR JUSQU'AU SACRIFICE SUPRÊME LA CAUSE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE ET POPULAIRE D'OÙ SORTIRA UNE FRANCE NOUVELLE, LIBRE ET INDÉPENDANTE. »

LA FONDATION DU PARTI POPULAIRE FRANÇAIS

Je suis déjà un vieux pèlerin. Depuis la guerre, je n'ai pas cessé de m'enquérir de l'endroit où l'on pouvait trouver cette personne, la France. Je l'ai cherchée sans vergogne, dans tous les endroits possibles, dans tous les partis politiques, dans tous les groupements, dans toutes les sectes. Je ne l'ai trouvée nulle part pendant des années. Je n'attrapais que des membres épars, çà et là. Parfois, à travers la voix ou le geste d'un homme un peu plus inspiré, pendant un instant, je reconnaissais, j'apercevais cette allure inimitable, ce tempérament vif et ardent qui a rempli l'histoire de l'Europe. Je m'élançais, mais ce n'était qu'un phantasme qui s'évanouissait sous mes doigts.

Nous avons été ainsi beaucoup pendant les années d'après-guerre, à chercher, à ne pas trouver, à croire avoir trouvé et à ne plus le croire — et à recommencer, avec un acharnement désespéré, cette quête urgente.

Qu'était-ce que cette France que nous cherchions et que nous ne trouvions pas? Une France qui serait le peuple, le peuple délivré, reconnu dans sa dignité. Or, un élément capital de la dignité pour le peuple, pour tout le peuple — aussi bien pour les bourgeois que pour les ouvriers et les paysans — c'est d'avoir des chefs, de vrais chefs, qui ne se dérobent pas à leur responsabilité, qui savent commander et

dire : « Nous sommes des chefs. Nous jouissons en tant que tels, de considérables privilèges, non pas des privilèges d'argent, mais d'honneur, de prestige; et, en revanche, nous nous soucions sérieusement, impérieusement, de vous, de toute votre vie, non seulement matérielle, mais spirituelle. Nous vous obligeons à faire les grandes choses que vous rêvez; nous sommes les serviteurs exigeants de vos velléités et de vos aspirations. Vous voulez vivre dignement dans vos usines, dans vos champs, dans vos bureaux. Pour arriver à cette dignité, il faut faire un effort. Cet effort auquel vous renoncez, au jour le jour, si facilement, nous, chefs, nous vous l'imposerons. Et vous nous en serez reconnaissants. »

La dignité, ce n'est pas seulement bien manger et bien boire, c'est plutôt : travailler et se reposer dans des lieux qui ne sont ni laids, ni sales, dominer les machines et ne pas être dominés par elles, regarder et respirer les arbres et les fleurs, bien traîter son corps et celui de sa femme et de ses enfants — et que dans le rapport du commandement et de l'obéissance, personne ne soit diminué, ni celui qui commande ni celui qui obéit — et que si on est Français, ce soit bien vu dans le monde entier, aussi bien des étrangers qui sont hors des frontières que de ceux qui sont chez nous.

Je vais quelquefois à Saint-Denis. Je connais le chemin; ces lourds quartiers du nord de la ville autour de la gare du Nord et de la gare de l'Est, sans air, sans jardins, où en soixante ans la république des banquiers et des députés n'a pas su aménager un parc, ni repousser d'un geste humain et paternel la tuberculose, la syphilis, l'innombrable bistrot.

Et puis Saint-Denis. La vieille basilique noire où dormaient les bons rois d'autrefois, ceux d'il y

a très longtemps, qui étaient des Français, qui marchaient à la tête du peuple contre les féodaux et les étrangers. Ils ont payé pour les autres, pour les mauvais rois venus après, englués dans Versailles, dans l'aristocratie de salon et les combines diplomatiques de l'internationale des rois. Mais tout cela, n'en parlons plus, c'est sans roi, — et sans tzar — que nous, hommes de France, devons nous débrouiller aujourd'hui.

Détournons-nous de cette basilique noire, et entrons à côté, dans la mairie de Saint-Denis.

Une mairie bâtie, meublée et décorée par des bourgeois de l'autre siècle, du siècle qui a fini il y a trente-six ans et qui pèse encore sur nous, du siècle qui a vu l'apogée de la bourgeoisie et le commencement de sa fin.

Là-dedans, après la guerre, se sont installés les chefs des ouvriers de l'endroit. Dans les premiers temps, ils étaient tout à leur colère de jeunes révoltés, plus qu'à construire occupés à contredire en tout ces gens des classes dites « dirigeantes » qu'ils remplaçaient, ces « patrons » irresponsables et aveugles qui gouvernaient sournoisement par l'intermédiaire de députés et de ministres dits « de gauche », avec qui ils échangeaient, pour la galerie, un petit jeu d'insultes académiques.

Quand on voyait au-dessus de sa tête, un pareil mélange louche de patrons et de gouvernants, chacun se déclarant irresponsable et rejetant la responsabilité sur l'autre, on ne pouvait que douter de tout, et par exemple de la Patrie (un coffre-fort à côté d'un canon).

Les communistes, et Doriot le premier, ont sérieusement douté de la Patrie, ils avaient bien raison. Moi-même, tout bourgeois que j'étais, en 1920 j'écrivais : « Je ne me ferais pas trouer la peau pour défendre les Galeries Lafayette ». Je

n'ai pas attendu les grèves de 1936 pour savoir que l'employé des Galeries Lafayette n'avait pas sa dignité.

Mais entrons, entrons dans la mairie de Saint-Denis.

Une grande salle, tout à fait bourgeoise, prodigieusement bourgeoise, comiquement bourgeoise. Une cheminée monumentale, avec au-dessus, en bas-relief, je ne sais quelle anecdote du XVI[e] ou du XVII[e] siècle. Et sur les vitraux des « Montjoie Saint-Denis » à n'en plus finir.

Le bourgeois aime le pittoresque historique, sans que ça tire à conséquence.

Sur ce Montjoie Saint-Denis, ne rigolons pas : on pourra s'en resservir. On pourra se rappeler que c'était le cri des gars des « communes » à la bataille de Bouvines, quand ils ont rentré dans le chou des Allemands et de certains seigneurs coalisés.

Et faisons attention que Staline ne s'en empare pas. Staline, né dans le Caucase et qui a rudement combattu autrefois pour la révolution dans son pays, situé à une énorme distance du nôtre, type peut-être épatant dans son pays où l'on aime les grandes brutes autoritaires, rusé et traîtreux despote, devient un maudit farceur quand il veut décider de la couleur de notre drapeau ou du cri que nous devons pousser aux jours où la chaleur nous vient au ventre.

On n'avait pas besoin des juifs russes pour savoir que le drapeau tricolore c'était le drapeau français. D'autant plus que le drapeau rouge lui-même, a été inventé par les Français et c'est aujourd'hui, non seulement le drapeau russe, mais le drapeau allemand, l'un et l'autre avec des trucs par-dessus, croix gammée ou faucille et marteau.

Evidemment si nous avions fait des enfants, il

n'y aurait pas tous ces types qui la ramènent et qui viennent nous expliquer ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas.

⁂

Mais nous sommes dans cette grande salle, le dimanche 28 juin 1936.

Et nous sommes entre Français. On aura abusé de cette formule, forcément. Quand cette formule est vague, c'est une abomination. Un député de droite se met la main sur le cœur et dit « entre Français! » C'est à vomir, et à se faire trotskystes, et à parler l'espéranto.

Si, nous, nous disons : entre Français, cela veut dire que les deux cents familles doivent passer la main et que le grand capitalisme doit être dissocié, et que tout le monde doit payer du sien et qu'au-dessus du peuple, il faut des chefs et non pas des riches.

Mais quand un député communiste, selon la nouvelle mode, se met aussi la main sur le cœur et dit : « entre Français » c'est à sortir son pistolet, ou à aller en acheter un si on n'en a pas, parce qu'on sait très bien que le méchant bougre va à l'ambassade se mettre au garde à vous tous les huit jours et demander à un type qui arrive du Pôle Nord ce que les Français (ces pauvres types) doivent penser pendant la semaine qui vient.

⁂

Enfin... devant un bon nombre de militants ouvriers qui n'étaient pas tous de Saint-Denis, devant un tas d'exclus du parti communiste, devant une certaine quantité d'intellectuels d'indépen-

dants, de chercheurs venus des quatre coins de l'horizon devant une salle remplie d'hommes semblables à lui, qui avaient cherché, et souffert, et erré, Doriot a parlé pendant trois heures d'horloge.

Il a bien mouillé sa chemise, et il a raconté toute son histoire, toute notre histoire, depuis dix-sept ou dix-huit ans.

Doriot est grand, gros et fort; il sue beaucoup. Il a des lunettes, ce qui est regrettable, mais quand il les retire on voit qu'il sait regarder.

Il a beaucoup de cheveux, il est au milieu d'une substance abondante et forte. Il a de la santé. Ça se voit quand il pense à haute voix pendant trois heures de suite et qu'à la fin, c'est mieux qu'au commencement.

Quand on le voit, on se dit qu'il y a encore des Français costauds et qui peuvent dominer la situation.

Ça me plait que Doriot ait été moscoutaire pendant dix ans. J'aime les gens qui reviennent de loin : ils ont des histoires à nous raconter.

Oui, nous avons tous été tentés par Moscou. Ç'a été la grande tentation pendant des années. La tentation de notre faiblesse. Comme nous ne faisions rien en France, nous rêvions de ce qu'on faisait là-bas.

Mais depuis, nous nous sommes aperçus qu'on se remuait partout, en Italie, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc... Et qu'il fallait tout de même que nous nous y mettions.

Et les Français s'y sont mis : les grèves l'ont prouvé. Ce mouvement généreux, gentil, maladroit, charmant puissant, peu m'importe qui l'a mis en branle. Le fait est que les ouvriers français l'ont mené à leur façon, ingénue et émouvante.

Seulement, qu'est-ce que Blum en fera? Il a fait voter à la va vite la semaine de 40 heures. Mais il n'a pas pris une mesure contre les trusts de la boustifaille qui vont aussitôt remettre ça pour la vie chère. De sorte que dans trois mois, tout sera à recommencer.

Si les radicaux et les socialistes sont des noix, ce n'est pas notre faute, c'est la faute de leurs chefs qui sont de vieux jetons.

Et les communistes qui ont précédé ou suivi le mouvement, se sont occupés de le faire rentrer dans leur combine « Pour une France une, forte, et heureuse... Ce qui veut dire pour une France mise en boîte par l'ambassade de la rue de Grenelle, pour une France qui se jette la première sur Hitler et qui reçoit toutes les bombes d'avion. Très peu...

Doriot, qui est un grand et fort gars, explique à merveille la combine. Nous sommes pris entre tous les vieux jetons de la gauche qui se sont jetés dans les bras de Moscou, parce qu'ils ne sont pas capables de rien inventer et les misérables égoïstes trouillards de la droite qui n'ont même pas été foutus de voir que La Rocque c'était tout de même mieux qu'eux avec leurs conseils d'administration et leur main sur le cœur : « La France, messieurs! »

Si La Rocque les avait vraiment engueulés et fait rentrer sous terre la moitié du travail serait fait. Mais Doriot le fera, et l'autre moitié.

On voyait tout ça très clairement dans cette salle éclairée par de hautes fenêtres...

LE RENDEZ-VOUS DE SAINT-DENIS

Un journaliste ou même deux journalistes, appartenant aux vieilles formations, aux antiques partis, ont péremptoirement ricané parce qu'à Saint-Denis des hommes qui subissaient depuis des années le malheur de ne pas se connaître et de se méconnaître, se sont rencontrés et ne se sont plus regardés de travers. Les journalistes en question se sont frottés les mains en disant : « Ça ne marchera pas : il y avait des gens de droite dans la salle de la mairie de Saint-Denis qui regardaient des gens de gauche et qui leur souriaient. »

Erreur fondamentale, qui est dans chaque mot.

D'abord, dans cette grande salle claire, décorée avec le pénible et lourd luxe bourgeois du dernier siècle, on ne voyait de tous côtés que des figures de notre siècle à nous, c'est-à-dire des figures nullement bourgeoises, nullement compassées, nullement placides, mais des figures (qu'elles appartinssent à des ouvriers ou à des intellectuels), éveillées par les expériences les plus directes, animées par les épreuves les plus humaines.

Tous les gens qui étaient là avaient cherché leur voie, souffert, s'étaient heurtés en eux-mêmes et chez les autres à des contradictions terribles et ne les avaient surmontées qu'au prix d'un acharnement de tous les instants, d'une obstination souvent désespérée.

Mais, d'ailleurs, il n'y avait pas de gens « de droite ». Les hommes, venus des Ligues, c'étaient des hommes d'aspiration socialiste qui, il y a deux ou trois ans, y étaient entrés, faute de mieux, parce que les absurdes mots d'ordre qui pesaient sur les vieux partis marxistes les y avaient obligés.

Et y avait-il des « gens de gauche »? Non, les militants communistes qui étaient là étaient justement des hommes qui ne s'étaient jamais satisfaits des vieilles formules dites « de gauche » et qui dans la vie syndicale ou dans la vie municipale et au delà dans leur action communiste, s'appuyaient sur des réalités qui n'ont pas cours au Parlement, là où l'on parle de gauche et de droite.

C'était bien émouvant après les dix-sept ans d'après-guerre, les dix-sept ans d'efforts, d'échecs, de déceptions, de reprises, d'erreurs, de scissions, d'exclusives et autres avatars qui avaient battu et tanné tous ces hommes, de les voir tous également clairs, également nets, également décidés. Chacun de ceux qui étaient venus à Saint-Denis amenait la certitude qu'il avait conquise dans son propre sentier. Et toutes ces certitudes individuelles convergeaient et débouchaient, exactement au même moment, dans une certitude commune.

Et au milieu de tous ces hommes, un homme se dressait. Toutes ces expériences d'hommes — indépendants et obstinés partout où ils avaient passé, à se défendre contre les orthodoxies arrogantes et écrasantes, contre les mots d'ordre inhumains ou louches — il les avait reçues dans ses fortes mains. Toutes ces analyses, payées de tant de sueur d'angoisse, il fondait leur métal pareil dans une seule arme, dans une simple et dure synthèse et il la brandissait au-dessus des têtes.

Ouf! On y est arrivé. Ce rendez-vous de Saint-Denis, c'était comme si personne ne l'avait donné, mais que chacun avait songé à y venir.

Voilà ce que je me disais avant que Doriot parlât, tandis qu'assis dans un coin, j'examinais tous ces visages dont beaucoup m'étaient inconnus et qu'il me semblait pourtant reconnaître.

Quand il a parlé, j'ai rectifié ma première impression et je me suis dit : « Quand même, c'est lui qui a donné le rendez-vous. Il y a là un homme qui a fait la même expérience que les autres, mais qui a en lui plus de force et de qualités variées, ce qui lui permet de ramasser et de relancer tout cet effort dispersé. Et, maintenant, grâce à lui, ces poussées qui convergeaient de loin, vont se rejoindre tout à fait. Il y a tout de même quelqu'un qui a donné le rendez-vous, c'est lui. Et les hommes qui y sont venus, ne se perdront plus. »

Je voyais sur tous ces visages, éclairés en plein à travers les grandes fenêtres, par le puissant soleil de juin, le soleil qui préside à la maturité du blé et des fruits, cette même expression de soulagement, de délivrance. « Nos esprits ont mûri, et maintenant, tous les fruits sont sur le même plat, dans la même main. »

Et, en sortant, en me retrouvant sur la place, devant la vieille basilique noire, plus ou moins désaffectée, qui me rappelait la solitude des hommes, en regardant tous ces visages satisfaits que je reverrai maintenant souvent dans une action de plus en plus ample, je pensais à tous ceux qui n'étaient pas là, mais qui, le lendemain, allaient frémir en entendant la bonne nouvelle, à tous ceux qui, dans le rang, dans les formations de droite ou de gauche, réfléchissaient et attendaient eux aussi l'heure du grand rassemblement, le rendez-vous de Saint-Denis.

4 juillet 1936.

ON NE TROUVE PAS SA FOI SUR LE QUAI D'UNE GARE

Le malheur, c'est que les intellectuels français, qui voyagent plus que la plupart des Français, ne voyagent pas encore beaucoup, ou voyagent mal.

C'est inouï ce que les intellectuels sont peu curieux; et pourtant, la curiosité, c'est leur métier. Un intellectuel arrive dans un pays, il fait trois petits tours et puis s'en va.

De là, tant d'adhésions retentissantes, improvisées et peu sérieuses, mais qui, ensuite, deviennent sérieuses et désastreuses, parce que celui qui s'est engagé si légèrement ne peut plus reculer et doit compenser l'irréflexion du début par l'acharnement de la suite, et à toute force justifier son premier mouvement par des affirmations de plus en plus définitives.

Comme un homme qui a l'intention de fonder son jugement sur ce qu'il a vu dans un pays, peut-il se contenter d'y passer quelques semaines? Que peut-il apprendre, en si peu de temps? Surtout s'il ne parle pas la langue. Et puis, pour un intellectuel qui arrive pour respirer l'air à notre époque, les sources d'informations sont altérées et détournées plus que pour un voyageur quelconque

qui moins remarqué, moins surveillé, peut surprendre plus de choses.

C'est un piège terrible pour la vanité et la dignité d'un écrivain que de débarquer dans un pays lointain. Séparé de ses émules, oubliant la critique, il peut s'en laisser accroire et accepter l'idée qu'il est le plus important ou l'un des plus importants parmi les esprits de son pays et de son temps. Jamais les photographes, les journalistes, les éditeurs ne se sont occupés autant de lui. Il perd la tête, se laisse aller et ne cherche plus à percer les écrans qu'on dispose de toutes parts autour de lui.

Il ne réfléchit pas que les gens qui le reçoivent et l'accaparent, en font métier et d'un bout de l'année à l'autre sont occupés à chambrer des hôtes successifs, venus des quatre coins du monde. Les agents de propagande sont des experts en matière de vanité et de naïveté.

Ensuite seulement viennent les avantages matériels : ses livres seront traduits, diffusés, ses droits d'auteur grossiront. La vanité vient bien avant la cupidité.

Cet homme qui s'en retourne si vite, ayant peu cherché, peu fouillé, si au moins il ne s'en tenait pas là. Mais il s'en tiendra là, la plupart du temps, avec une tranquillité d'âme stupéfiante. Il n'aura pas l'idée d'aller dans un autre pays, dans deux ou trois autres pays, de comparer, de recouper. Et il affirmera, il affirmera de plus en plus. Et toutes ses affirmations s'appuieront sur cette exclamation préalable : « Moi, qui ai été là-bas. »

A beau conter qui vient de loin.

C'est ainsi qu'il faut expliquer en grande partie l'engouement facile d'un bon nombre d'intellectuels pour Moscou.

Nulle part, la propagande n'est organisée comme à Moscou, nulle part on ne donne autant

d'importance à la conquête des intellectuels. En quoi, d'ailleurs, on se gourre pas mal. Car, à la première occasion un peu sévère, Moscou verra ce que dure la mode.

Il n'y a rien de comparable à un pareil effort de mise en boîte dans les pays fascistes. Les propagandes de Berlin, de Rome restent bien timides ou bien paresseuses en comparaison de celle de Moscou.

Mais que nos pèlerins soient de Moscou ou de Berlin, le symptôme est toujours le même, toujours aussi désastreux.

Car sur tous ces voyages en coup de vent et ces adhésions sur un quai de gare, il ne faut pas seulement tirer des conclusions tristes sur la frivolité des littérateurs, mais aussi sur la solidité et l'originalité des Français contemporains.

Alors quoi? Un Français ne réfléchit plus. Quand il est placé devant un problème social, politique : « Comment faut-il faire le socialisme? Comment peut-on éviter la guerre? » il ne regarde pas en lui-même, il ne sonde pas les reins des autres Français qui lui proposent des solutions? Non, il prend le train.

Un Français ne décide plus rien par lui-même, il prend le train ou l'avion.

Et débarqué à Moscou ou à Rome, en quelques jours, s'étant copieusement ébaubi sur ce qu'on l'a plus ou moins adroitement obligé à voir, il décide que c'est ça décidément qu'il pense, qu'il a toujours pensé. Et revenu à Paris, il n'est pas communiste ou anticommuniste parce qu'après mûre réflexion, il aura été amené à prévoir que telle attitude est plus humaine que telle autre; c'est-à-dire plus nécessaire et plus vraie pour la France et les Français, non, il est pour Moscou ou pour Rome ou pour Londres.

C'est grotesque et navrant.

Pour moi, j'ai été à Rome, à Berlin, à Moscou; je n'y suis pas allé pour y trouver une foi. Cette foi, il y a cinq ou six ans que je l'ai trouvée quand, d'une part, j'ai constaté que le capitalisme était fini et qu'il fallait reconstruire pièce à pièce parmi ses ruines; et quand d'autre part, j'ai dû faire mon deuil momentané de l'espoir entier que j'avais mis dans la S.D.N.

Les deux éléments de ma foi se sont imposés à moi comme des conclusions dures, imprévues, étant des faits. Bourgeois j'ai dû accepter la fin du libéralisme. Ensuite, intellectuel, j'ai dû passer à l'idée d'un socialisme modeste et souple et non pas orgueilleusement théorique. Européen, j'ai dû revenir au nationalisme.

Je n'ai été à l'étranger que pour noter les différences que le fait géographique de vivre entre l'Atlantique et le Rhin, établissait entre ma conclusion et celles apparemment voisines qu'on a adoptées dans la Moscou militariste et terriblement hiérarchique de Staline, dans la Rome ou la Berlin de Mussolini et de Hitler, boucleurs de capitalistes et dresseurs d'orgueils.

J'ai été dans ces pays pour lutter contre mes possibles engouements et pour, revenu à Paris, mieux comprendre le fait français.

Il faut nous débrouiller nous-mêmes. Notre socialisme ne sera vivant que s'il est enraciné dans la réalité où nous travaillons du matin au soir, où nous dormons du soir au matin.

Cessons de mériter le mépris des étrangers que nous prenons comme maîtres.

11 juillet.

LES COMMUNISTES ONT TRAHI LA PAIX

Pendant des années, après la guerre, les gens qui, en France, réfléchissaient un peu — et qui avaient assez de sang pour savoir qu'un peuple ne peut vivre sans prendre sans cesse de graves décisions — se divisaient en deux camps.

Les uns à gauche (les communistes, et pas mal de socialistes ou même de radicaux) pensaient que le traité de Versailles était abusif et ne fondait pas la paix sur des bases saines. Ils donnaient raison à l'Allemagne qui criait son étouffement sous les responsabilités, les réparations et mille restrictions sans fin.

Les autres, à droite, pensaient que le traité de Versailles ne pouvait être maintenu que par une violence résolue et continue.

La France officielle, la France qui agonise aujourd'hui avec son dernier représentant, M. Léon Blum, la France que nous haïssons, la France des banquiers, et des parlementaires et des vieux partis n'a pas choisi entre ces deux attitudes nettes. Elle a essayé de maintenir le plus longtemps possible son avantage mesquin et éphémère sur l'Allemagne et ne lui a fait d'autres concessions que celles que l'Allemagne, peu à peu indignée et réveillée par l'indignation, lui a arrachées.

La France démocratique n'a rien fait pour l'Allemagne démocratique. L'Allemagne s'est aperçue que ça ne lui servait à rien de s'être mise en démocratie, puisque la démocratie française ne lui en savait aucun gré et, en face d'elle désarmée, restait armée jusqu'aux dents.

La démocratie française porte la responsabilité de l'hitlérisme. Elle a obligé l'Allemagne à se faire hitlérienne. Par ses concessions tardives et forcées, elle a offert une prime continuelle à l'esprit de violence en Allemagne, et elle l'offre encore. Cela sera sa terrible responsabilité devant l'Histoire.

Pendant des années, les communistes ont eu raison. Ils disaient qu'on ne peut pas étouffer impunément un grand peuple sous des mesures inefficaces et des paroles hypocrites. Ils dénonçaient Versailles, et ils dénonçaient Genève.

Ils dénonçaient Genève qui maintenait et couvrait Versailles. Ils montraient que cette admirable idée de Genève, cette magnifique promesse de vie européenne était exploitée et faussée par la double hypocrisie anglaise et française. Hypocrisie des puritains anglais, hypocrisie des jacobins français dégénérés se donnaient la main pour perpétuer une double hégémonie sournoise et hésitante sur l'Europe.

Ils voyaient bien que deux grands peuples : Allemagne et Italie étaient là brimés, exaspérés, acculés à la colère et à la vengeance.

D'autres bons esprits qui n'étaient pas communistes (et qui savaient d'ailleurs que l'attitude communiste, dictée par Moscou, était purement tactique et intéressée, à cause du traité militaire de Rapallo qui unissait la Russie des Soviets à l'Allemagne des généraux), voyaient bien que l'usage que démocrates anglais et français faisaient de Genève allait contre les lois de la vie.

Ils savaient de quoi est faite la santé d'un grand peuple, ce qu'exige sa vitalité. Il lui faut des territoires et des débouchés. Au XIX[e] siècle, l'Angleterre, la France et la Russie (n'oublions pas que la Russie est le plus grand empire colonial du monde après l'Angleterre; seulement ses colonies tiennent au corps même de la métropole — Caucase, Turkestan, Sibérie), s'étaient taillées leur part. L'Italie et l'Allemagne n'en avaient pas eu le temps.

Or, sous le couvert de Genève, sous le prétexte hypocrite qu'elles ne conquièrent plus, les autres n'avaient plus le droit de conquérir, l'Angleterre et la France bridaient l'Allemagne et l'Italie.

Les amis réalistes de Genève, voyant tout cela, craignaient pour Genève et annonçaient les catastrophes.

Les catastrophes sont venues et viendront encore. Mussolini et Hitler ont fondé leur puissance sur la colère légitime de leurs peuples contre Genève. Mussolini a frappé le coup de l'Abyssinie, Hitler est prêt à frapper le sien. L'Histoire dira que ces coups sont réguliers.

Les communistes français ont parlé juste pendant des années et se sont rencontrés avec les gens de réflexion et de sagesse, mais c'était pour de mauvaises raisons, des raisons russes.

Aujourd'hui, ils parlent faux, toujours pour les mêmes raisons, les mêmes mauvaises raisons, les raisons russes. Ils se sont retournés contre l'Allemagne et l'Italie parce que leur coréligionnaires ont été battus et chassés de ces pays, parce que la rancœur de sa défaite dans ces pays, Moscou l'a transformée en esprit de terreur, du complot et de vengeance.

Ce qui leur semblait légitime autrefois dans les

revendications contre Genève, leur paraît aujourd'hui illégitime. Ils ont endossé tout ce qu'il y a de sournois et de faible dans la politique de Londres et de Paris à Genève.

Et ils dénoncent Berlin et Rome avec les mêmes mots de haineuse incompréhension, de méfiance homicide dont nous ont abreuvés, dont nous abreuvent encore nos gens de droite les plus butés, les plus finis.

Ils reprennent et exaspèrent la vieille politique inexpiable d'alliance et d'encerclement de Poincaré. Ils redressent le drapeau tricolore pour en faire l'instrument et le symbole d'une politique dictée par une puissance étrangère qui ne poursuit que des buts passionnément égoïstes, furieusement vindicatifs.

Les communistes ont trahi l'idée de paix.

Ils l'ont trahie, mais nous y restons fidèles. Cette idée n'est pas une idée abstraite, un principe de professeurs et de juristes.

Genève n'est pas pour nous une notion ridiculement rigide, rabâchée par quelques intellectuels gâteux, derrière laquelle manœuvrent des impérialismes cauteleux et froussards comme celui de Londres.

Genève, pour nous, c'est l'Europe. Une Europe qui est faite de peuples vivants, jeunes, exigeants à qui il faut faire leur part.

Il ne sert de rien de dire que Mussolini et Hitler sont des brutes. Pas plus brutes que Staline d'abord. Et ensuite des brutes qui sont aimées et suivies par leurs peuples.

Il ne sert de rien de répéter pendant des années qu'ils en ont pour huit jours et que leurs peuples abusés aspirent à la joie d'être gouvernés par

des types bien gentils et bien doux comme Blum et Salengro.

Les types dans le genre de Blum et de Salengro — Russes, Italiens, Allemands, Autrichiens, Hongrois, Polonais, etc... — tous les Européens les ont foutus à la porte à coups de pied dans le cul.

Il faut accepter les peuples d'Europe, nos voisins, nos frères, comme ils sont.

Il en est temps, il n'est peut-être pas trop tard. Il faut enfin dicuter avec eux ouvertement, comme ils nous y convient avec obstination depuis des années, bien que nous fassions la sourde oreille.

Pour cela, il faut que nous soyons en état de discuter. Pour pouvoir discuter, il faut que nous ayons un Régime, un Etat, un Gouvernement.

Nous n'avons plus de Régime. La Banque, les Trusts ont corrompu la République parlementaire jusqu'à l'os. L'Etat ballotte entre les Ligues, la C. G. T., les Loges, l'Ambassade russe.

Le Gouvernement est aux mains de vieux messieurs socialistes qui sont incapables de faire une révolution, qui sont en train de gâcher celle que la foule puissante et naïve du Front Populaire a mise entre leurs mains.

En face d'une Russie, d'une Allemagne, d'une Italie, gouvernées solidement par les mêmes hommes depuis des années, il nous faut enfin une France réunifiée sur une honnête base sociale et menée par une équipe qui aura vingt ans devant elle pour concevoir, entreprendre et accomplir une politique européenne conséquente.

Pour défendre la paix entre les puissances ambitieuses et formidables de Moscou, de Berlin, de Rome, il nous faut retrouver la force du comité de Salut public, la force rude de Robespierre.

Pour n'avoir pas à choisir comme de pauvres gosses entre deux pères fouettards, Staline et

Hitler, il nous faut une poignée stable de chefs, dans la main d'un chef.

Ce chef ne peut être Thorez qui a l'habitude du paillasson de l'ambassade russe. Robespierre n'essuyait pas le paillasson d'une ambassade étrangère.

18 juillet.

C'EST A PARIS QUE SE FIXERA LE DESTIN DE LA FRANCE

Je ne cesserai jamais de m'étonner devant un fait énorme, incroyable, qui aura duré et qui, hélas, même cassé dans sa racine, laissera un souvenir honteux. Ce fait, c'est que les Français se soient laissé épater, emboîter, endoctriner, cuisiner, trimbaler, bousculer, tirer vers la « ligne » à droite, tirer vers la « ligne » à gauche, payer, bourriquer — tout cela par les Russes.

Le plus ahurissant, c'est que parmi ces Français, beaucoup avaient l'avantage d'être nés en plein dans le peuple, en plein terroir. Si encore ils avaient été tous des bourgeois salonnards, vaguement cosmopolites, avec des cervelles molles.

Chaque peuple a son histoire, et il ne me viendrait jamais à l'idée de moquer ou de mépriser les Russes parce qu'ils sont *en retard.* Il n'y a pas de retard historique. Chaque peuple a son heure et sa saison. Si l'Angleterre et la France ont fait plus tôt leur unité politique que l'Allemagne, l'Italie et la Russie, c'est un fait sur lequel il n'y a pas à épiloguer.

Mais il n'y a pas non plus à se tordre le crou-

pion de volupté, ou à verser des flots de larmes attendries, quand les gens de Moscou inaugurent en 1935 leur première rame de métro. Tant mieux pour eux, s'ils ont enfin un métro; tant pis pour eux, s'ils éprouvent le besoin absurde de construire ce métro avant de paver toutes leurs rues ou de solidement remblayer leurs routes à plus de 15 km. de Moscou. Je ne vois pas pourquoi les Français s'épateraient de tout ça.

Dans le genre, les Américains font beaucoup mieux. Or, il n'y a pas *à regarder faire* les Américains plus que les Russes, mais à faire nous-mêmes nos travaux pressés, comme de démolir les taudis ou de briser les trusts (ce que ne fait pas du tout M. Blum).

Les Russes font de grandes choses, mais ce sont les mêmes qu'on fait partout, et qu'ils font plus tard et plus lentement et plus coûteusement que tout le monde.

Ce qu'ils font ne prouve rien, ni pour ni contre ce qui est possible en France. Il n'y a aucun rapport entre la Russie et la France. Que les Russes soient des fainéants agités, ou des travailleurs persévérants — qu'est-ce que cela nous fait? Cela ne change en rien le dosage de qualités et de défauts de l'ouvrier, de l'ingénieur ou du paysan français.

Ils écrivent leur histoire et nous écrivons la nôtre.

En quoi un ouvrier qualifié français, peut-il s'affoler d'émotion parce qu'un paysan russe, récemment mis en usine, commence à faire à peu près correctement, en se donnant un mal de chien, ce que lui fait depuis des années?

Les ouvriers américains ou allemands, bien plus évolués, seraient quand même plus curieux à observer.

Tant mieux si les Russes entrent enfin dans le grand jeu moderne; mais nous avons d'autres chiens à fouetter. Nos problèmes, pour être moins vastes, sont autrement plus délicats que les leurs. Et on ne voit pas comment ces patauds tardifs peuvent nous renseigner sur leur solution.

Qu'ils finissent leur métro s'ils le peuvent, mais qu'ils ne nous envoient pas un ambassadeur pour décider si notre drapeau doit être rouge ou tricolore.

C'est inouï que des ouvriers français qui ont pourtant l'habitude de la méfiance et de retourner les malices cousues de fil blanc, aient pu devenir tout d'un coup complètement bêtas et béats, devant des types dont le seul mérite était de venir de loin, de parler français de travers et de découvrir les avantages du métro, vingt-cinq ans après tout le monde sur la terre (non, il y a les Chinois).

Il faut que les Français aient complètement perdu les plus ordinaires qualités humaines, les plus élémentaires vertus viriles, pour s'en remettre aux Russes de leur direction, de leur action, de leur destin.

C'est une chose vraiment très triste, que de voir, que depuis 1918, le prolétariat français n'a rien pu faire par lui-même et s'est laissé mener, corrompre, tourner et retourner dans tous les sens par des gens qui habitent vraiment trop loin, dont on ne sait pas trop ce qu'ils font chez eux, et qui demain matin prendront peut-être, avec ou sans notre permission, une peignée formidable des Japonais et des Allemands.

Les Français ont pris l'habitude de ne plus rien faire en politique par eux-mêmes, mais de regarder faire les autres. Le plus clair de leur activité politique, c'est d'aller au cinéma et d'y applaudir ou siffler les gens qui en jettent un coup dans le

monde, que ce soit Staline ou Mussolini, ou Hitler, ou Degrelle.

Cette activité de nos derrières dans des fauteuils de cinéma est tout à fait insuffisante : elle est aussi honteuse, et pour tout dire, ignoble.

M. Thorez, qui songe soudain que le destin de la France après tout pourrait se décider à Paris, sait très bien deux choses : 1° que le Parti communiste français, quand il était communiste, n'était rien du tout et aurait disparu, si Moscou ne l'avait regonflé périodiquement.

2° que le Parti Communiste n'a pris figure qu'en se camouflant, selon les ordres de Staline, en parti nationaliste et démocrate.

De cette double constatation, M. Thorez devrait tirer la conclusion que le prolétariat français qui s'est laissé duper par ce changement à vue n'est pas en trop bonne santé et qu'il faudrait en fiche un fameux coup pour lui redonner du poil de la bête, et réhabituer à penser, à agir par lui-même, et « à décider à Paris de son destin ».

Pour cela, il faudrait qu'il donne le premier l'exemple, et qu'il cesse de tirer le cordon de sonnette et de gratter le paillasson de la rue de Grenelle.

Si Robespierre le voyait sur ce paillasson, en train de tirer ce cordon, il serait complètement dégoûté et n'augurerait rien de bon des aptitudes de M. Thorez à faire une France forte et heureuse, et à décider à Paris de son destin.

Non, ce n'est pas possible, cela ne peut pas continuer, il faut que les ouvriers, paysans et bourgeois du Front populaire, obligent leurs meneurs à ne plus se laisser mener, et à se passer de l'argent et des idées de Moscou ou d'ailleurs.

Et qu'ils les obligent à savoir quel drapeau est

leur drapeau, le drapeau tricolore ou le drapeau rouge qui (avec une croix gammée) est le drapeau allemand aussi bien que le drapeau russe (avec faucille et marteau).

Et surtout, qu'ils les obligent à dire si vraiment c'est nous qui devons recevoir les pruneaux allemands sur le Rhin à la place des Russes qui n'ont pas l'avantage d'avoir une frontière commune avec Hitler.

C'est déjà incroyable que des Français demandent à des Russes de penser pour eux (ces Russes qui ont pensé si mal pour les communistes italiens, chinois, allemands, autrichiens, jetés par eux à la défaite) ; mais qu'en échange de cet humiliant service, ils leur offrent de se faire tuer pour eux; c'est un comble.

25 juillet.

LES TROIS VICTOIRES

QUI MÈNENT A SAINT-DENIS

Dimanche dernier, à la réunion du Prado, j'étais assis parmi vous et je vous épiais, Français de Marseille, avec mon cœur le plus anxieux et le plus exigeant.

Vous n'étiez pas différents des Français de Paris et d'ailleurs que j'ai déjà auscultés souvent dans ces moments pathétiques où vous êtes sur le point de donner votre cœur. L'avez-vous enfin donné?

Il en est temps, car si vous attendez une minute de plus, ce cœur achèvera de se défaire dans l'inertie. Comme il vous est difficile de donner votre cœur. C'est de cette difficulté dont je veux vous entretenir aujourd'hui.

La difficulté est dans chacun de vous, et il faut que vous la vainquiez chacun de votre côté. Pour que la France se ressaisisse et remporte une nouvelle victoire sur elle-même, comme elle en a déjà tant remportées, il faut d'abord que chaque Français remporte une victoire sur lui-même.

Chacun de vous a perdu l'habitude de se livrer, de se donner. Vous avez honte de vos élans, vous vous gênez devant vous-mêmes et devant les autres. Vous avez trop vécu repliés sur vous-même, attendant, regardant. Vous avez oublié que le salut dépendait de vous-même et qu'il n'est de vie pour tous que celle qui sort du cœur de chacun.

Vous savez bien ce que je veux dire : que vous soyez bourgeois, paysans ou ouvriers, vous êtes tous les mêmes, vous avez peur de crier, de chanter.

Vous avez trop vécu, cachés dans vos maisons, enfouis dans vos petites vies et histoires individuelles. Vous ne savez plus ce que c'est que d'être ensemble, tous ensemble.

La vie des grandes villes qui fait des hommes une poussière d'individus nerveux, méfiants, ricaneurs, a étiolé en vous les plus belles et les plus célèbres qualités de notre race.

Où est cette gaîté, cet abandon, ce franc-parler qu'autrefois admiraient les étrangers? Le spectacle que donne une foule française aujourd'hui est lamentable. J'ai beaucoup voyagé et chaque comparaison m'a blessé le cœur.

Partout les peuples se sont rejetés dans la rue, ont brisé les chaînes mesquines de la petite vie individuelle, se sont retrempés dans de grandes communions.

Une foule italienne, russe, allemande, c'est une belle grande personne, sans fausse honte, sans fausse pudeur, qui livre son corps et son esprit à la danse.

Chantez, criez, remuez, déliez vos bras, appelez le saint Esprit, il descendra parmi vous. Rappelez-vous que vous êtes le peuple qui a donné à l'Europe ses cathédrales, ces puissants monuments de l'élan collectif, de la foi unanime.

Cessez de vous regarder de biais quand vous êtes ensemble, tout prêts à ricaner, à vous décourager les uns les autres. Chacun attend de l'autre le cri, le geste qui le libérera, mais c'est lui qui doit offrir fraternellement à son voisin cette aide salvatrice.

Voilà la première victoire française que nous

attendons, c'est celle de chaque Français sur lui-même.

Mais il en est d'autres.

Pour briser ces pauvres petites coques mesquines dans lesquelles on vous a laissé vous enfermer et vous anémier depuis des années, il faut d'abord faire ces premiers gestes de renouveau et de jeunesse. Puis, ayant retrouvé le contact, il faut y persévérer.

Quand vous êtes ensemble dans une réunion, regardez-vous dans les yeux les uns les autres, parlez-vous. Ne vous considérez plus comme des individus indépendants, irresponsables qui viennent voir et puis qui s'en vont. Même si en partant vous signez une adhésion, payer une cotisation, il n'y a encore rien de fait.

Regardez-vous, parlez-vous, choisissez-vous et *ne vous quittez plus.*

Avant de réapprendre la grande vie nationale, il faut d'abord réapprendre la vie de groupe.

Le Parti populaire français ne sera rien ou il sera à la base un pullulement vivant, surabondant de cellules et de sections.

Il faut d'abord vaincre notre longue paralysie dans notre individualité, mais tout de suite après dans le groupe.

Il ne peut plus y avoir d'adhésion d'une heure par jour, d'un jour par mois, d'un mois par an. Il faut une adhésion de tous les instants, il faut raccorder nos vies les unes aux autres. Il faut retrouver le rythme quotidien de la vie commune.

Ce qui a existé pour nos ancêtres dans le village, dans la confrérie, dans la corporation, dans la troupe de guerre, ce qui a été tué par l'affreuse vie des grandes villes, il faut que nous le restaurions, que nous le restituions dans la cellule d'usine ou de quartier, dans le syndicat, dans le groupement

de métier, dans le cercle d'études, dans la maison de jeunesse, dans le groupe de combat.

Si non, nous n'aurons rien fait. Ce parti sera un parti comme les vieux partis. Nous aurons failli à notre tâche, nous n'aurons pas attaqué le mal à sa racine, et la France, après quelques suprêmes et tardifs sursauts, crèvera.

Français, pense ceci à chaque minute, c'est que ton salut est une *question d'heures.* Dans une Europe où se dressent les énormes masses vivantes, cadencées, réharmonisées du fascisme, de l'hitlérisme, de la Russie stalinienne, il faut que nous reprenions au plus vif, notre souffle de grand peuple, ou bien la poussière de nos chapelles, de nos partis misérables, de nos individualités rechignées et mesquines sera balayée au vent de l'histoire.

Or, ce salut urgent, immédiat, sachez bien qu'il est dans cette méthode courageuse que je vous indique, il consiste à vivre cette seule pensée : *mon salut n'est pas dans la main de mon voisin, mais le salut de mon voisin est dans ma main.* Si tout de suite je n'arrête pas par le bras cet homme qui passe dans la rue, si je ne milite par sur-le-champ dans cette section, mon voisin ne le fera pas non plus. Ce n'est pas à lui de me donner l'exemple, c'est à moi de le lui donner.

Et je n'aurai plus peur de chanter la *Marseillaise* à pleine gorge, et de lever la main et de porter dans mon pays, sur mon sol, dans ma maison, les couleurs de mon pays.

Telle est la deuxième victoire, la victoire du groupe.

Il reste encore une victoire à remporter. Après la victoire de l'individu sur l'individu, du groupe sur le groupe, il reste *la victoire du parti sur le parti.*

Nous, les gens du parti populaire français, nous ne sommes pas seuls. Il y a d'autres partis qui veulent au fond de leur foule la même chose que nous et dans les partis ennemis il y a des quantités d'hommes qui sont pareils à nous (bien sûr, puisqu'ils sont Français), et qui veulent dans le fond de leur cœur la même chose que nous.

Il faut que par notre entrain, notre gentillesse fraternelle, notre absence de méfiance, notre ouverture, notre gaîté (surtout notre gaîté), la vivacité de nos chants et de nos quolibets, la franchise de nos coups de poing, l'hospitalité militante de nos cœurs, nous fassions de notre parti, le parti frère, le frère heureux et aimé des autres partis, le frère entreprenant, gaillard, déluré, le frère plaisant, le frère préféré, le frère envahissant, le frère auquel on ne résiste pas, le frère auquel on ne peut pas tirer dans les jambes, le frère qu'on retrouve soudain au bout des chemins convergents, le frère qu'on rencontre au carrefour.

Nous sommes le parti du rendez-vous, le parti du rendez-vous de Saint-Denis.

Quand vous rencontrez des gens qui marchent sous d'autres chefs, avec d'autres copains; ditesleur : « *Rendez-vous. Rendez-vous à Saint-Denis* ». C'est là que nous nous retrouverons tous. Rendez-vous à Saint-Denis, camarades. On y arrive de Flandre ou du Roussillon, du pays Basque et de l'Alsace. On y vient avec ou sans gants, en blouse, ou en salopette, à pied et en voiture. Là on ne vit plus seuls, on vit ensemble. Là on ne meurt pas chacun dans son coin, de la mort éparse d'une France découragée, là on vit.

Je vous ai dit les trois victoires : de l'individu, du groupe, du parti, *les trois victoires qui mènent à Saint-Denis.*

1er août.

COMMUNISTES, COMBIEN DE VICTOIRES?

Peu importe le résultat prochain ou lointain de la tourmente espagnole. Il y a un certain nombre de faits constants en Europe que nous devons nous rappeler, et qui sont plus gros que le fait espagnol, bien que celui-ci s'annonce comme très gros par ses conséquences internationales.

Ces faits se résument en un seul, énorme. *Les partis représentant les deux internationales ont été battus partout dans le monde.* C'est ce qu'en France on oublie trop ou l'on ignore, en face de l'incroyable jactance de notre parti communiste, dont l'existence a pourtant été toujours artificielle, maintenu des années à bout de bras par Moscou, tout près de sombrer il y a deux ou trois ans (15.000 membres) et ne revivant que grâce au camouflage du front populaire.

ÉCRASEMENT DU SOCIALISME

D'abord les partis socialistes de la IIe Internationale. Ils ont été écrasés et massacrés en Russie par les communistes. En Allemagne, le parti socialiste a appelé les généraux en 1919. Ensuite.

après plusieurs années d'une existence bourgeoise, parée de misères et de catastrophes, ils ont passé la main à Hitler, sans combat. En Italie, de même, ils se sont fait ramasser par Mussolini sans véritable lutte. En Autriche, le seul pays où ils aient combattu, ils ont fait massacrer leurs braves adhérents avec une criminelle sottise par les paysans et les bourgeois coalisés.

Dans le reste de l'Europe, ou bien ils se sont laissé persécuter et dominer comme en Pologne ou dans les Balkans; ou bien, ayant été au pouvoir, comme en Angleterre, ils ont été éliminés de façon durable par le suffrage universel. Ou bien ils vont vivoté bourgeoisement comme dans les pays scandinaves.

En Australie, ils ont été aussi éliminés après une pénible expérience.

Le socialiste n'est pas un homme qui se bat ou, quand il se bat, il est battu par tout le monde, ici par les communistes, là par les généraux, là par les fascistes, là par le simple bulletin de vote.

ÉCRASEMENT DU COMMUNISME

Les partis communistes de la IIIe Internationale. En Italie, en Allemagne, ils ont partagé la défaite *sans combat* des socialistes. Dans le reste de l'Europe, ils n'existent que d'une vie précaire et gonflée, soutenus par l'or de Moscou, — Moscou : le plus grand capitaliste du monde, le ministère des Affaires étrangères le plus corrupteur, le plus intrigant, le plus grand fomentateur de tueries dans le monde, qui laisse loin derrière lui l'Intelligence Service et les autres forces occultes.

En Chine, les communistes ont été trahis et abandonnés, à Shanghaï et Hankéou, par Moscou.

Les soi-disant « armées rouges » ne sont pas communistes, mais vaguement démocratiques, d'émouvantes jacqueries paysannes, tragiquement baladeuses, aujourd'hui fort réduites.

Aux Etats-Unis, en dépit de onze millions de chômeurs, rien de sérieux ne s'est fait sous le signe communiste.

Pourquoi en a-t-il été ainsi? Parce que la doctrine de la révolution et de la dictature prolétariennes est une colossale erreur, qui n'a réussie en Russie que par suite d'un ensemble de circonstances exceptionnelles pour se résoudre d'ailleurs dans un Etat hiérarchique, policier, supercapitaliste et militariste en diable.

Mais singulièrement pourquoi en Europe, partout, socialistes et communistes, aussitôt qu'ils trouvent en face d'eux une force d'indignation, une volonté de combat, reculent-ils, puis capitulent-ils si facilement?

Voilà une question que je me suis longtemps posée *avec angoisse, avec angoisse, parce qu'il y a dans les rangs des partis prolétariens et marxistes des milliers d'hommes qui sont de la meilleure souche populaire, qui apportent là des trésors de foi, de courage, de dévouement.*

J'ai commencé à comprendre, après avoir interrogé longuement, en Italie et en Allemagne, des fascistes qui étaient tous des hommes sortis de ces vieux partis voués à la défaite.

Un jour, un chef des troupes d'assaut de Neukoeln, le quartier le plus communiste de Berlin, m'a donné la réponse la plus complète.

« J'étais ouvrier dans la Ruhr et communiste à seize ans. Voilà la série de raisons pour lesquelles je suis devenu hitlérien :

1° Dans la Ruhr, les Français m'ont appris le patriotisme; 2° à Moscou, où j'ai passé de longs

mois, j'ai trouvé les Russes secrètement méprisants de leurs élèves. Quand ils s'ouvraient, ils nous demandaient pourquoi nous ne faisions pas nous-mêmes, avec nos chefs et nos méthodes, notre révolution allemande : « N'êtes-vous pas assez grands garçons? »; 3° revenu en Allemagne et mêlé à la lutte immédiate contre les premiers hitlériens, j'ai été rapidement dégoûté de nos chefs qui, ou bien étaient des intellectuels, ignorants de la réalité du combat au jour le jour dans la rue — généralement des juifs nerveux et systématiques — ou bien des ouvriers comme nous, qui manquaient du coup d'œil supérieur, de l'autorité vraiment libre, qualités qui ne peuvent pas se développer dans une atmosphère de soviet; 4° enfin, j'ai été obligé d'admirer le courage et la ténacité des hitlériens qui pendant des années ont été traqués et persécutés par la police bourgeoise, socialiste, en même temps que par les communistes.

Ce que je dégageai de cette confession, qui en résume cent autres, c'est ceci.

Chez les socialistes, les chefs ont des jupes, et les troupes sont engluées dans le miel et la confiture de belles paroles parlementaires. Chez les communistes, on est pris entre deux extrêmes. En haut, ce sont les ordres rigides qui arrivent de lointains et mystérieux états-majors. Cela vous enivre la cervelle, mais, au coin d'une rue, un pétard au poing, cela ne vous chauffe pas tellement le ventre. A la base, guette encore anarcho. Le jour où un coup se déclenche, les chefs sont loin et les hommes sont réduits à eux-mêmes. Alors, toutes les vieilles habitudes de pensée vous regrimpent le long du froc et vous grignotent les boyaux. Ce n'est pas en vain que pendant des années avant de devenir stalinien, on a rêvé d'antimilitarisme et de pacifisme, qu'on a regardé

avec méfiance tout chef et tout ordre exact, condamné dans son cœur l'éternelle discipline. Au premier recul, tout cela vous grouille dans le ventre et on est singulièrement disposé à les mettre.

DÉFAITES SANS COMBAT

Voilà l'explication humaine, profonde de la défaite sans combat des marxistes en Italie, en Allemagne, cette notable partie de l'Europe, de leur piétinement dans les autres pays.

Je l'offre amicalement aux communistes qui réfléchissent et qui, en même temps, se sentent du cœur au ventre. Pourquoi se sont-ils engagés dans une pareille armée, qui ne peut arborer sur ses drapeaux que des noms de défaites? Victoires en Russie, mais défaites partout ailleurs. Et plus longue série de défaites que de victoires.

On vous le cache, vous l'oubliez. L'explication de ces défaites qu'on vous donne est insuffisante : « Les fascistes sont des méchants et ils ont l'or des capitalistes. »

On ne se bat pas avec de l'or, on se bat avec du courage. Et vous aviez, vous avez de l'or de Moscou qui est plus riche que tout les capitalistes du monde.

EN ESPAGNE

Reste l'Espagne. Ne parlons pas de ce que nous connaissons mal.

Supputons seulement quelques gros faits que nous connaisons tous.

Pour la réussite du Frente Popular :

1° Le partage des terres n'est pas fait. Les paysans doivent donc marcher avec les ouvriers (jus-

qu'au moment où, pourvus, ils inclineront à se retourner contre eux) ;

2° Il n'y a pas de fascisme en Espagne, c'est-à-dire une masse de bourgeois, d'employés, d'ouvriers et de paysans éclairés à la fois sur les méfaits du grand capitalisme et ceux du bolchevisme importé;

3° Une aristocratie idiote ramène toujours à la réaction la plus étroite les éléments bourgeois combattifs.

Contre cette réussite :

1° L'existence dans pas mal d'endroits d'une paysannerie moyenne;

2° Le poids archaïque de l'anarchisme;

3° Et surtout ces conditions psychologiques qui ont joué partout en Europe contre le marxisme prolétarien et que je viens d'analyser. Conditions qui ont opéré même dans un pays comme la Hongrie où la terre était entièrement aux mains des seigneurs.

Conclusion. Une victoire des marxistes serait compréhensible en Espagne, pays arriéré, ressemblant un peu à la Russie de 1913. Elle ne prouverait rien pour le reste de l'Europe, plus évolué, où, d'ailleurs, l'épreuve est faite.

Une défaite des marxistes ne fera évidemment que renforcer le lourd raisonnement que je viens de déployer et qui est imposé par dix-huit ans d'histoire européenne et mondiale.

Reste la France, où le Front Populaire masque encore la jactance anachronique des communistes français, leur faiblesse usurpatrice, et, derrière, la peur crispée de leurs incitateurs de Moscou qui, eux, connaissent bien la longue liste de leurs bévues et de leurs sanglants échecs.

15 août.

LA TRAHISON COMMUNISTE DANS L'AFRIQUE DU NORD

Je viens de faire le tour de l'Algérie, avant de m'embarquer pour l'Espagne.

Mon impression a été immédiate, nette, puissante. Et tout ce que j'ai entendu et vu l'a renforcée, de minute en minute, jusqu'à mon départ de Casa. *Partout, on attend Doriot.*

Le mouvement de Rassemblement National est immense et irrésistible. Il soulève à Constantine, à Bône, à Alger, à Oran et au Maroc des foules unanimes et décidées. Le Parti Populaire Français doit, le plus vite possible, lui apporter son appui, lui fournir un axe.

C'est que nulle part la politique du Parti communiste, qui exploite et sabote l'élan sincère des foules du Front Populaire, n'apparaît aussi tragiquement traîtresse que dans cette magnifique Afrique française. Ici, ce parti superpatriote abat le masque et combat ouvertement la France.

Pauvres indigènes, ils ne connaissent pas l'histoire de ces dernières années, ils ne savent pas comment Moscou, avec sa politique imbécile de grand état-major ignorant de ce qui se passe dans les tranchées, a envoyé à la défaite ou au massacre les prolétariats de Chine comme ceux d'Autriche, de Grèce, d'Allemagne, etc.

Je regrette de ne pouvoir joindre à cet article la feuille volante que j'ai trouvée à Oran et dans laquelle les communistes prennent violemment à partie le libéral Ben-Djelloul à cause de l'attitude pro-française qu'il vient d'adopter et approuvent entièrement le communiste Messali qui, dans un meeting indigène à Alger, le 2 août, a brusquement demandé la reconnaissance par la France d'une « nation algérienne ».

A aucune époque de l'histoire, il n'y a eu de « nation algérienne »; mais à Moscou, dans quelque bureau on a senti tressaillir les flancs de la III[e] *Internationale* désireuse d'enfanter ce nouvel artifice.

Voilà ce que font à Paris les « patriotes français » et à Moscou les « alliés de la France »; ils essaient d'arracher un peuple aimant et fidèle à la France, d'éveiller la haine dans son cœur et, au jour d'une attaque sur le Rhin, de le retourner contre nos armes, d'immobiliser quelques-unes de ces divisions dont Moscou a tant besoin par ailleurs pour la défendre contre la puissance hitlérienne.

Politique absurde et démoniaque. Le propre des démons, c'est de se dévorer eux-mêmes. Les démons sont des fous qui souhaitent leur propre perte autant que celle des autres.

Je me rappelle le célèbre mot de Louis Aragon, aujourd'hui notoire écrivain communiste : « Moscou la gâteuse. » Vraiment, ici, cela sent le gâtisme, sanglant, comme tous les gâtismes politiques.

A quoi aboutirait, si elle avait les moindres chances de développement, cette politique antifrançaise des communistes à Alger et à Oran? A faire massacrer quelques milliers d'indigènes par nos mitrailleuses et en tout cas à jeter l'esprit de six millions de musulmans dans le désespoir.

Supposez que la guerre éclate en Europe et que

la France perde le contrôle en Afrique du Nord. Qui en profitera? Ce ne seront certes pas les indigènes eux-mêmes qui, de l'aveu même de leur étroite élite, sont incapables de s'organiser et de se diriger; mais les puissances abhorrées de Moscou et de l'*Humanité* : Rome ou Berlin, ou même l'Espagne fasciste.

Ainsi, ce que préparent les excitations de Moscou la gâteuse, c'est au minimum un massacre inutile, au maximum l'extension du fascisme italien ou allemand à toute l'Afrique.

Ce n'est certes pas l'Angleterre, qui a perdu la face en Méditerranée comme elle l'a perdue dans les mers de Chine, qui empêchera ça.

Cette question de « face » est primordiale ici.

Or, grâce aux immenses lâchetés que le Front Populaire a fomentées dans notre administration, la France a été sur le point de perdre la face en Afrique. Les indigènes ont senti que sinon notre main, du moins notre tête vacillait.

Ici, l'hypocrisie fondamentale du Front Populaire se décèle dans toute l'horreur possible de ses conséquences. D'un côté, 800.000 Européens, de l'autre 6 millions d'indigènes. Sous prétexte de liberté, on offre les premiers en holocauste aux seconds.

Mais ces 800.000 Européens ne se livreront jamais à la suprématie indigène, qui serait une anarchie infantile, délirante. Ils se défendront eux-mêmes, au besoin.

Alors, gare. Voulez-vous désespérer des milliers de bons Français, les meilleurs Français du monde? Et tous ces Européens, qui ne sont français que d'hier, voulez-vous les décourager? La croix gammée se répand partout sur les murs en face de la faucille et du marteau.

L'administration, orientée par le Front popu-

laire s'engage dans une voie follement dangereuse. Et elle le sait d'ailleurs, car elle a une tendance à faire machine en arrière depuis quelques jours.

En tout cas, quelle que soit l'attitude de l'administration, les Français et les Européens d'Algérie sont décidés à la plus grande fermeté.

Le Front populaire fera bien de ne pas faire là-bas une gaffe de plus. M. Blum fera bien de méditer la leçon préventive que lui donne Franco.

Si le Parti Populaire Français n'était pas là, je dirais que la virile et saine réaction contre l'abandon à la tyrannie contradictoire de *Moscou la gâteuse* viendra d'Afrique pour Paris comme pour Madrid.

D'ailleurs, dans les rangs du Parti Populaire Français, les Algériens vont faire merveille.

Comme me disait un chauffeur de taxi français à Alger qui me demandait à adhérer au P.P.F. : « Ici, on n'a pas le droit de blaguer. »

22 août.

LEURS INTELLECTUELS DEVANT STALINE

Le Front populaire est une coalition politique où les troupes ont fraternisé plus facilement que les chefs. Un ouvrier syndicaliste de la vieille souche a pu mettre sa main dans la main d'un ouvrier communiste plus facilement que Jouhaux n'a pu mettre la sienne — qui est restée prisonnière — dans celle de Racamond et de Frachon. Cela parce que l'un et l'autre, livrés à eux-mêmes, sont purs de mauvaises intentions politiques et veulent à peu près la même chose, de la même façon. Ils aspirent à un état de choses meilleur en France, sans qu'il y ait trop de casse. Quant au petit bourgeois radical, ma foi, on l'a pris en plus, sans trop se soucier de lui.

Mais pour les chefs, nous savons que ce n'est pas du tout la même chose.

Les chefs radicaux ont pensé se servir des communistes pour détruire les Ligues. Ce but atteint, ils n'en ont plus besoin, bien au contraire. Et les chefs socialistes, MM. nos Ministres, n'ont pas envie de rester seuls en tête-à-tête avec les communistes.

Et les intellectuels? Dans le Front populaire, il y a beaucoup d'intellectuels, il y en a sans doute trop. Si le vent de la défaite souffle sur le Front

populaire, il y en aura moins — ce qui prouvera que la mode ne ramasse que les faibles.

Tous ces intellectuels pensent-ils de même? Penser, c'est une opération précise et délicate qui ne s'accommode pas des mots d'ordre vagues, des consignes de rassemblement à tout prix.

Or, parmi les intellectuels du Front populaire, j'en vois de deux espèces. De deux espèces si différentes qu'on se demande comment elles ont pu se rapprocher, et dont on peut être sûr qu'elles ne resteront pas longtemps « en bonne intelligence ».

D'une part, il y a les intellectuels libéraux, et d'autre part les intellectuels communistes.

Tous s'accordent dans l'apologie de la Russie stalinienne. On ne peut pas être un intellectuel patenté du Front populaire, si l'on n'a pas fait son petit voyage en Russie, et manifesté son extase.

Cette concordance des voix libérales et des voix communistes nous fait sourire, d'abord, nous indigner ensuite. Que des intellectuels staliniens fassent l'éloge de la Russie stalinienne, cela n'a rien d'étonnant. Ils savent ce qu'ils font. Malraux, Aragon, qui sont depuis plusieurs années dans ces eaux-là, ont dans leur tempérament quelque chose qui admet la violence et la ruse. Le sens de leurs œuvres n'exclut pas les terribles réalités démoniaques dont est faite la politique stalinienne.

Mais des hommes comme Gide, comme Guéhenno, qui n'ont été et qui ne sont encore dans leur langage, dans leur comportement, que des libéraux, comment peuvent-ils faire de la Russie un éloge libéral? Comment peuvent-ils nier, ignorer le despotisme asiatique de Staline?

Ceux-là sont de grands coupables, car ils font semblant de ne pas ressentir cette tyrannie qui les blesse dans toutes leurs fibres. Intérieurement, ils

souffrent de l'épouvantable fatum policier qui pèse sur tout le monde russe. Et pourtant, ils se taisent là-dessus.

Comment André Gide, dont toute l'œuvre crie l'indépendance anarchique de l'individu bourgeois, maintenant qu'il a été là-bas, va-t-il nous parler du Kremlin, de cet énorme monument de silence et de menace qui se tient, tout le temps que le voyageur est à Moscou, comme une évidence écrasante?

Gide, maintenant vous avez été à Moscou, vous ne pouvez plus jouer l'ignorance. Il ne s'agit pas de nous raconter des petites histoires, comme les camarades moins fortunés en talent l'ont tant fait, sur la bonne humeur de l'ouvrier russe. Que pensez-vous du Kremlin, de cette ville close, toute livrée au secret policier, au despotisme sans contrôle, à la bureaucratie aveugle, au militarisme implacable? Allez-vous nous faire l'apologie du silence policier, en nous disant qu'il faut en passer par là? Il y a douze ans que Staline est là, et il tue mieux qu'au premier jour.

Je comprends que Malraux, qui est un nietzschéen, un violent, un apologiste de la terreur, défende l'aventure de Staline. Pourtant, je me demande comment il pourrait pousser jusqu'au bout cette apologie devant un auditoire où domineraient radicaux et socialistes et syndicalistes à l'ancienne manière. Mais vous, Gide, qui avant de partir nous parliez d'un communisme quasi-chrétien, et assez anodin, et fondé sur la dignité de l'homme?

Que pensez-vous de l'armée et de la police en Russie? De la restauration de la famille, vous qui avez écrit : « Familles, je vous hais »?

Je comprends les intellectuels vraiment communistes, qui, aussi cyniques et astucieux que les chefs communistes, manœuvrent le Front populaire avec

un mépris caché, attendant l'heure où ils pourront abattre le masque, reprendre toute leur arrogance et leur dureté, répéter le cri d'Aragon : « Feu sur Léon Blum et les social-traîtres ».

Mais les autres qui ne sont que des libéraux, affolés par le spectre du fascisme, que pensent-ils de cette réalité de bourreau en chair et en os qu'est Staline?

Et veulent-ils vraiment la guerre pour défendre l'Espagne? Sont-ils prêts à envoyer cent canons si Hitler en envoie cinquante, puis deux cents s'il en envoie cent, puis deux mille volontaires, puis cinq mille, puis tous les « volontaires » de France?

26 septembre.

PAS DE CHEF COMMUNISTE

Pour vingt fortes raisons ceux qui, parmi nous, étaient communistes, devaient cesser de l'être, et ceux qui ne l'avaient pas été au premier jour ne pouvaient le devenir. Doriot a prononcé toutes ces raisons. Il y en a une qui me frappe, ces jours-ci, plus que toutes les autres.

C'est le mensonge qui est perpétré chaque jour dans le monde communiste sur la notion de *chef*. Qu'est-ce qu'un chef pour un ouvrier français qui sent normalement? Un homme qui a plus de qualités que lui, d'abord, et qui a surtout cette qualité imminente, la puissance du travail. C'est un homme qui en sait plus que lui. Ensuite, c'est un homme qui a plus d'audace et de courage que lui et qui peut mettre sur ses épaules la pesante responsabilité. Cette responsabilité le rend à la fois admirable et pitoyable, c'est le camarade le plus fortuné et le plus malchanceux d'entre tous les camarades : c'est le camarade par excellence. Enfin, toutes les qualités chez ce grand camarade sont profondes et durables. Le chef est le chef une fois pour toutes.

Ces quatre qualités primordiales du chef — il est savant, courageux, touchant, fixe — les trouvons-nous chez les chefs communistes? L'homme

du rang croit les leur voir. Et ils font semblant de les avoir, sans quoi ils ne seraient pas suivis; mais ils ne les ont pas dans les entrailles.

Les chefs du parti communiste tels que Moscou les fabrique ne sont pas des chefs. Du fait de l'intrusion perpétuelle, secrète et infiniment, inhumainement machiavélique du Vatican moscovite, une bonne partie du peuple français est pourvue de chefs truqués.

Moscou a bien essayé, dans ces derniers temps, pour répondre à la faim de la foule, de lui présenter, sous la forme de Thorez, un vrai chef. S'il avait l'étoffe d'un vrai chef, il ferait comme Doriot : il s'en irait. Il se sentirait obligé dans son propre pays, de se dépouiller sur place de la défroque étrangère, de rendre les galons hyperboréens et de se rhabiller dans le costume de chez lui.

Pendant des années, les Russes ont élevé et rabaissé une quantité d'hommes, ils les ont exaltés, puis humiliés avec une indifférence insolente; maintenant ils font semblant d'avoir plus de respect pour la dignité de ceux qui se donnent à eux. Ils font semblant de respecter un peu plus le peuple français dans la personne des « responsables » qu'ils lui imposent et lui composent.

Mais le fait reste là. Thorez ne peut pas être un chef. Il ne peut exercer aucune des quatre qualités qui sont reconnues comme celles d'un chef par le peuple de France. Il n'est ni savant, ni courageux, ni touchant, ni fixe.

Il n'est pas savant, il ne sait pas ce qu'il veut, étant donné qu'il ne peut pas vouloir. Il n'est pas responsable devant lui-même, il est responsable devant un supérieur qui est à Moscou, plus anonyme et multiface qu'un chef jésuite, tapi dans l'épaisseur insondable du Kremlin. Il ne peut pas vouloir, il ne peut qu'obéir.

Un vrai chef est un homme qui est au pied du mur, *qui n'a que le mur derrière lui* et en face de lui la foule. Thorez a derrière lui dans le mur un trou par où le crochet moscoutaire peut le happer à chaque instant et par où lui viennent intelligence et volonté.

Il n'est donc pas fixe. Et il n'est pas touchant, parce que seul un chef fixe et entièrement responsable est touchant. Il faut tout le poids de la responsabilité pour être émouvant. Mais un gouverneur de colonie n'est pas émouvant. Un gouverneur qui prend l'avion quand ça chauffe pour aller demander ailleurs ce qu'il doit penser et vouloir.

Et certes, il n'est pas courageux, puisqu'il accepte tout cela.

Cela ne nous rend pas fiers d'être Français que de penser que tant de Français acceptent une pareille situation. Je me demande si même au temps de la Ligue ou de Coblence, il y a eu des Français qui se sont livrés pieds et poings liés à des étrangers, comme aujourd'hui nos communistes.

Et ils disent que nous sommes hitlériens, les salauds. Est-ce que Doriot fait partie, comme un Marty à Moscou, d'un grand conseil hitlérien qui siégerait à Berlin? Est-ce que l'*Emancipation Nationale* vit de l'argent allemand?

C'est affreux de penser que les Français, ce peuple soi-disant éveillé et narquois, accepte tous les matins le mensonge systématique de l'*Humanité*. Enfin, oui ou non, l'*Humanité* nous a-t-elle menti pour l'affaire de l'Abyssinie? Avez-vous vu, de vos yeux vu, les Italiens avancer de défaite en défaite jusqu'à Addis-Abeba? Et maintenant, voyez-vous, de défaite en défaite, Franco arriver à Madrid? C'est pourtant facile de constater qu'on vous fout dedans. Et de défaite en défaite, Musso-

lini a pris Rome, Hitler Berlin, Dollfus Vienne, Tchang-Kaï-Chek Shanghaï et Hankéou.

Si vous ne voyez pas tout cela, c'est que vous êtes gagas. C'est triste de penser qu'il y a plus de cent mille Français qui sont gagas, qui passent l'éponge sur ces énormes et déshonorantes plaisanteries de 12.000 miliciens assiégeant pendant deux mois 500 cadets et s'en allant tout d'un coup chercher une meilleure position stratégique du côté de Madrid.

Manque de matériel... Devant Merida, il y a un mois, j'ai vu 3.000 miliciens *avec des canons,* des munitions et tout ce qu'il fallait comme mitrailleuses battre en retraite puis fuir devant 1.200 légionnaires et phalangistes qui *n'avaient pas de canons.*

Le prolétariat français n'a pas de chefs, il se laisse mentir tous les jours sur la réalité européenne : le prolétariat français se prépare un réveil terrible.

10 octobre.

ÇA DÉCOLLE!

L'avion de Doriot, la jeune machine de Saint-Denis, commence à décoller: il n'y a pas de doute. On sentait ça en plein dans ses nerfs, l'autre soir à Belleville. Ça commence par saccades de plus en plus longues à se soulever de terre, et c'est l'esprit du peuple de Paris et de France qui va ainsi s'envoler.

L'esprit du peuple français va, non sans peine certes, laisser sous lui enfin ce terrain vaseux où il traîne depuis si longtemps. Ça fait du bien de penser que des milliers de cervelles ouvrières et bourgeoises s'ouvrent à des pensées nouvelles.

Elles ne sont pas jeunes, les pensées qui occupent le prolétariat depuis quinze ans et plus. A-t-on assez piétiné depuis le Congrès de Tours? A-t-on assez rabâché? : « Demi-tour à droite, droite, demi-tour à gauche, gauche. Le mot d'ordre d'hier ne vaut plus rien, mais celui d'avant-hier est redevenu excellent. Ce chef que nous vous avions colloqué l'autre année, eh bien, c'était un salaud ou une andouille; mais celui qu'on vous envoie aujourd'hui, vous avez le droit de l'écouter jusqu'à nouvel ordre. Ordre, contre-ordre, des ordres, en

tout cas; vous devez être contents, car vous n'êtes tous que des moutons. »

Le Pape, lui, met des gants pour ficher en l'air un évêque, et même plusieurs paires de gants; mais Staline n'y va pas avec le dos de la cuiller.

J'en reviens toujours à ceci : quelle tête ferait Robespierre s'il voyait ça, s'il voyait où en sont tombés les chefs « révolutionnaires » français? S'en aller chaque saison jusqu'en Moscovie pour demander comment ça se passe, une révolution.

Doriot y a été, mais il en est revenu, et il n'y retournera plus; tandis que Thorez y retournera autant qu'il le faudra. Ne parlons pas des autres. Ne parlons pas de Cachin, ce vieux voyageur fatigué. Ne parlons pas des autres. Moi, je ne veux parler que de Thorez parce qu'on a voulu nous faire croire qu'enfin les communistes français avaient un chef français, indévissable, durable et qui avait les pieds bien enfoncés dans la terre de France.

Doriot, lui, je le vois dans un avion qui commence à décoller et qui va bien battre tout le ciel de France et le ciel d'Algérie. Son hélice fait un bon vent qui va bien aérer les cervelles, les débarrasser d'une vieille mode surannée, d'un nuage de préjugés asphyxiants. Pourquoi, sous l'influence étrangère, les ouvriers français sont-ils devenus ennuyés et ennuyeux comme des bourgeois? Ils se sont mis à suivre une mode, ils achètent des idées toutes faites. Eux qui avaient plutôt l'habitude de réfléchir par eux-mêmes et de se façonner une opinion raisonnable, utilisable, bien à leur main, comme un outil.

« Vous savez, il paraît qu'à Moscou on fait des choses étonnantes. Il paraît qu'il y a un métro et des parachutistes qui sont prêts à tomber par milliers sur la gueule de Hitler. » Ça me rappelle les

bourgeois : « Ma chère, je ne me chausse qu'à Londres. » Zut. Voilà pour la mode.

Pour les idées toutes faites, il faut reconnaître qu'elles changent. Tantôt c'est les « social-traîtres, les social-patriotes », tantôt c'est « nos frères socialistes ». Toujours les bourgeois : « Ma chère, les Dupont, je ne peux pas les voir »... Trois mois après : « Ma chère, ces Dupont, après tout, ils sont charmants. »

Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la tête à soi.

Tout ça, c'est ennuyeux, rasant, monotone et on n'y retrouve pas cette vieille gaieté, cette vieille ironie française.

Je leur reproche d'abord d'être ennuyeux, et puis d'être de terribles hypocrites. Oh, l'hypocrisie bolchevique, alors, c'est épouvantable. Je me demande si on a jamais fait mieux, par exemple, dans le genre clergyman.

Remarquez qu'en Russie, les communistes ne sont pas hypocrites, ils sont cyniques. Mais ici, leurs admirateurs, imitateurs, traducteurs et serviteurs ne peuvent être qu'hypocrites. « Après tout, la guerre, qu'est-ce que vous voulez, si on doit y arriver. C'est épouvantable, certes; mais Hitler est si méchant. »

Méchant... Faisons un petit raisonnement.

En comptant les Autrichiens, les Allemands sont 70 millions. Les Russes sont 160 millions. Il me semble que 160 millions de communistes ne devraient pas craindre 70 millions de fascistes. Car il est bien entendu que, moralement, un communiste vaut trois fascistes.

« Non, pardon, l'équipement matériel de l'Allemagne... » Alors, le communisme ne vaut rien, si au bout de quinze ans, il n'est pas parvenu à équiper matériellement un peuple. Rappelez-vous

ce que notait Lénine : les pas de géants que faisait le développement économique de la Russie capitaliste avant 1914 (d'où il attendait des merveilles révolutionnaires, en brave marxiste qu'il était). Alors, si on avait laissé le géant continuer à avancer, il est probable que la Russie ressemblerait aujourd'hui aux Etats-Unis et que nous ne serions pas à trembler sur le fonctionnement problématique de cette immense illusion de ferraille dont Staline a couvert la Russie.

Mais reprenons notre raisonnement. Les Russes ne sont que 160 millions contre 70 millions d'Allemands. « Ce n'est pas assez », nous susurre-t-on, « parce que, aussi, il y a les Japonais : 80 millions, alors : 70 + 80 = 150. »

Bon, 160 millions de communistes ne peuvent pas tenir le coup contre 150 millions de fascistes. Il faut que nous nous en mêlions, nous, les 40 petits millions de Français. Et les Tchéco-Slovaques, les Polonais, les Belges, les Anglais (si on pouvait les avoir), les Roumains et les Espagnols ne seraient pas de trop non plus...

Ces calculs révèlent une pétoche monstre. Ils donnent, enfin exposés par Doriot, à réfléchir à l'ouvrier français qui est aussi le soldat français, souvent.

Aussi, il devrait remarquer que, non seulement les « fascistes » ne sont que 150 millions, mais que, de plus, on nous avait dit que le peuple allemand et le peuple japonais, abusés et bouclés, étaient prêts à se lever comme un seul homme contre Hitler et le Mikado. Alors?

Du reste, pourquoi ne pas demander de se battre aux Etats-Unis, qui n'aiment pas du tout les Japonais, plutôt qu'à nous? Si nous laissions les Russes seuls contre tout ce monde-là, sûr que les Américains s'apitoieraient et se chargeraient du coup

d'épaule nécessaire pour soutenir cette armée rouge si délicate.

Voilà le vent frais que l'avion Doriot souffle sur les cervelles du prolétariat français.

L'avion Doriot, l'avion de Saint-Denis.

17 octobre.

ENTRE NOUS

Dans le Parti, il faut que nous vivions entre nous. D'abord.

Certes, nous nous réunissons pour servir, pour servir le peuple de France tout entier. Mais d'abord, ce que nous voulons donner au peuple français, il faut que nous le composions entre nous.

Nous voulons aider et corriger les Français. Il faut que nous nous aidions et nous corrigions nous-mêmes, en premier.

Il faut que nous nous aidions. Nous avons énormément besoin les uns des autres. En dehors du Parti, qu'est-ce que nous sommes? Rien.

En effet, qu'est-ce qu'un Français aujourd'hui? Je vous le demande. C'est un orphelin. On lui a retiré sa patrie. La France par elle-même n'existe plus. C'est bien connu, tout le monde lui explique qu'elle n'existe que si elle est l'alliée de Moscou, ou l'alliée de l'Angleterre, ou l'alliée du Négus. Il paraît que la France ne peut plus se conduire toute seule.

Et, à l'intérieur de la France, la France n'est pas présente, elle est absente. Les agents de l'autorité française ont perdu tout à fait le sens de la dignité française. Si M. Thorez revient de Moscou, avec la bonne parole russe, 20.000 gardes font

la haie. Si des Kabyles et des Tchécoslovaques tombent à coups de couteau et de matraque sur des paysans français, les mêmes gardes regardent au plafond d'un air distrait.

D'autre part, l'ouvrier français reste un orphelin. Je ne suis pas sûr que le Front populaire soit une mère pour lui. Entre les deux cents familles du grand capitalisme, les deux cents autres familles qui exploitent de père en fils la politique républicaine et les deux cents habitués de Moscou, je ne suis pas sûr que l'ouvrier français ne reste pas un orphelin. Je ne vois pas qui, là-dedans, s'occupe de lui avec une pleine et durable responsabilité.

Nous sommes bien tous des orphelins. Nous avons donc terriblement besoin les uns des autres.

Quand nous sommes dans une réunion, petite ou grande, du P.P.F., il faut bien nous regarder dans les yeux. Et nous dire que si nous en sommes là, c'est parce que nous l'avons bien voulu.

Nous sommes coupables, comme tous les Français. Nous avons tout laissé aller. Nous n'avons fait preuve ni de vigilance, ni de volonté. Nous n'avons exercé aucun contrôle sur nos politiciens, ni sur les politiciens du Parlement, ni sur les politiciens des syndicats, ni sur les politiciens des conseils d'administration.

Nous avons vaguement rouspété en parole; mais c'est tout.

Nous nous aiderons les uns les autres en nous regardant dans les yeux et en nous avouant franchement et profondément nos torts. Aucun de nous n'a été très réfléchi, ni très décidé, ni très actif en politique. Il ne suffit pas d'aller de temps en temps, en spectateur, à une réunion politique ou de vaguement rêver en lisant

un « grand quotidien d'information » qu'il y a quelque chose de grave dans la destinée actuelle de la France qui est passé sous silence ou enveloppé dans des phrases.

Il ne s'agit pas non plus de *militer*, au sens qu'on donne à ce mot dans les vieux partis, c'est-à-dire de devenir un professionnel du verbiage et du chahut, de la petite intrigue ou du petit mensonge quotidien.

Il s'agit de bien autre chose. Je vous dis qu'il s'agit de *s'aider* les uns les autres. Je donne à ce mot son plein sens humain. Il faut que nous nous aidions les uns les autres à redevenir des hommes. Des hommes décidés, courageux, qui connaissent à fond les difficultés au devant desquelles ils vont.

Au P.P.F., nous avons pris une position difficile, dangereuse. Une position délicate qui réunit ce qu'il y a de bon dans le nationalisme et dans le socialisme et qui écarte ce qu'il y a de mauvais. Une position délicate est toujours dangereuse. Dès maintenant, nous sommes en plein dans le danger. Nous sommes dans l'ère de la persécution.

La France est persécutée, persécutée par tous les ennemis qu'elle a laissés entrer dans son sein, par tous les étrangers qui l'assaillent de toutes parts. Au milieu de cette France persécutée, nous sommes les plus persécutés. Nous sommes pour des mois dans le pétrin, dans l'effort austère et sans récompense immédiate. Il faut que nos sections, nos fédérations avancent au milieu d'une nuée d'ennemis de tout acabit. Et les pires, ce ne sont pas ceux qui nous engueulent, qui nous calomnient, qui veulent notre peau et celle de notre chef. Les pires, ce sont les hésitants, les douteurs, les ironistes, les blagueurs.

Il y a des milliers de gens qui voudraient bien qu'il se passe quelque chose. Mais ils voudraient que ça se passe en dehors d'eux. Ils voudraient qu'on leur apporte servi chaud un parti d'un million d'hommes, parfaitement éduqués et entraînés, un parti prêt à prendre le pouvoir. Alors, ils adhéreraient, et même avec enthousiasme. Tu parles.

Les choses dépendent de nous, de nous-mêmes. Et non pas des autres. C'est chaque Français qui, chaque jour, perd ou gagne la France. Selon son effort de la journée, en matière de résistance, d'exemple, la France monte ou descend.

La propagande, ce n'est pas tant le bavardage et la discutaillerie, que l'exemple. Un membre du P.P.F. c'est un type qui donne l'exemple. S'il est ouvrier, c'est le type qui résiste, à l'usine et à la section syndicale, contre les mots d'ordre obscurs et tyranniques, venus de Moscou. S'il est bourgeois, c'est le type qui s'arrache à ses préjugés, à ses habitudes et qui donne une valeur réelle, sociale par ses actes au mot patrie, au mot nation, au mot peuple. Tous ces mots-là veulent dire : communauté, fraternité.

Un membre du P.P.F., c'est un type qui fait son examen de conscience, le soir, et qui se dit : « Qu'est-ce que j'ai fait dans la journée pour que la France soit un peuple libre? Un peuple libre à l'égard de l'étranger, et un peuple libre à l'intérieur, où chacun a de quoi travailler, manger, s'instruire, où chacun a sa dignité. »

Voilà ce que nous devons faire. Voilà ce que nous devons nous aider les uns les autres à faire. Il y a le vieux proverbe : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Moi, je dis : « Gens du P.P.F., aidez-vous les uns les autres, la France vous aidera. Et l'Europe dira : Tiens, mais ils existent, ces gars-là. »

24 octobre.

MÉFIEZ-VOUS DES SOURNOIS

Nous sommes, nous ne pouvons pas ne pas être, nous devons être des persécutés. Si nous n'étions pas des persécutés, ce serait un très mauvais signe pour notre parti; cela voudrait dire que nous ne sommes pas bien entreprenants, pas bien gênants, pas bien méchants.

Nous sommes persécutés par toutes sortes de gens. La diversité de nos adversaires, de nos persécuteurs nous est une garantie de l'excellence de notre action. Nous ne nous attaquons pas qu'aux communistes, nous voulons changer, et changer profondément, tout le système politique, social, économique de ce pays : ce qui fait que parmi les profiteurs si variés de ce curieux régime si subtilement embrouillé, nous trouvons beaucoup d'ennemis déclarés ou sournois.

Je vous signale les ennemis sournois. Ce ne sont pas les plus négligeables, bien au contraire. Il y a du reste aussi les amis sournois. D'une façon générale, il faut se méfier de tous les sournois. La manière sournoise, c'est la manière même dont ce pays est mené, dévié sans cesse. Un petit croc-en-jambe à gauche, et puis après un petit croc-en-jambe à droite pour rétablir l'équilibre; c'est de cette façon-là que, d'année en année, on a déshabitué la France à marcher droit, à allonger sa foulée, à bien poser le pied à terre.

Les sournois, ce sont des gens qui jamais ne vous attaquent de front. Ce ne sont pas des gens qui vous disent : « Vous êtes des salauds, et Doriot est un salaud, et vous êtes une bande de salauds. » Non, ce sont des gens qui regardent en l'air et qui vous disent : « Vous croyez qu'il va pleuvoir, aujourd'hui?... Vous avez une bien belle pipe... Dites donc, Doriot, qu'est-ce que ça devient? Hein? Ça ne va pas si vite que ça. Il n'a pas encore conquis la France... Moi, je n'aime pas la pipe, j'aime mieux la cigarette... Après tout, Blum n'est pas si mal. Les communistes, il les met en boîte tout doucement... Après tout, hein, c'est la vieille méthode qui a fait ses preuves. Endormir. De quoi s'agit-il en France? De bien dormir. Ne réveillez pas le chat qui dort. Du moment que Moscou donne des ordres de modération, c'est tout ce qu'il nous faut... Une cigarette? Ah non, c'est vrai vous préférez la pipe. Mais oui, même que vous la fumez, votre pipe. Une bien belle pipe. »

A propos de pipe, et de sournois, ça nous fait penser à M. Herriot qui, à Biarritz, a susurré en douce : « Moi, je crois que c'est les Russes qui viendront à nous, et non pas nous qui irons à eux. Ils y viendront à la démocratie... » Et là-dessus, une grosse bouffée de sa pipe subjective et soporifique.

Non, tout de même, voilà une grosse blague, bien menteuse et bien dangereuse. « Les soviets y viennent à la démocratie! » C'est vrai, il y a ce fameux projet de constitution. Ce pays où on vote à main levée, sous l'œil bienveillant de la police, on lui a promis une constitution où, comme chez Hitler, on aura le droit de voter pour les candidats du gouvernement. Il n'y a pas de doute, Staline a promis ça. Il y aura des listes où le gouvernement, plein de sollicitude pour le prolétariat,

riat, les paysans et les autres, vous présentera les meilleurs candidats. Et si vous n'êtes pas contents, vous pourrez dire : « Non ». Après ça, si on vous envoie en Sibérie et si vous y prenez un rhume, c'est que vous êtes un garde blanc trotskyste.

Staline a vraiment l'air de tenir sa promesse. Il continue à coffrer et à massacrer les anciens, les vrais communistes, tant que ça peut.

Il tiendra cette promesse-là, comme il tient la promesse qu'il a sans doute faite aux anarchistes espagnols de leur venir en aide. Il fait semblant de protester, de sortir de la non-intervention. Mais, au fond, il se dégonfle et il laisse bien tomber les anarchistes, et même les communistes espagnols.

Et l'Espagne, ce sera la N^me^ défaite du communisme en Europe...

Et puis, d'ailleurs, pourquoi est-ce que Staline viendrait à la démocratie? Alors qu'elle est en plein recul dans toute l'Europe.

Comptons sur nos doigts. Combien y a-t-il de démocraties en Europe, qui fonctionnent comme nous comprenons en France qu'une démocratie fonctionne? Il n'y en a pas beaucoup.

Il y a la Suisse, la Belgique, la Hollande, et les trois pays Scandinaves. Et puis? L'Angleterre... me direz-vous. Mais c'est que l'Angleterre, c'est une démocratie légèrement différente de la nôtre. Je m'amuse toujours beaucoup (ou je m'indigne, selon mon humeur du jour) quand je vois un démocrate français — anti-monarchiste, anti-clérical, anti-aristocrate, anti-militariste — faire l'éloge extasié de l'Angleterre où il y a un roi, des aristocrates, des clergymen et des officiers qui sont respectés comme des idoles vivantes. Même chose, d'ailleurs, dans les pays Scandinaves.

En Tchécoslovaquie, il y a une démocratie; oui, mais il y a une loi qui permet au gouvernement de dissoudre les partis. Et, si je me le rappelle bien, M. Bénès s'est servi de cette loi pour dissoudre le parti communiste en même temps que le parti hitlérien ou pour le faire taire, sous la menace.

En dehors de ces pays, la Hongrie, tous les pays Balkaniques, tous les pays Baltes sont des démocraties mises en veilleuse, des dictatures plus ou moins camouflées.

Et la Pologne, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne (de demain matin) sont de franches dictatures.

Il faut dire que les pays d'Europe ne donnent pas de très bons exemples à Staline.

Il faudrait dire, d'ailleurs, pour être historiquement plus exacts, que toute l'Europe a plus ou moins suivi l'exemple russe.

Car, qui est-ce qui a commencé? C'est Lénine.

C'est l'exemple de Lénine qui a tout déclenché.

Si Lénine n'avait pas ouvert la porte au despotisme en 1917, croyez-vous que Mussolini et d'autres auraient pu ou voulu faire ce qu'ils ont fait? Et Pilsudski? Et Kemal Ataturk? Et Salazar? Et l'amiral Horthy? Et d'autres, plus petits?

Non, ce sont les communistes qui ont déclenché sur l'Europe une formidable poussée d'autoritarisme, comme l'Europe n'en avait jamais vue, depuis Napoléon.

Et vous voudriez que ces initiateurs reviennent en arrière? Non, Monsieur Herriot. Si Staline mettait le petit doigt de la main gauche dans l'engrenage des concessions libérales, il aurait vite fait d'y passer, jusqu'au gros orteil.

Il le sait bien; aussi, tous les jours, il serre un peu plus la vis.

31 octobre.

PAS DE TEMPS A PERDRE

Nous n'avons pas de temps à perdre. Il faut que nous menions rondement cette affaire pour laquelle nous sommes rassemblés. Nous sommes rassemblés pour sauver la France. Et si ça n'est pas bientôt fait, ce ne sera jamais fait.

Sauver la France, ça veut dire : sauver les Français, tous les Français, même ceux qui n'ont pas envie d'être sauvés, qui se laissent aller, qui ne demandent qu'à crever dans leur coin.

Sauver tous les Français : les bourgeois, les ouvriers, les paysans et tous ceux qui ne savent pas très bien s'ils sont bourgeois ou ouvriers, ou employés, s'ils sont ouvriers ou paysans.

En tout cas, ce sont des hommes et ce sont des Français. Bien sûr, beaucoup d'entre nous, après guerre, nous avions rêvé de ne plus mettre l'accent sur ce mot : Français. Nous voulions être surtout des Européens. Mais il n'y a pas moyen d'en sortir autrement : il faut d'abord être Français. Nous nous sommes aperçus que les pendules ne sont pas remontées à la même heure. Quand nous sommes à trois heures de l'après-midi, les Italiens sont à onze heures du matin et les Russes à minuit moins le quart.

Nous ne renonçons pas pour ça à notre idée

d'Europe. Si la France avait un gouvernement solide et durable (et non pas un de ces cent ministères de trois mois à qui on met le thermomètre dans le derrière toutes les cinq minutes), on pourrait peut-être essayer de s'arranger avec Hitler ou Mussolini. Après tout, il n'est pas sûr du tout que ce soient des fous. Et même Staline s'il constatait que les Français ont une tête, il deviendrait peut-être moins vache et rêverait moins cyniquement de nous embarquer dans ses aventures personnelles. Et puis, les Anglais, on pourrait leur manger le morceau et leur dire, enfin, une bonne fois: « Vous êtes de beaux salauds. Vous dites que votre frontière est sur le Rhin. Eh bien, si vous voulez qu'elle soit un peu sûre, cette frontière, ayez donc des troupes à cet usage. En ce moment, avec vos embêtements de Palestine et d'ailleurs, vous n'avez pas 30.000 hommes mobilisables dans votre île, c'est une honte. Etablissez la conscription, partagez nos peines, ou nous vous laissons tomber. »

Pour en revenir à la France, il s'agit de la sauver au dehors, mais aussi au dedans. On voit très bien que « l'expérience Blum » c'est une farce, une farce avec un beau prélude qui fut l'octroi de deux ou trois lois « pas mal ».

Mais deux ou trois lois « pas mal », ça ne suffit pas. Pas du tout. Il s'agit de faire une révolution, il s'agit de retaper un bon coup toute la maison. Eh bien, le Front populaire ne l'a pas faite, cette révolution, et il ne la fera pas. Parce que pour faire une révolution, il faut une équipe homogène, où on n'est pas entre faux frères, comme Blum, Daladier et Thorez. Il faut une équipe de révolutionnaires français. On ne peut pas mélanger les Russes et les Français, ni les révolutionnaires avec les non-révolutionnaires. Il faut un parti révolutionnaire français, populaire français.

Et il faut faire ça vite, parce que la France est abominablement en retard. Tous les pays en Europe, depuis la guerre, ont fait de grandes et profondes révolutions — sauf la France et l'Angleterre.

Dans tous les domaines, nous sommes désastreusement handicapés. Il y en a un où nous sommes dans la pire posture c'est le domaine de la vie et de la santé. Non seulement, nous ne faisons plus guère d'enfants, mais le peu qui passe à travers n'est pas pourvu de bien fameuses chances pour tenir sa place dans le monde.

Quand on a un peu voyagé et qu'on a vu partout ces magnifiques jeunesses que tous les pays du monde produisent en masses profondes, claires, rythmées, on est épouvanté de ce que va devenir notre pays au moindre choc.

Il ne suffit pas d'avoir des lignes Maginot et du matériel, il faut des hommes. Et pour faire un homme, le courage n'y suffit pas, il faut des muscles, des poumons, des nerfs.

Le sport, chez nous, est une exception; dans tous les autres pays, c'est une unanimité.

En Russie, en Allemagne, en Italie, et dans dix, vingt autres pays, on forme des millions d'hommes qui sont des athlètes... et des croyants... et qui nous méprisent.

Nous avons vingt-cinq milliards de déficit, une armée qui n'est plus à la page, aucun allié — si ce n'est cet... égoïste de Staline — 183.000 communistes qui hier encore nous affirmaient que les miliciens espagnols étaient de fameux lapins et qu'on en aurait bien besoin contre Hitler, une économie qui se dérobe à la reprise mondiale, les « travaux d'exposition » qui rendent toute circulation impossible au centre de Paris, et enfin une mauvaise santé.

Donc, la France a besoin d'être sauvée. Si vous ne croyez pas à l'urgence de ce salut, ce n'est pas la peine de rester dans le P.P.F.

Les camarades qui vont venir à Paris pour le Congrès du Parti savent tout ça, mais ils doivent s'en pénétrer encore davantage, et surtout ils doivent se hâter de le faire savoir à tous les autres Français.

Nous n'avons pas une minute à perdre. Il faut assassiner cette vieille folle qui fait tant de mal aux Français et qui n'est plus drôle du tout et qui s'appelle la « Blague ». Il s'agit d'empêcher les Français de dormir, de les secouer comme des pruniers, et de leur dire que s'ils ne se réveillent, ils perdront non seulement leur honneur de grande nation, mais aussi ce qui va avec, leur prospérité (ce qu'il en reste) et leur peau.

Les Européens se lasseront de nous mépriser, de ricaner de notre politique imbécile qui ne sauve pas le Négus, mais qui nous fâche avec l'Italie, qui n'empêche pas les miliciens anarchistes de foutre le camp mais qui nous brouille avec Franco, qui nous brouille avec la Belgique, avec l'Angleterre (peu portée sur Staline), qui nous brouille avec tout succès aux Jeux Olympiques — qui nous brouille avec l'honneur, la gloire, la grandeur dans l'Histoire. Les Européens se lasseront de nous mépriser et ils se partageront nos morceaux.

Si nous sommes encore des hommes, au P.P.F., nous n'aurons pas honte d'avouer la honte de la France. Sinon, pas besoin de congrès, n'en parlons plus et allons prendre l'apéritif.

Je ne rigole pas du tout, en venant à ce congrès; et je vous regarderai tous dans les yeux pour voir si vous êtes des hommes.

7 novembre.

LE PREMIER CONGRÈS DU PARTI

LE SECOND RENDEZ-VOUS DE SAINT-DENIS

Maintenant, nous nous connaissons. Jusqu'ici, nous travaillions chacun de notre côté, nous savions que nous avions des cousins et des copains un peu partout; mais après tout, ce n'était qu'une supposition. Il a fallu que nous venions à Saint-Denis pour vérifier que nous étions bien tous pareils.

Pour ma part, j'ai été étonné de la puissante homogénéité du parti. Le miracle du rendez-vous de Saint-Denis s'est reproduit en grand, après quatre mois. Le même instinct irrésistible, la même réflexion inévitable, qui, au premier signal de Doriot, avaient amené à Saint-Denis, en juin, des quatre points de l'horizon, une poignée de chefs, de combattants et d'intellectuels viennent de jeter dans le théâtre de Saint-Denis des centaines d'hommes énergiques, décidés, qui, depuis des mois et des années, attendaient, prêts à bondir.

Ce qui fait notre homogénéité, c'est que chacun de nous, dans sa province ou dans son métier, nous avions tous fait depuis longtemps les mêmes réflexions. Mais elles étaient plus ou moins nettes, et elles n'avaient point de conséquences décisives ni dans nos vies, ni dans la vie de la nation. Il fallait un homme pour précipiter dans sa cons-

cience unique la pensée de tant d'hommes, et dans sa volonté centrale les velléités de tant d'enfants perdus.

Nous avons fait connaissance les uns avec les autres; et nous avons achevé de faire connaissance avec Doriot. Sur lui, plus que sur chacun d'entre nous, nous avons vérifié la solidité de notre bloc. Le premier jour du congrès, nous avons vécu tout une journée avec lui. Et quelle journée, mes amis. Tout au long de ce discours puissant, qui a étreint dans ses articulations musclées tour à tour chacun des problèmes qui nous pèsent sur le cœur, nous avons vu vivre Doriot.

Nous avons vu vivre, travailler, Doriot. Nous avons vu le fils du forgeron, nous avons vu l'ancien métallurgiste dans la houle de ses épaules et de ses reins, dans le hérissement de sa toison, dans la vaste sueur de son front, continuer et épanouir devant nous le travail de quinze ans. Devant nous, il a pris à bras-le-corps toute la destinée de la France, il l'a soulevée à bout de bras comme un grand frère herculéen.

Camarades, ne fléchissons pas, ne fléchissons plus jamais. Arc-boutés autour de lui, nous l'aidons à porter son lourd fardeau.

Il faut dire que Doriot n'est pas seul. Il n'est plus seul, s'il l'a jamais été. Tout de suite, autour de lui, se détachant de la masse des militants et des chefs régionaux, il y a une équipe de premier ordre. Chacun de nous a pu s'en rendre compte et s'en réjouir jour après jour : aux premiers pionniers de Saint-Denis aux ouvriers, à Barbé le narquois, à Marschall le tranquille, à Teulade l'acharné, sont venus se joindre d'autres anciens communistes aussi ardents : Marion, qui nous a laissé dans le cœur un discours aussi émouvant que le plus tendre souvenir que nous ayons de notre

mère, Arrighi, qui est une des intelligences les plus ferventes que je connaisse. Et puis, des hommes accourus d'autres horizons, de tous les horizons, des bourgeois de travail et de dévouement comme Lousteau.

Nous sommes bien partagés; mais nous devons encore attirer à nous tout ce qu'il y a de jeune et de fier, tout ce qui a de l'orgueil et le sens du sacrifice aux quatre coins de la France.

Qu'on ne vienne plus nous dire qu'il faut attendre pour nous voir à l'œuvre; nous sommes à l'œuvre; mais notre œuvre ne sera jamais accomplie s'il y en a qui préfèrent nous regarder que de mettre la main à la pâte.

Nous avons un programme. Après Saint-Denis, personne de nous ne peut avoir le moindre doute sur notre programme et la France entière, dans les semaines qui viennent, va le connaître.

Ce programme, nous avons vu Doriot en arracher de sa forge chaque article comme un morceau d'acier encore rouge. Marion, Lousteau, Arrighi ont achevé devant nous l'ajustage des pièces principales.

Pour ce qui est de la politique extérieure, nous voulons être maîtres chez nous. Une fois débarrassés des agents étrangers, comme nos ancêtres se sont débarrassés tour à tour des partisans de l'Anglais, au temps de Jeanne d'Arc, des partisans de l'Espagnol au temps de la Ligue, nous parlons franchement et nettement à tout le monde. Nous demandons aux Anglais d'être des amis armés, et nous assurons les Italiens et les Allemands de notre cordial et ferme voisinage. Combien de fois, d'ailleurs, dans mes voyages, ai-je entendu dire par des amis ou même des ennemis de la France : « Rien ne marchera en Europe, tant que la France n'aura pas un gouvernement, un homme. »

Pour ce qui est de l'intérieur, eh bien, nous voulons une industrie organisée spontanément et librement à la base, dans l'entreprise et la profession, appuyée sur une agriculture dont tous les éléments de vie seront connus et choyés par la nation. La vie professionnelle de l'agriculture et de l'industrie sera guidée et contrôlée par un Etat prudent et vigoureux, un Etat qui, par l'entremise humaine d'un chef, mettra toute son énergie à sauvegarder et à dégager les énergies diverses du pays.

Et puis, voilà, ce n'est pas plus malin que ça.

Ce programme-là, d'aileurs, en plus d'un point, c'est le programme de bien des groupements; mais ce qui vaut encore mieux que notre programme nu et simple, tranchant entre capitalisme et socialisme, c'est notre état d'esprit. Le mercredi 11 novembre a été un grand jour. Tout d'un coup, nous avons pris conscience des hommes que nous étions.

Une grande émotion virile que nous n'oublierons jamais nous a traversé le corps. La foudre nous est tombée sur la tête. N'ayant pas été anéantis par la violence du coup, nous en avons été renforcés et transfigurés.

Il n'y a plus de doute, les hommes qui sont partis de Saint-Denis, ne sont plus des hommes comme les autres. Ce ne sont plus des Français honteux, douteux, blagueurs, qui se consolent d'un apéritif, ce sont des Français réveillés qui brûlent de se mesurer avec tous les grands peuples en action dont l'Europe est pleine.

14 novembre.

ENCORE UN ÉCHEC COMMUNISTE

(*A propos d'André Gide.*)

Les faits sont des clous. Et dans nos mains à nous autres du P.P.F., ce sont des clous particulièrement durs et pointus, et enfoncés par de bons marteaux.

Il y a un clou qu'il ne faut ceser de marteler avec nos bons marteaux dans le crâne de tous les Français et non seulement dans le crâne mou des bourgeois hésitants, ou le crâne farouche des paysans, mais surtout dans le crâne bourré des ouvriers — c'est celui-ci : depuis 1918, les communistes n'ont eu que des échecs dans le monde; jamais ils n'ont eu un seul succès.

Demain, la démocratie espagnole pour avoir laissé les communistes conclure une alliance monstrueuse avec les anarchistes, va rendre le dernier soupir dans des flots de sang.

Le communisme russe, obstiné dans son erreur mondiale, dédaigneux des innombrables défaites et massacres qu'il fait essuyer partout à la classe ouvrière, relève la crête encore en France, *le seul pays dans le monde* (avec le Mexique) *où on le laisse continuer encore* sa besogne évidemment contraire aux possibilités de l'Histoire. Nous y mettrons bon ordre.

Mais le communisme russe n'essuie pas seulement des défaites définitives et dont la liste sera bientôt close dans les faits politiques, il essuie aussi journellement de graves échecs dans un domaine plus réservé, dans le domaine de l'esprit. Trompés par le mot d'ordre vague du front populaire, quantité d'intellectuels en France s'étaient laissés depuis deux ans ramasser dans le filet sournois de *Vigilance* et de la *Maison de la Culture*. Ils refluent aujourd'hui, dégoûtés et effrayés, et surtout bien étonnés de ce qui leur est arrivé.

Ils seraient moins étonnés, s'ils avaient un peu réfléchi et considéré avec quelque soin ce bobard sanglant que la Russie de Staline représente le meilleur rempart pour la démocratie.

Cette démarche folle d'aller vers Moscou, au nom de la liberté de pensée, ne m'a pas étonné pourtant, même de la part d'écrivains de valeur, qui se situent bien au-dessus de la tourbe des ratés ou des médiocres, mais qui n'en sont pas moins fascinés par le cordon de sonnette de l'ambassade russe et qui éprouvent le besoin lascif de se rouler sur son paillasson, en compagnie de comtesses et de millionnaires.

Je n'ai pas été étonné parce que j'ai mon opinion sur l'importance des démarches politiques accomplies par les intellectuels et les artistes. Cette importance est faible. C'est un de nos plus graves défauts en France de faire cas du jugement politique de nos écrivains. Et ce défaut a été multiplié et grossi à outrance par la sournoise propagande de Moscou.

Voyons, réfléchissez un peu. Prenez un romancier ou un auteur dramatique. Pourquoi voulez-vous que son adhésion à tel ou tel parti politique ait tant de signification? Dans son œuvre, il s'occupe uniquement de la vie *intime* des hommes et

des femmes, de leur destin individuel et sentimental, et non de leur destin collectif, social. Toute sa sensibilité est tournée de ce côté-là, et aussi toute sa réflexion et toute son étude.

Or, pour émettre un jugement valable en matière politique, il faut avoir longuement travaillé et médité sur l'histoire, l'économie politique, la sociologie, il faut avoir voyagé à fin d'enquête, il faut avoir comparé non seulement les pays entre eux, mais les différentes classes entre elles. Ce n'est pas du tout ce que font la plupart des écrivains qui s'intéressent à des individus, et à des individus dans le milieu social généralement étroit où ils sont placés.

C'est pourquoi je ne me suis jamais beaucoup troublé de l'adhésion brusque et sensationnelle de tel ou tel écrivain à tel ou tel parti. Je sais que presque toujours, il s'agit d'un coup de tête et d'un malentendu.

(Et moi, personnellement, si je me permets d'écrire dans l'Emancipation Nationale, c'est que j'ai d'abord été un étudiant à l'Ecole des Sciences Politiques, et que toujours j'ai lu l'Histoire, l'Economie, enquêté dans les différents pays et milieux et que je me soumets aux conseils des chefs politiques de notre parti, avant tout aux fermes directions de Jacques Doriot, notre chef.)

Donc, quand l'*Humanité* annonça il y a deux ou trois ans, à coups de grosse caisse qu'elle avait découvert un grand écrivain français qui s'appelait André Gide et que ce grand écrivain manifestait ses récents sentiments de communiste français, selon la manière consacrée, c'est-à-dire en s'ébaubissant et s'extasiant sur « la construction socialiste en U.R.S.S. », cela ne me fit ni chaud ni froid. Et aujourd'hui, je n'attache pas non plus un prix excessif au recul de Gide qui, ayant passé

deux mois en Soviétie, revient avec un long nez et crie : casse-cou.

Je connais Gide. Moins qu'aucun autre écrivain, il était désigné pour prendre une position politique. Moins qu'aucun autre, il s'est soucié pendant des années du sort collectif des hommes et des conséquences infinies qu'a dans leur vie privée, le choix bon ou mauvais qu'ils font d'une forme politique, économique et sociale. Il avait même tendance à se méfier des écrivains qui se préoccupaient de lier leur art à des réflexions cohérentes et complètes sur le capitalisme et le socialisme. Il ne s'était rapproché de la politique, déjà une fois pendant la guerre que sous la pression des événements et par foucade. Alors, il avait envoyé une vague lettre d'adhésion à l'Action Française dont jusque là il avait toujours combattu la philosophie nationaliste. Cette lettre n'avait pas eu de suite.

Aujourd'hui, l'aventure par laquelle, à l'instigation d'agents russes comme Aragon et Malraux (qui, eux, savent ce qu'ils font) il a dû passer, risquerait d'avoir des suites, s'il n'était pas si vieux, pour lui. Parce qu'aujourd'hui, tout est très grave, et même le jeu d'un écrivain. Nous sommes à un tournant décisif de la pensée européenne. Et les écrivains sont tout bonnement logés à la même enseigne que les autres hommes, il faut qu'ils choisissent, non plus en tant qu'écrivains, mais en tant qu'hommes.

Il faut dire que Gide, s'il est d'abord tombé dans le piège, a su en sortir. On lui avait posé le problème humain d'aujourd'hui dans des termes faux que nous nous acharnons ici, à dénoncer; on lui avait dit : « Si vous voulez être révolutionnaire, il faut vous mettre à plat ventre devant Moscou, il faut croire que de là seulement peuvent venir la lumière, le salut ».

Il a adhéré à Moscou et puis ensuite il est allé à Moscou. Il aurait mieux fait d'aller à Moscou, d'abord. Mais enfin, il ne faut pas reprocher à un homme son élan. Il est allé à Moscou, il en est revenu.

Cet écrivain délicat, profond à force de délicatesse morale, à près de soixante-dix ans, refait donc — en plus court, en moins sérieux, en moins tragique — le voyage d'aller et retour que tant d'autres ont fait avant lui. Le grand bourgeois moraliste dont l'œuvre est si farouchement et si anachroniquement individualiste, si circonspect mais si nerveux, refait sur le tard, en quelques mois, le voyage long, tragiquement long, que fit autrefois le jeune ouvrier de Saint-Denis, Jacques Doriot, qui à vingt-trois ans s'était jeté, par sa passion d'agir et de se dévouer, dans les bras de Lénine et de Trotsky.

Comme Doriot, Gide a le courage — moins difficile, ô combien — de reconnaître qu'il s'est trompé, qu'on l'a trompé, et qu'il ne faut pas que d'autres se trompent plus longtemps.

Il écrit : « Je doute qu'en aucun autre pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif, plus vassalisé... » « que Staline ait toujours raison, cela revient à dire, que Staline a raison de tout... »

« Dictature du prolétariat, nous promettait-on. Nous sommes loin de compte. Oui : dictature, évidemment; mais celle d'un homme... Force est de reconnaître tout net : ce n'est point là ce qu'on voulait. Un pas de plus et nous disons même : c'est exactement ceci que l'on ne voulait pas. »

André Gide s'est retiré du dilemme insidieux où on l'avait jeté. Il désolidarise l'esprit révolutionnaire de Moscou. Là-bas « l'esprit révolutionnaire n'est plus de mise, il n'en faut plus. Ce que

l'on demande maintenant, c'est l'acceptation, le conformisme ».

Mais Gide, ayant dit cela, reste en l'air, condamnant le communisme dans sa source et dans son erreur essentielle, Moscou; il reste communiste. Avec qui? Contre qui?

Avec Thorez? Se laissera-t-il encore traîner dans des meetings communistes? Ayant condamné Moscou, se taira-t-il sur les agents de Moscou?

Nous, nous savons où est l'esprit révolutionnaire. Entre le conservatisme social et l'hypocrisie de Moscou, il est chez nous.

21 novembre.

DÉJA, LE SANG FRANÇAIS COULE

Je pense d'abord à Doriot, cette semaine, qui est en Algérie. C'est un fameux contact que celui de cette foule, la plus rude, la plus mécontente et la plus ardente de toutes les foules françaises avec cet homme qui est le plus solide, le plus déterminé de tous les Français. Cela va faire un beau mariage, dont on nous dira des nouvelles. Doriot va les rassurer d'un seul coup sur le destin de la France qui est en train de se renouveler lentement, mais qui soudain, épuré de ses matières mortes, et rechargé, va éclater. Et lui, va revenir ici, encore plus large et plus sûr.

Et puis, je pense à nous, les Français qui sommes dans le Parti ou encore en dehors du Parti. Je pense à notre situation tragique.

Situation infiniment tragique de tous les côtés. La C.G.T. est sens dessus dessous; elle se débat, égarée et inquiète, sous la prise communiste. Les vieux chefs plastronnent et suent à plein gilet. Les troupes se sentent entraînées par le boyau mystérieux et lassant des grèves politiques vers la tranchée où les attend l'heure H, l'heure H de la guerre extérieure ou du coup de force communiste.

Les paysans sentent rôder sous le ciel bas les vieux malheurs du Moyen âge, les grands fléaux qui balaient l'Europe et qui, partis des fins fonds

barbares de l'Est, arrivent en trombes jusque dans les vignes d'Occident.

La bourgeoisie plie les épaules et ne veut pas regarder. Elle répétaille : « Chautemps arrangera ça. » Cependant, la catastrophe financière ronge l'un après l'autre les derniers étais qui soutiennent un plafond de plus en plus menaçant.

Pendant ce temps-là, en Espagne, la grande lutte qui étreint l'Europe et que la France ne veut pas regarder en face resserre une fois de plus ses nœuds. *Et déjà le sang français coule.*

Les Français ne veulent pas s'avouer que depuis vingt ans, il y a une lutte à mort qui est engagée entre le communisme et le fascisme, et qu'ils ne pourront y échapper que par un grand acte de courage. Les uns après les autres, tous les pays sont entrés dans la danse. Il ne reste plus que nous et les Anglais qui n'y soyons pas passés.

Mais déjà, nous sommes happés. Déjà, il y a des centaines de Français qui combattent des deux côtés de la barricade devant Madrid, et il y a des centaines de Français qui sont blessés et tués.

L'hydre de la grande lutte internationale sans merci multiplie ses replis épouvantables et tentateurs autour de nous, et elle broie déjà le cadavre de beaucoup de nos jeunes hommes sous son ventre de tank.

Et nous n'avons pas choisi. Et nous ne sommes pas organisés pour choisir. Mais regardez le péril mortel de ne pas vouloir choisir. Les Espagnols sont entrés bien tard dans la lutte. En conséquence, ils se déchirent atrocement et ils sont la proie des peuples qui, ayant choisi, ont reconquis leur unité sont de grandes puissances.

Et nous, nous allons choisir encore plus tard; nous déchirerons-nous encore plus que les Espagnols?

Il y en a encore qui disent : « Nous ne choisirons jamais. Ni fascisme ni communisme. »

Bon, mais alors pour résister à ces deux rouleaux compresseurs qui s'avancent l'un sur l'autre à toute vitesse, il faut être rudement durs.

Sommes-nous durs? Non. Il y a plusieurs milliers de communistes et d'étrangers qui sont prêts à tout, d'un côté. Et de l'autre? Il y a des millions de Français qui ne veulent pas du communisme, mais qui ne savent pas très bien de quel côté M. Blum versera. Et qui restent, le bec en l'air, à attendre la solution de cette petite devinette.

Et puis, il y a nous le P.P.F. Ne comptons que sur nous, et sur ceux qui ont assez de cœur au ventre pour venir avec nous.

Ne passons pas notre temps à nous tâter, à tâter les autres, à nous demander si le Parti va assez vite ou trop lentement, si le recrutement fait chaque mois des pas suffisamment gigantesques, si ceci ou cela. Travaillons entre nous et autour de nous.

Quand on est soldat et dans une tranchée, ce qui est absurde, c'est de se demander ce que fait le général sur son aile droite, à dix kilomètres de là. Il s'agit de parer aux pruneaux qui vous arrivent directement sur le coin de la figure et de détruire le type qui est juste en face.

Eh bien, travaillons dans nos sections. Travaillons sur nous-même, dans notre famille, dans notre métier. Moi, qui vous parle, il y a une demi-douzaine de types que j'ai repérés et que je houspille continuellement. Ce sont des bourgeois qui hésitent avec une force dans l'hésitation qu'envierait un âne entre douze bottes de foin. Ils ont l'air profondément décidés à crever plutôt que de dire: oui ou non. Mais je les aurai. Je les use, je les fatigue, je les enquiquine, je les obligerai à retrouver leur bravoure et leur fierté et la joie de se

dire : « Je sais ce que je veux, je suis un homme. Et entre un Russe, un Allemand et un Italien, je sais tenir ma place au soleil. »

Prenons exemple sur certains d'entre nous qui sont revenus de si loin. Tenez, je lisais le bouquin d'un copain, Jean Fontenoy, qui en a vu de toutes les couleurs et qui a intitulé sa confession : « *L'Ecole du Renégat* ». C'est un fils de paysan qui était très intelligent, qui a eu une bourse, qui a été à l'Ecole normale supérieure. On lui avait très bien appris à se ficher de tout, à *renier* sa simple et bonne souche de paysan français et à faire le flambart qui a lu tous les livres et qui se débrouille dans la vie et qui peut gagner de l'argent tout comme un autre.

Il a été en Russie comme professeur, et il a vu le communisme de près. Ça l'a d'abord épaté, et puis ensuite dégoûté. Si bien dégoûté qu'il a été mis en prison, puis mis à la porte. Ensuite il a été en Chine et a vu le travail que faisaient les Russes en Asie.

Il est revenu en France, tout à fait monté contre les gens comme M. Herriot (qui a été aussi à l'Ecole normale supérieure). Gens qui sont enchantés encore à l'idée que toute sa vie on peut jouer entre le oui et le non.

Pendant que le canon tonne à Madrid, M. Herriot et des milliers de Français se disent encore : « On passera à travers. »

Jean Fontenoy, lui, sait que l'histoire contemporaine est atroce et que nous sommes entourés de peuples durs comme le fer, et que si nous voulons sauver notre peau, il faut reforger notre nation dans un seul bloc.

Il voyage tout le temps par le monde, de par son métier, et il sait ce qu'on pense de nous partout. L'autre jour, dans une grande université améri-

caine, une femme qui a aimé la France toute sa vie, demandait qu'on invitât un certain conférencier français. Le président de l'université répondit : « Un Français? Oh non, ça n'intéresse plus personne. Cette année, nous aurons un Allemand, un Italien... et un Espagnol. » Parce que ces trois conférenciers ne ménageront pas la chèvre et le chou.

28 novembre.

RÉPONSE A UNE FEMME

J'ai reçu ces jours-ci une lettre de femme qui m'a touché. C'était une fermière de Normandie qui avait lu un de nos articles dans l'Emancipation. *Elle y relevait une phrase qui, telle qu'elle l'avait comprise, blessait ses sentiments. J'y évoquais ces masses de jeunes hommes pleins de santé et de joie, entraînés à l'effort physique, prêts à endurer la souffrance, que les régimes les plus divers (communistes, fascistes, voire démocratiques), tiennent en ce moment par toute l'Europe, sauf en France, dans une mobilisation permanente.*

Ma correspondante, qui vient d'avoir un enfant, s'indignait contre l'emploi belliqueux qu'on pouvait faire de tant de jeunes forces et elle me reprochait — avec une indignation sincère, mais des mots hélas empruntés au jargon des politiciens — de constater ces faits sans tomber dans un délire de désespoir et de malédiction.

Je veux aujourd'hui répondre à cette jeune mère, parce que nous ne ferons rien de bon si les femmes ne nous comprennent pas et ne sont pas avec nous.

Je suis comme tous les hommes du P.P.F. et comme leur chef : aucun de nous n'aime la guerre.

Nous savons que la guerre moderne est une calamité monstrueuse qui, exaspérée par les progrès de l'industrie et de la science, ne peut que ruiner à peu près entièrement un continent. Avant de nous retrouver dans le P.P.F., nous avons tous voulu, chacun à notre façon, écarter cette menace de guerre : les uns ont cru en la S.D.N.; les autres, dans l'Internationale numéros 2 ou 3; d'autres encore dans la vigilance armée et dans l'étroite alliance avec l'Angleterre.

Seulement, nous sommes des hommes raisonnables. A un moment donné, il nous a fallu constater que tous les peuples n'étaient pas au même point de l'histoire que le peuple français. Il y a beaucoup de peuples en Europe qui sont plus jeunes que nous, beaucoup plus rudes et qui, étant pauvres, ont beaucoup moins à perdre. Ces peuples sont beaucoup moins effrayés que nous des conséquences possibles de leurs actes et ils mettent dans leurs querelles un acharnement audacieux qui les amène jusqu'au bord de l'abîme.

Nous sommes obligés de tenir compte de cela et de lutter contre notre penchant pacifique pour maintenir notre liberté et notre autorité au milieu des nations. Nous voyons que, pour le moment, il n'est pas d'autre ressource que de défendre la paix, que de nous tenir bien armés. Certes, nous savons tous que ce moyen, pour être indispensable, n'est pas du tout suffisant. Doriot ne veut être fort que pour assurer la liberté de notre pensée au milieu du tumulte européen et appuyer une négociation vaste, humaine, complète. Nous voulons être forts pour pouvoir parler à Hitler, à Staline et à Mussolini sur le ton qui est le leur et qui d'ailleurs a toujours été le seul que reconnaisse l'humanité, le ton viril.

Au P.P.F., nous ne sommes pas des hypocrites.

Toute la vitalité et la grandeur de notre mouvement, c'est que nous sommes les seuls à jouer cartes sur table. Doriot nous a donné un magnifique exemple de courage dans la sincérité. Un beau jour, il s'est levé et il a dit : « Moi qui ai combattu plus fort que quiconque pour l'Internationale, je viens vous dire que je me suis trompé sur l'Internationale. »

A partir du moment où il a vu que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes, il a renoncé à larmoyer et à tergiverser et il nous a déclaré : « Soyons forts et prouvons que la force est bonne, puisque c'est notre seule planche de salut. »

Au P.P.F., nous ne gémissons pas comme les radicaux et les socialistes sur la nécessité d'enfouir un tiers du budget dans les armements. Doriot vote le budget de guerre sans se faire apporter la cuvette de Ponce-Pilate. Mais aussi, à la différence des gens de droite ou des communistes, il sait qu'il n'a de haine pour aucun peuple et qu'il ne souhaite pas plus le malheur du peuple russe que celui du peuple allemand.

Nous ne sommes des hypocrites vis-à-vis des autres, ni même vis-à-vis de nous-mêmes. Nous n'essayons pas de nous leurrer sur la réalité des choses humaines. La jeune femme de Normandie s'écrie : « Je ne veux pas mettre un enfant au monde pour qu'il aille se faire tuer », mais toute sa lettre respire le goût du combat. On la sent prête à lutter avec violence pour le pacifisme. Si elle était parmi nous, elle réfléchirait sur cette contradiction. Elle réapprendrait de nous cette vérité première, qu'on ne peut rien affirmer, dans la vie privée comme dans la vie publique, dans la vie des individus comme dans la vie des peuples, sans que cela n'entraîne une menace de conflit.

Toute guerre se présente comme un antagonisme entre deux idéologies. Or, on ne peut pas se vider le cerveau de toute idéologie. L'homme le plus modeste, le plus timide, le plus désireux de neutralité, ne peut pas étouffer en lui le germe d'une opinion sur tous les problèmes humains. Les opinions opposent les peuples comme les individus.

Si vous ne voulez pas, femme, que votre fils combatte pour la France, il vous faudra bien admettre qu'il combatte pour défendre une opinion politique, ou même simplement une opinion morale. S'il ne se bat pas pour la France, il se battra pour le communisme. S'il ne se bat pas pour le communisme, il sera prêt au moins à se battre contre les cambrioleurs, les assassins, les satyres. Vous ne voulez pas, femme, que votre fils soit né pour mourir, mais vous ne l'empêcherez pas de se jeter à l'eau pour sauver la vie d'un inconnu qui sera peut-être d'une bien moins bonne qualité que la sienne. Vous n'avez pas mis un enfant au monde pour qu'il vive simplement, pour qu'il mange, pour qu'il fasse l'amour; vous l'avez mis au monde pour qu'il affirme quelque chose. Même dans son travail, ou dans l'amour ou dans la plus paisible vie quotidienne, il peut être appelé à tout instant à sanctionner du sacrifice de sa vie sa personnalité, même très modeste.

Au P.P.F., nous avons tous réfléchi là-dessus. Nous savons que la vie n'est pas et ne peut pas être une chose céleste, nous savons bien que le paradis ne peut pas être sur la terre; nous savons que pour être des hommes, il faut être, par moments, durs dans la vie publique comme dans la vie privée. Nous ne pouvons pas nier la réalité, nous ne pouvons pas la refuser et nous en avons pris bravement notre parti.

Nous pensons qu'il y a moins de risques de

malheur et qu'il y a plus de joies dans la vie d'hommes comme nous qui regardent les choses en face, que dans la vie d'hommes et de femmes qui ferment les yeux. Nous ne sommes pas des lâches, mais nous ne sommes pas non plus des imprudents et nous savons que le courage est la meilleure défense contre le danger.

5 décembre.

LA FRANCE ET LA VIOLENCE

Je repense encore à la lettre, dont je vous parlais la semaine dernière, de la jeune Normande qui ne voulait pas mettre au monde un fils pour qu'un jour il soit tué. Je ressaisis une deuxième fois cette occasion de préciser notre pensée au P.P.F. sur le problème moral de la violence.

Il est très important que nous pensions clairement sur ce problème, parce qu'une bonne partie des Français ne semble pas vouloir le regarder en face.

En dehors de quelques hommes de l'extrême droite, il n'y a que les communistes qui sachent ce qu'ils veulent. Ils veulent la guerre civile et la guerre révolutionnaire à travers l'Europe. Ils ne peuvent pas ne pas vouloir ces deux guerres-là, l'une dans l'autre, à moins de renoncer à leur raison d'être. Mais ils camouflent leur volonté de guerre en désir de paix, comme ils camouflent leur volonté de tyrannie en innocence démocratique. Ils se déguisent en partisans de la S. D. N. comme ils se déguisent en fabricants de constitutions démocratiques; et ils feignent de ne vouloir donner à M. Rosenberg, ambassadeur des Soviets en Espagne et dictateur à demi avoué, que des armes et comme chair à canon, qu'un peu de notre

chair française, alors qu'au fond d'eux-mêmes, ils complotent de lui livrer entièrement notre force nationale.

Nous, Français, quoi que nous pensions de l'usage qu'on peut faire de la force et de la violence, nous sommes donc devant ce fait que, dans notre pays même, il y a quelques milliers de meneurs communistes — français et étrangers — qui ont rejeté bien loin d'eux, depuis toujours, toute idée de repos et de paix et qui appellent passionnément « la lutte finale », c'est à dire un vaste complexe de guerres civiles et de guerres nationales qui réduira l'Europe en bouillie.

Je demande à ma jeune Normande : « Comment, devant ce fait-là, allez-vous sauvegarder votre fils que vous n'avez pas mis au monde pour qu'il soit tué? Comment ferez-vous pour empêcher qu'il soit tué, du fait des communistes? » Car, du train où vont les choses, où les ont laissé aller les Français pris au leurre du Front populaire, les jeunes Français d'aujourd'hui seront tués ou bien *pour* les communistes, ou bien *par* les communistes.

Il n'y a qu'une façon d'éviter les deux branches de ce dilemme abominable, c'est de les briser en même temps. Les communistes sont une minorité, nous luttons de toutes nos forces pour regrouper la majorité immense, mais disloquée, des anticommunistes. Cette majorité-là n'aura qu'à prendre entre son pouce et son index énorme le dilemme des communistes pour que les deux branches mortelles tombent en poudre.

Nous travaillons de toutes nos forces au P.P.F. à cette reprise de conscience de la grande majorité des Français; nous y travaillons selon la méthode de Doriot, qui est à la fois prudente et ferme, généreuse et implacable.

Elle est prudente et généreuse, parce qu'à ses yeux, il n'y a de coupables et de pernicieux chez les communistes que quelques milliers de meneurs français, menés eux-mêmes par les émissaires et les résidents étrangers. Tout le reste, ce sont des hommes comme vous et moi, qui se trompent comme vous et moi nous nous sommes trompés. Dans notre propagande, dans notre lutte quotidienne, n'oublions jamais l'amour, n'oublions jamais que l'homme que nous voulons persuader, nous sommes là pour l'aimer et non pour le haïr, que notre salut dépend de son amiable conversion. Aimons en lui déjà le camarade de demain.

Mais la méthode de Doriot est aussi ferme et implacable. Il sait que pour quelques milliers de meneurs, le sort en est jeté. Contre ces hommes de violence, il n'y a que la violence qui puisse être efficace.

Nous devons donc savoir que dans notre action, il y a une violence inéluctable. Quand on est au P.P.F., c'est qu'on a réfléchi là-dessus, qu'on s'est tâté personnellement et qu'on s'est estimé un combattant possible.

Pour nous, il ne s'agit pas de recruter dans le vide, de recruter des zéros, de remettre des cartes d'adhérents dans des mains débiles, de paver de bonnes intentions la voie d'accès au pouvoir; il s'agit de recruter des hommes.

Un homme, qu'est-ce que c'est? Un homme se connaît, tient un compte exact de son expérience et la compare soigneusement avec tout ce qu'il voit autour de lui.

Que lui apprend son expérience? Que l'homme le plus tranquille du monde, s'il est un peu fier, rencontre tôt ou tard une occasion de se battre dans sa vie; dans sa vie privée. Qu'il soit moutard à l'école, adulte dans son métier, ce n'est pas seulement une fois, mais plusieurs fois qu'il doit compter sur ses poings et sur son courage. Ceux qui ne rencontrent pas de ces petits ennuis ou de ces petits agréments-là, c'est que depuis leur entrée dans la vie ils prennent la tangente. Ce ne sont pas des hommes, de ces hommes dont nous voulons au P.P.F.

Alors, s'il en est ainsi dans la vie privée de l'homme, comment voulez-vous qu'il n'en soit pas ainsi dans sa vie publique? Le citoyen qui va à un meeting où l'on se tabassera, retrouve la même nécessité humaine qu'il a déjà rencontrée dans sa vie privée. Il doit être capable de protéger la paix française contre les meneurs communistes, français et surtout étrangers, comme il le fut de défendre ses billes contre un petit copain un peu accapareur, ou une jolie fille contre un camarade qui confondait la foire d'empoigne avec la séduction, comme il l'est encore de défendre sa peau contre un rôdeur.

Il y a là une nécessité de la vie humaine qu'on retrouve partout, et contre laquelle il est aussi honteux qu'une femme gémisse qu'un homme renâcle.

Dans l'éducation que nous avons reçue, les uns et les autres, on nous a beaucoup trompés là-dessus. Soit à l'école, soit au lycée, nous avons eu des maîtres beaucoup trop rationalistes, qui condamnaient d'une façon péremptoire tout ce qui ne leur paraissait pas « raisonnable ». Mais la vie n'est pas du tout comme se la représente un instituteur qui raisonne entre quatre murs.

La vie est pleine de mouvements de contradictions, d'embrouillaminis, de mornifles, comme aussi de gentillesses, de caresses et de moments brefs où on pourrait croire que la terre est aussi paisible que le ciel est bleu.

En France, en dépit de l'expérience de 1914, nous avons trop oublié cela. Nous avons trop oublié que la vie est tragique et qu'il est aussi impossible pour un individu que pour un peuple de se dérober à cette terrible réalité.

Nous ne sommes pas seuls en Europe, nous ne pouvons pas tourner le dos à ce qui s'y passe, pour fumer notre pipe et pêcher à la ligne. Nous devons savoir que l'Europe est pleine de peuples nombreux, jeunes et turbulents qui n'ont peur ni du combat, ni de la mort, qui n'ont pas beaucoup de beaux monuments à sauvegarder, qui se moquent pas mal de ne pas manger de viande et de ne faire qu'un repas par jour, dont les femmes ne craignent pas de jeter au monde des enfants pour la vie ou pour la mort.

Et dans le monde, il y a aussi cinq ou six hommes ou équipes qui ont une partie à jouer, qui la joueront en tout cas et qui veulent nous obliger à la jouer avec ou contre eux. Il y a Hitler, Staline, Mussolini, il y a l'Etat-major japonais, l'Intelligence Service et il y en a d'autres encore.

Voilà le monde tel qu'il est, tel que nos maîtres nous le cachent. C'est le monde qu'au P.P.F. nous regardons en face.

12 décembre.

LE COURAGE DES FRANÇAIS EST DANS LES MAINS DE DORIOT

Il est invraisemblable que les Français ne réfléchissent pas sur ce qui se passe en Espagne et ne forment pas tous l'ardente résolution d'éviter le piège où se débat la nation voisine comme une bête déchirée et ensanglantée. Ce piège, c'est de se laisser prendre dans le dilemme européen : « *Ou* Moscou *ou* Berlin. »

Au P.P.F., nous disons : « *Ni* Moscou *ni* Berlin », de la même manière qu'un homme qui connaît son chemin dit : « Ni à droite ni à gauche, droit devant moi. »

Dans plus d'un article, je me suis acharné à fixer l'attention de tous sur ce point qui domine absolument notre temps : l'Europe s'est enfermée, pour sa plus grande part, dans ce champ clos où il n'y a que deux camps : fascisme et communisme. Je dis pour sa plus grande part, en comptant seulement Russie, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et en négligeant les autres plus petits.

Je ne souligne pas sans cesse ce fait pour vous dire : « Français, choisissez comme les autres », mais pour que vous concluiez : « Pour résister à cette formidable pression, il faut que nous soyons très forts, et très fermement centrés sur nous-mêmes. »

Pour résister aux tenailles de ce dilemme en acier, il s'offre aux Français deux moyens : celui de Blum et celui de Doriot.

Analysons d'abord un peu longuement celui de Blum.

Blum fait le compte des démocraties qui subsistent et s'écrie :

« Eh mais! il y a encore pas mal de démocraties dans le monde. Travaillons à leur union et comptons sur cette union. »

Voyons ce compte. De démocraties véritables, il ne reste, sur le continent, que quelques petits pays : Belgique, Hollande, Suisse, Tchécoslovaquie et les trois scandinaves. Toutes les autres sont des démocraties en veilleuses ou des fascismes camouflés : Pologne, Autriche, Hongrie, pays baltes et pays balkaniques. En dehors de cela, hors d'Europe deux grandes démocraties : l'Angleterre et les Etats-Unis.

Il y a encore ainsi sur le papier de quoi faire un bloc des démocraties aussi considérable que les deux autres blocs, un bloc démocratique qui se refuserait au dilemme proposé par les deux autres blocs et qui viendrait à bout de la double pression du bloc fasciste et du bloc communiste.

Seulement, ce bloc n'existe pas hors le papier.

Le terrible tort de Blum à l'égard de la vérité et de la France, c'est de croire ou de feindre de croire, que ce bloc existe et que nous pouvons y cimenter notre espérance.

Examinons brièvement les erreurs ou les mensonges que répète quotidiennement le gouvernement sur ce chapitre :

1° Pour ce qui est du continent, il parle des démocraties comme si elles étaient les plus nombreuses et les plus fortes et surtout décidées à demeurer des démocraties envers et contre tout.

Alors que la plupart des pays de l'Est-Européen, qui ont encore une apparence démocratique, couvrant une réalité plus ou moins fasciste, dans les Balkans (Grèce, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie), et dans les pays baltes, sont évidemment décidés à préférer, le moment venu, le fascisme au communisme et à préférer Berlin à Moscou. Seule, la Tchécoslovaquie, aux limites de l'Est-Européen, paraît résolue à demeurer une démocratie, mais c'est une démocratie un peu différente de la nôtre: un Bénès y est au pouvoir pratiquement depuis la guerre, depuis dix-huit ans.

Et, certes, la Belgique, la Suisse, la Hollande, la Suède sont de vraies démocraties (bien que aussi très différentes de la nôtre, beaucoup plus tempérées) ; mais, à la limite, on ne voit pas ces pays tranquilles et solides pouvoir jamais préférer Moscou à Berlin, ni, ce qui revient au même, entrer comme nous dans un « Front démocratique », qui comprendrait la Russie de Staline.

Il y a là un fait énorme, cette profonde disposition anticommuniste de toute l'Europe, qui risque de la faire verser vers Berlin — si elle ne trouve pas un autre pôle d'attraction, et qui, en tout cas, l'écarte de nous, allié de la Russie.

Ce fait énorme, notre gouvernement a le tort immense, la faiblesse intellectuelle et morale de ne pas le regarder en face.

Il n'y a pas un pays en Europe, démocratie ou non, qui accepte notre politique russophile. La Tchécoslovaquie elle-même a interdit chez elle le parti communiste tout comme le parti hitlérien.

La politique intérieure de Blum lui interdit tout succès réel en matière extérieure.

2° On rabâche le mot d'ordre traditionnel : « Comptons sur les grandes démocraties anglo-saxonnes, Angleterre et Etats-Unis. » Mais de ce

côté-là non plus, on n'analyse pas courageusement et virilement la situation.

L'Angleterre n'est prête ni moralement ni matériellement à la guerre. Elle construit de nouveau des bateaux et des avions, mais elle n'a pas d'hommes pour les monter et elle n'a pas 50.000 hommes d'armée de terre prêts pour le Rhin. En temps de guerre, les Dominions seront, cette fois-ci, absorbés par la lutte dans le Pacifique, et l'Inde se révoltera. Le peuple anglais a un gouvernement qui est incapable de lui montrer la situation telle qu'elle est et de lui imposer la conscription.

Là-dessus, notre gouvernement n'a pas plus de courage que l'anglais et se montre incapable de lui crier brutalement :

« Votre empire est terriblement menacé dans la Méditerranée, il est à peu près perdu en Asie; vos Dominions deviendront les satellites de Washington. Vous n'êtes plus un empire, vous avez perdu le sens de votre empire, vous n'avez pas de soldats pour le défendre. Nous savons cela, et nous ne voulons plus de votre orgueil aveugle et mensonger. Si nous sommes battus sur le Rhin et sur les Alpes, vous n'existerez plus. Etablissez le service obligatoire qui peut seul assurer la défense commune de nos territoires d'outre-mer et de nos territoires européens. Ou bien nous dénoncerons votre lâcheté. Si vous nous laissez tomber, nous laisserons tout tomber. Nous avouerons que le troisième bloc des démocraties est impossible et que l'Europe est vraiment vouée au dilemme : Moscou ou Berlin. »

Du moment que Blum ne parle pas en homme à Baldwin, son bloc des démocraties, dès lors, est un terrible leurre.

Surtout s'il compte sur les Etats-Unis. Depuis quelque temps, Blum qui, en Europe, n'a eu que

des échecs, des déconvenues — et qui, peut-être, aux Baléares et ailleurs, a eu des faiblesses irréparables — joue sa dernière carte « morale », à la Kerenski, et nous parle de l'Amérique de Roosevelt, comme si c'était l'Amérique de Wilson. Mais rien, absolument rien, ne nous permet de croire que Washington recommencera l'équipée de Wilson. Bien au contraire. C'est une abominable farce que de nous le faire croire. Roosevelt ne fera pas tuer un Américain pour la « croisade des démocraties ». Blum se vante en considérant comme un succès personnel le triomphe dictatorial de Roosevelt.

Conclusion. Il n'y a pas de bloc des démocraties, et il n'y en aura pas. Le moyen, offert aux Français par Blum, d'échapper au dilemme des deux blocs est inexistant.

Ici, Doriot se dresse. (Et derrière lui, le P.P.F.) Doriot dit :

1° Nous ne pouvons compter d'abord que sur nous-mêmes. Il nous faut d'abord une France unie. Or, socialistes, syndicalistes, radicaux, républicains, qui voulez à la fois la paix et le salut de la patrie, vous nous retirez la seule chance qui nous reste : l'union. Vous nous faites une France fendue par le milieu, du fait de la propagande de Moscou que vous laissez se développer. Vous nous dites, socialistes, radicaux : « Pas de croisade idéologique. Ni Berlin ni Moscou. » Mais vous laissez Moscou entrer dans la place et souffler le tragique mot d'ordre de Madrid : « Moscou, plutôt que Berlin », qui engendre le non moins tragique : « Berlin, plutôt que Moscou. »

Nous, au P.P.F., nous sommes à fond contre Moscou et, s'il y avait ici un parti de Berlin ou de Rome, nous serions aussi à fond contre lui. Nous sommes pour la France une. Nous représen-

tons seuls l'unité. Car, seuls, nous nous dressons pour vraiment agir cette pensée : ni Berlin ni Moscou. La lutte acharnée que nous avons engagée, comme premier temps de notre action, est le gage de la lutte que nous engagerions au besoin contre des bourgeois, amis aveugles de Rome et de Berlin.

Nous, seuls, défendons entre les Français égarés par Moscou, les Français égarés par Berlin ou Rome, et les Français égarés par Londres et Washington, une position qui enclot l'intégrité du courage français.

2° Ne comptant que sur notre force, désirant ardemment le pouvoir pour y poser comme premier terme de toute action de politique extérieure, la force et l'orgueil français recouvrés, nous savons que nous serons les seuls qui pourrons promouvoir une politique vraiment prudente.

Qui ne voit qu'un gouvernement à Paris, ayant montré sa force en brisant les prises moscoutaires, sera écouté de toute l'Europe.

Redonnant la liberté à la France à l'égard de Moscou, Doriot parlera ensuite à l'Angleterre comme Winston Churchill lui-même n'ose pas lui parler.

Après, il parlera à Berlin, à Rome, avec la même tranquille et ferme modération qu'il pourra dès lors parler à Moscou.

Ne sous-estimant ni la force latente des démocraties, ni la force extériorisée des fascismes — ni même la force embrouillée du fascisme stalinien, — il pourra faire une politique objective.

La prudence n'est une force que dans la main des courageux.

Tel est le message de Doriot, notre chef, aux Français.

19 décembre.

NOËL POUR LE PEUPLE

Je pense, au moment de prendre la plume, que cet article paraîtra au matin de Noël, et je ne veux pas qu'il s'ouvre comme les autres à nos sentiments d'inquiétude et de colère.

Faisons aujourd'hui comme si nous n'avions pas d'ennemis au dedans et au dehors — ils ne perdront pas pour attendre — comme si l'horizon était pur de menaces et de fléaux immenses. Pensons au peuple, à tout le peuple. Et livrons-nous au seul amour.

Aimons ce peuple pour tout ce qu'il supporte de peines. Et quand je parle du peuple, je parle de toutes les classes, parce que toutes les classes connaissent des maux communs.

La situation faite à un homme ou à une femme, en 1936, dans notre monde moderne, n'est pas si drôle que différentes espèces de gens voudraient nous le faire croire. Nous sommes à la fois sous deux régimes qui emmêlent sur nos épaules leur double joug : le régime capitaliste et le régime démocratique. Il en résulte que nous vivons quasiment comme des orphelins.

Nos chefs officiels, qu'ils soient des patrons ou des politiciens, ne sont pas des pères pour nous. Ils n'ont pas le sentiment de leur responsabilité,

et si par hasard ils l'ont, ils ne peuvent pas l'exercer d'une façon efficace et bienfaisante.

Qu'est-ce qu'un patron, aujourd'hui? Bien souvent, ce n'est pas un homme, c'est une société anonyme. L'administrateur d'une société anonyme peut être souvent un brave homme dans le privé, mais il est aussi loin de ses employés et de ses ouvriers, du fait de toute la machinerie administrative et technique, qu'un écrou des autres écrous.

Et si le patron est encore une personne, ou bien l'affaire est trop grande pour qu'il connaisse ses hommes un à un, ou si elle est petite, les habitudes sont devenues telles qu'il ne connaît plus le chemin de leur cœur.

C'est effrayant de penser que des hommes peuvent travailler ensemble toute leur vie dans la même entreprise, sans avoir jamais de rapports directs, personnels, affectueux. Les hommes de quarante ans, nous aurons eu de ces rapports humains au moins dans la tranchée, mais nous ne les aurons eus que là : c'est tout de même malheureux.

Et les jeunes?

Comment les hommes de notre temps peuvent-ils supporter tant d'éloignement, tant de solitude? Ce n'est pas comme ça seulement dans les usines et dans les bureaux, mais aussi dans la politique.

Y a-t-il des rapports plus réels entre un secrétaire de syndicat et ses syndiqués, entre un député et ses électeurs qu'entre un directeur d'usine et ses ouvriers? Ceux qui voudraient nous le faire croire sont de sinistres farceurs.

Vous me direz : « Tout cela n'a aucune importance. C'est le travail. On n'a pas besoin de gentillesse dans le travail. Le travail fini, on rentre chez soi, et là on retrouve sa famille. »

Je vous répondrai que, d'abord, ce partage de

la vie est abominable, et que c'est monstrueux d'accepter pour la moitié de nos jours qu'il soit un enfer de sécheresse et d'indifférence. Ensuite, vous me dites qu'on retrouve sa famille. Pas toujours.

Il n'y a plus tant de familles en France. Et le sort qui leur est fait est bien dur. Je voudrais avoir sous la main un bouquin de statistiques pour vous faire toucher du doigt la plaie de nos vies. Savez-vous combien il y a de célibataires en France? D'hommes et de femmes qui, en ces jours de fête, se privent ou sont privés de la chaleur naturelle d'un foyer? Des centaines et des centaines de mille.

Et croyez-vous qu'un ménage sans enfants c'est une famille? Il y en a plus d'un million de ménages sans enfants?

Et savez-vous combien à Paris il y a d'individus ou de ménages qui vivent en meublé? La dernière fois que j'ai vu le chiffre, il m'a épouvanté. Si j'avais tous ces chiffres sous la main, vous auriez le frisson.

Voilà. Notre civilisation démocratique et capitaliste laisse les humains s'en aller à la dérive. Le patron rejette la responsabilité sur le politicien et le politicien sur le patron. Mais cela ne console pas nos cœurs.

Les gens s'entassent dans les cinémas, mais cela ne console pas leur cœur, s'ils se retrouvent ensuite dans la rue, sans compagnon, ou sans enfant, ou sans vraie maison.

Autrefois, ils avaient Dieu et ils faisaient des enfants comme des lapins. Cela leur tenait peut-être plus chaud que de s'en aller à vau-l'eau dans les rues des grandes villes, avec un salaire douteux dans leur poche et la liberté bien désolante de ne se soucier que de leur petite personne.

Pauvre petite personne, bien souvent : terriblement isolée, terriblement orpheline.

Dieu a été remplacé par l'Etat. Mais l'Etat a visage de bois.

Pour nous, au P.P.F., nous voulons que l'Etat ne soit plus en bois. Nous voulons que les chefs ne soient plus des personnages anonymes, qui se dérobent aux hommes et devant qui les hommes se dérobent.

Nous voulons recréer la chaleur humaine. Nous voulons que de nouveau les hommes puissent vivre dans des communautés réelles, au sein desquelles ils puissent s'appuyer de tout leur cœur.

Nous voulons que le métier ne soit pas un hangar où l'on entre, l'œil baissé et le cœur fermé, d'où l'on sort avec une hâte furtive. Nous voulons que les chefs et les hommes se regardent en face, reconnaissent leurs liens mutuels, n'ignorent rien des possibilités et des limites de leur profession, des difficultés qu'il y a en haut et en bas, et règlent entre eux ce qui est nécessaire pour vivre humainement.

Nous voulons que la politique s'efface devant le métier. Le métier ne doit plus attendre de la politique ce que celle-ci ne peut pas lui donner : la connaissance réelle des besoins humains que doit satisfaire le travail.

Le métier doit entrer dans la politique et la pénétrer de la connaissance effective qu'il a du possible et de l'impossible, pour ce qui est du cœur, et des nerfs, et de la résistance morale des hommes, et de leur joie.

Par le métier, la politique doit se pénétrer de la réalité humaine.

Ce n'est pas pour rien que nous avons choisi comme chef un ancien ouvrier, qui a vécu dans sa chair cette terrible solitude de l'ouvrier par

rapport au contremaître, de l'ingénieur par rapport à l'ouvrier, du directeur par rapport à l'administrateur.

Et nous n'oublions pas non plus la solitude du commerçant dans sa boutique, du paysan dans son village.

Nous voulons que les humains perdus dans l'atroce abstraction de la vie moderne, retrouvent la chaleur humaine.

26 décembre.

NOTRE PROGRAMME VIVANT

Si nous essayions un peu de nous représenter la vie des Français, telle que nous la voulons?

Pour cela, prenons l'exemple d'un Français moyen, dans une ville moyenne : un petit garagiste dans une ville de soixante mille habitants. A présent, c'est un isolé, à demi-artisan, à demi-commerçant, plus ou moins dépendant de grosses marques d'autos et d'essence, en proie à une concurrence mesquine. Dans une France saisie par une organisation vivante et souple du syndicat et de la corporation, il ne serait plus du tout dans la même situation.

(Je peux me tromper dans mon effort d'imagination, mais j'espère qu'en gros j'atteindrai à la vérité prochaine.)

Notre garagiste fait partie du groupe local du syndicat de l'automobile. Ce groupe local comprend non seulement les garages, les ateliers de réparation, mais les magasins de vente, les dépôts d'essence et l'usine de production s'il y en a une dans ce coin de France. Le groupe local s'emboîte dans le groupe régional, qui s'emboîte dans le groupement national. Le groupement national de l'automobile fait partie de la corporation nationale de la métallurgie.

Quelle va être l'expérience de notre garagiste

dans son groupe local? Il y a trois faits principaux à prendre en considération.

1° Il va entrer dans un contact beaucoup plus étroit et beaucoup plus humain avec tous les hommes et femmes qui, dans sa ville, exercent le même métier que lui. Il ne va plus seulement les connaître comme on connaît ses voisins, amis ou ennemis, ou, à travers l'esprit méfiant et malin de la concurrence, ou même à la faveur des actuels vagues rassemblements à prétention corporative; il va les pratiquer comme des hommes avec qui ses intérêts sont étroitement liés, avec qui il peut et doit arranger toute sa vie, avec qui il discutera et décidera de bon nombre de petites mesures qui peuvent localement faciliter l'industrie automobile, rendre le travail efficace, sain et joyeux et avec qui aussi il formulera un avis local sur des mesures plus vastes à prendre à l'échelle de la région ou de la nation.

2° Il va non seulement connaître tous les hommes de la ville qui, comme lui, sont des employeurs ou des chefs d'entreprise, mais il va aussi connaître tous les ouvriers qui travaillent à l'automobile. Dans notre ville de soixante mille habitants, il voit se conjuguer le syndicat patronal et le syndicat ouvrier de l'auto, dans un contact journalier, organique, discuter ensemble et prendre ensemble les mesures locales, petites ou grandes, voter ensemble les vœux réfléchis d'ordre régional ou national, — cela, sans doute, sous la direction et l'arbitrage d'hommes capables de vues larges et objectives, ayant le sentiment des intérêts les plus vastes et les plus permanents — hommes du P.P.F. ou représentants de l'Etat, mais toujours en même temps hommes du métier.

3° Notre garagiste ne fait pas seulement partie de la section syndicale locale de l'automobile (cor-

poration de la métallurgie), il fait aussi partie de l'union locale des syndicats de toute profession. Là, sa conscience s'élargit encore et il prend des vues non seulement dans le sens vertical sur tout son métier, dans sa ville, dans sa région, dans la nation, mais encore, dans le sens horizontal, sur tous les besoins économiques de sa ville, sur la somme des possibilités et des limitations qu'impose la situation locale des industries et des commerces, et cela, par rapport à la situation agricole limitrophe.

Que résulte-t-il de ces trois remarques? Ne voyons-nous pas qu'un homme, soumis pendant quelque temps à une telle expérience, n'est bientôt plus le même homme, que ce n'est plus un individu isolé, égaré, qui n'a de refuge que dans sa ruse, son intrigue, sa méfiance, son esprit de spéculation et d'aventure, mais un *citoyen réel*, un homme qui a des moyens d'information et de connaissance sérieux, pour qui son métier devient une chose beaucoup plus stable, beaucoup plus raisonnable, beaucoup plus organique.

Notre homme sait ce qu'on peut faire, en matière d'automobile, par rapport aux autres patrons, aux ouvriers, aux autres métiers de sa ville — et, à tous les étages, dans la nation. Oui, sur une telle base de connaissance et de certitude économiques, notre individu devient un citoyen réel. Il a un point d'appui, il fait partie d'une organisation qui lui communique science, responsabilité, autorité. Il n'est plus, comme aujourd'hui, à la merci des grandes forces aveugles (grandes firmes, C.G.T.). Ces forces maintenant sont bridées — comme sa propre force est bridée, de telle sorte que ceux qui sont dans sa dépendance, ouvriers et clients, ne sont plus davantage à sa merci. Il est apparemment moins libre, mais il est plus fort.

Ses votes, ses avis, dans le cadre du métier, de la corporation ont autrement de poids que son bulletin pour élire un conseiller municipal ou un député qui ne connaît rien de ce qui l'intéresse, lui, garagiste, et de ce qui le rend intéressant lui, garagiste, aux yeux de la nation. Notre garagiste, élisant un député, perd toutes les qualités et les connaissances qui lui donnent du poids dans sa partie; il est confondu absurdement avec le balayeur du coin et le banquier qui perdent, de leur côté, leur raison d'être. Dans son métier, réfléchissant, discutant et décidant, il fait au contraire profiter toute la France de sa compétence particulière.

Voilà la vraie égalité : notre garagiste, parlant dans une réunion locale de l'industrie automobile, devient l'égal d'un ministre de l'Economie nationale qui connaît sa partie. Il a moins de gloire et d'argent que le ministre — tout comme maintenant — mais il a autant de réalité, d'autorité et d'influence — ce qui fait une fameuse différence avec maintenant, et, à la longue, doit assurer sa prospérité.

Il me semble que de pareils résultats sont énormes, magnifiquement humains et méritent que, pour les obtenir, on s'engage dans une action ardente, indéfectible.

C'est quelque chose comme *programme*, ça, et les imbéciles qui viennent nous demander à tout bout de champ, avec des petits airs sournoisement inquiets : « Quel est donc le programme du P.P.F.? Mais n'avez-vous pas de programme? Où est-il? » — alors qu'au Congrès tout a été admirablement défini — peuvent réfléchir sur ce grossier canevas que je trace ici, d'après les discours de Doriot et de Lousteau, et voir qu'il y a là de quoi répondre aux besoins secrets et profonds de tous les braves

gens qui travaillent et se donnent du mal, et se sentent déroutés, dépités et déçus par les résultats qu'ils obtiennent dans l'organisation et l'éparpillement actuels.

Ce n'est naturellement qu'un aspect de la vie du Français de demain. Il faut le voir non seulement dans son métier, mais aussi dans sa famille, et dans la nature — je veux parler de son corps, de sa santé, de sa joie, de ses loisirs — et en face de l'Etat.

2 janvier.

LA LIGNE

Je viens de causer avec des jeunes Espagnols et j'ai senti, plus fort que jamais, le bonheur que nous avions, nous, Français du P.P.F., d'avoir fondé notre fraternité autour d'une idée simple et d'une résolution implacable.

Idée simple : la France est autonome, elle n'appartient qu'à elle-même, ses décisions, soit de politique extérieure, soit de politique intérieure, ne peuvent sortir que de son propre génie et de sa propre volonté. Volonté implacable : nous sommes les amis de tous ceux qui pensent ainsi ou de tous ceux qui pourraient penser ainsi s'ils n'avaient pas reçu le coup de matraque d'une propagande abusive sur le bonnet, et nous sommes les ennemis acharnés de tous ceux qui ne veulent penser ainsi.

Ces jeunes Espagnols étaient ou bien des gouvernementaux désabusés, ou des nationaux de passage, inquiets. Les uns et les autres avaient dans les yeux la même humiliation et la même douleur — et, je dois le dire, aussi la même résolution passionnée de se laver de l'humiliation et d'en détruire à jamais la cause. L'humiliation pour les Espagnols du Front populaire, c'est leurs alliés russes, l'humiliation pour les Espagnols du Front national, c'est leurs alliés allemands et italiens.

C'est très joli de crier : « Vive les Soviets » ou « Bravo Hitler », quand on est bien tranquille chez

soi, entre Français, bien étanches. C'est beaucoup moins joli quand il y a des milliers de mercenaires staliniens ou hitlériens qui promènent leurs bottes sur votre sol, qui chantent leurs chansons, qui jurent dans leurs langues et regardent vos femmes.

Mes jeunes Espagnols sont hantés par la douloureuse pensée qu'ils auraient pu éviter ça, qu'avec un plus grand effort préventif, plus de réflexion, de prudence et de dévouement, ils auraient pu tenir loin de leur beau pays et des yeux de tous les êtres qui leur sont chers, cette abominable et irrémédiable souillure.

Et c'était avec envie et regret qu'ils m'écoutaient leur disant : « Notre mot d'ordre, le plus immédiat dans notre action, mais le plus profond dans nos cœurs au P.P.F., c'est : « *Ni Berlin, ni Moscou.* »

Eux, ils pouvaient savourer toute la valeur vitale de ce cri, eux qui voient les conséquences des engouements exotiques, des abdications de la personnalité nationale.

Les intellectuels, les meneurs de Madrid ou de Paris vont s'extasier à Moscou devant un décor installé pour les flatter et puis, plus tard, les ouvriers, les bourgeois, les paysans qui ont fait crédit à ces voyageurs voient arriver à pleins bateaux et à pleins trains la soldatesque russe, puis antirusse. Cette soldatesque marche dans leurs rues, sur leurs routes *et les méprise de les avoir laissé venir.*

Rappelez-vous vos ancêtres, Français; ils n'ont pu s'empêcher, en 1792, de mépriser les Allemands qui les appelaient ou qui les laissaient entrer chez eux sous prétexte de propagande politique. Ce mépris a même fait des Français républicains des Français impériaux qui ont foulé toutes les contrées de l'Europe pendant plus de vingt ans.

Comment voulez-vous que des Russes ou des Allemands, dressés par la dictature, se conduisent mieux que des Français qui s'étaient pourtant cru attendris par les discours utopiques des débuts de la Révolution? Ils ne peuvent pas ne pas être humiliants et, en tout cas, les Espagnols ne peuvent pas ne pas être humiliés. On ne peut pas ne pas être humiliés quand on a un travail à faire et qu'on le laisse faire par un autre, quand on a un enfant à faire à sa femme et qu'on le fait faire par le voisin. La construction de l'Espagne — communiste ou fasciste ou anarchiste — c'est un travail d'Espagnols, et non pas de cosaques ou de lansquenets.

D'aucuns me diront : « Nous n'en sommes pas là ». Voire.

Vous avez oublié 1918, Français, et que déjà votre sol servit de champ clos à l'Europe. La lutte alors était entre les démocraties et les empires (avec, du côté des démocraties, déjà un tzar), il y avait deux millions d'Allemands dans nos champs qui se battaient contre trois millions d'Anglais et d'Américains. Avez-vous gardé un souvenir bien heureux de cette vacation de votre sol ? Avez-vous envie de recommencer? « Nous n'en sommes pas là », dites-vous; je vous réponds : nous en avons déjà été là, et ca a été une tache sur l'histoire de France.

Ce qui s'est déjà produit pourrait se reproduire et, certes, dans des conditions plus dangereuses et venimeuses. Les étrangers qui se mêlent d'une guerre civile sont plus encombrants que ceux qui se mêlent à une guerre étrangère. Ils entrent beaucoup plus périlleusement d'abord dans votre intimité et dans votre conscience, ils piétinent mieux ensuite votre dignité et votre orgueil.

Songez à la misère de la France, à la fin du

XVIe siècle, à la fin des guerres de religion, quand les catholiques nous donnaient au Roi d'Espagne et les protestants aux princes allemands. Alors, les plus hautes têtes de France craquaient sous le chagrin comme aujourd'hui les plus hautes têtes d'Espagne : Montaigne appelait au secours le génie de la France.

« Nous n'en sommes pas là », mais certains de nos intellectuels vont se rouler devant Staline, (j'exagère, devant la porte de Staline, car le tzar rouge ne reçoit pas les intellectuels), mais les chefs d'un grand parti français vont prendre les ordres d'un tyran asiatique, mais ils jettent nos jeunes gens par centaines, en attendant de les lancer par millions, dans une querelle qui n'est pas la nôtre.

Les Français savent se battre, ils l'ont prouvé depuis deux mille ans aux quatre coins du monde (il n'y a pas un recoin du monde où un Français n'ait regardé la mort en face) ; mais ils sont infidèles à leur magnifique histoire quand leurs responsables les laissent répandre leur sang dont ils sont prodigues pour des causes excentriques.

C'est ça, qui est dévier de la ligne. Car il y a *une ligne française* qui vaut bien *la ligne russe.* Il y a deux mille ans que cette ligne s'allonge, depuis Vercingétorix jusqu'à Foch, depuis Hugues Capet jusqu'à Clemenceau.

Cette ligne-là, il y a toujours eu des gens pour l'empêcher de dévier. Aujourd'hui, c'est nous qui sommes là, les hommes du P.P.F., pour empêcher la déviation. C'est nous qui sommes dans la ligne.

Je demande à Thorez la tête que feraient Robespierre ou Jaurès, s'ils le voyaient sonner à la porte de l'ambassade des Soviets.

9 janvier.

LES MILICIENS ÉVADÉS A SAINT-DENIS

Ces hommes qui ont raconté leur odyssée, l'autre soir, au théâtre de Saint-Denis, parlaient bien. Ce n'était pas des orateurs, c'était beaucoup mieux, c'était des hommes qui vous offraient leur expérience comme une belle pièce d'or au creux de la main.

Je regrette qu'on n'ait pas sténographié mot pour mot chacun de ces simples récits ; on aurait pu en composer une brochure qui non seulement aurait colporté partout un témoignage palpitant, mais qui aurait pu rester comme un monument certain de la littérature populaire.

Je dis de la littérature populaire, mais non de la littérature « populiste ». Les intellectuels qui, à froid dans leur cabinet, font dans le genre populaire, c'est terrible. L'autre soir, à Saint-Denis, il me semble qu'ils auraient tous baissé le nez devant la leçon ingénue et nous auraient promis de ne plus chercher au fond de leur encrier une inspiration qui n'est donnée que par surcroît, en plus de la sueur et du sang.

Il y a eu surtout le récit de ce gars de Bordeaux qui était épique. Les faits simples, nus, enchaînés dans la logique même qui les avait produits, cette terrible logique qui préside aux actions humaines, et tout cela présenté dans ce ton chantant, entraînant, qui devait être celui des plus grands poètes français, ces trouvères du XIe, du XIIe siècle, qui

composaient peu à peu les chansons de geste et que toute l'Europe a voulu entendre.

Ah! si la France savait ce qu'elle a été au XIIe siècle, bien plus grande qu'au XVIIe siècle, si simple, si drue, si populaire, créant tout, toute la poésie du Moyen Age, toute l'architecture du Moyen Age (y compris la basilique de Saint-Denis), et toute sa philosophie, sans compter ce premier Empire, celui des Croisés.

De ce point de vue ancestral, le mot « populaire » qui désigne notre parti n'est pas un vain mot : nous devrons lui donner son plein sens, de simplicité et de vérité.

Mais, après avoir loué la forme de ces récits de nos pèlerins d'Espagne, venons-en au fond. Rien de plus émouvant, de plus probant, de plus décisif.

Voilà des jeunes hommes qui étaient des ouvriers et des communistes. Ils sont partis avec cette merveilleuse impulsion de l'adolescence qui veut donner, qui veut se donner — sans réfléchir, bien sûr. Ce n'est pas moi qui leur reprocherai de n'avoir pas réfléchi. Qu'est-ce qu'un jeune homme de dix-huit ans qui réfléchit, je vous le demande un peu? Déjà un vieillard.

Ce n'était pas à eux de réfléchir, mais à leurs chefs. Ceux-là — les chefs communistes — ont réfléchi, mais contre eux. Les bons apôtres de la « France libre, forte et heureuse » pensent qu'il faut d'abord que ce soit Staline qui soit libre, fort et heureux, que son empire de ruse et de rapacité s'étende le plus loin possible sur la planète.

Ces jeunes pèlerins ardents, qu'ont-ils trouvé en Espagne? Qu'ont-ils découvert? En quelques semaines, ils ont franchi tout le chemin que nous avons mis des années à parcourir.

Ils ont trouvé une racaille d'agents anonymes, internationaux, de recruteurs brutaux et cyniques qui, sans un regard humain, les ont poussés vers le front. Là-bas, ils n'ont pas trouvé des chefs, c'est-à-dire de grands amis sérieux, dévoués, exposés; ils n'ont trouvé que des policiers préposés à la circulation qui les jetaient mal armés, mal encadrés, sans soutien moral, vers la dernière aventure, la plus absurde, la plus sanglante, la plus désastreuse du communisme en Europe.

Ce sont ces mêmes convoyeurs de prolétariat qui ont lancé les ouvriers du socialisme autrichien sous les mitrailleuses des paysans tyroliens, qui ont fait massacrer sans le moindre résultat tant de braves gens en Hongrie, en Pologne, déjà en Espagne au temps des Asturies; ce sont les mêmes qui ont fichu le camp sans combattre en Italie et en Allemagne et qui essaient de rassembler une armée pour venger tant d'erreurs, de défaites, tant de cynisme mortel.

Une fois au front, nos jeunes pèlerins français se sont sentis terriblement seuls, terriblement fourvoyés, terriblement abandonnés. Abandonnés de qui? De leurs chefs, mais aussi de nous, de la patrie.

Ils ont pu comprendre ce que c'était qu'une patrie, et comme c'était utile à tout le monde, et d'abord aux plus simples, aux plus naïfs, aux plus braves. Une patrie, c'est une communauté où tous les hommes sont solidaires les uns des autres et assurent par la force des institutions l'efficacité de ce principe solidaire. Une patrie, c'est un gouvernement.

N'ayant plus d'unité, de communauté, d'institutions, nous n'avons plus de gouvernement : des hommes qui sont là pour longtemps et qui ont le sens direct, charnel, comme le père l'a pour ses enfants, de la responsabilité. *M. Blum n'est pas un*

père pour les jeunes Français, il les laisse courir sur les routes, il les laisse kidnapper par les recruteurs étrangers, il les laisse botter par les serre-file russes ou allemands, il leur laisse tirer dans le dos, sous prétexte de discipline, par M. Marty, l'homme qui livrait son bateau aux Russes et qui va revenir un de ces jours à la Chambre, siéger parmi les petits copains, couvert de sang français.

Remarquez la différence entre un pays gouverné et un pays qui ne l'est pas. Si des Russes, des Allemands, des Italiens se font tuer devant Madrid, ils savent pourquoi; ils servent directement et immédiatement la grandeur de leur patrie. Mais les Français? Quel sens peut-on donner à leur action? Si un jeune Français est blessé à mort dans la brigade internationale, et s'il veut donner un sens à sa mort, il ne peut en trouver qu'un, il ne peut que se dire : « Je meurs pour Staline ». Il combat dans l'armée rouge comme, vers 1812, tant de jeunes Européens combattaient dans les armées impériales pour la plus grande gloire de Napoléon.

Il ne peut pas dire qu'il meurt pour la liberté. On ne peut pas dire qu'une armée commandée par les généraux de Staline soit une armée de la liberté. Et il ne peut certes pas dire qu'il meurt pour la France, comme l'*Humanité* voudrait lui faire croire, parce que, sous Blum, il n'y a pas de France, il n'y a plus qu'une plaque tournante, sur laquelle passent dans un tonnerre méprisant tous les express internationaux.

Il y a encore une ressource, pourtant, celle de notre parti, de notre volonté, celle de notre amour.

Jeunes pèlerins d'Espagne, miliciens de la milice russe, Français perdus, abandonnés, orphelins, vous êtes venus chez nous, vous ne serez plus seuls.

15 janvier.

LA ROUTINE FRANÇAISE

Je suis toujours pris d'un grand rire quand j'entends un radical ou un socialiste français parler de l'Angleterre avec admiration. Ce brave homme, antimonarchiste, anticlérical, anti-aristocrate, et qui se croit même antimilitariste, voire anticolonial, vous parle avec des larmes dans la voix de l'Angleterre, « cette belle démocratie qui, comme la France, etc. ».

Le brave homme oublie que l'Angleterre, si elle est d'une certaine façon, une démocratie, et plus vraie que la française, elle l'est de telle façon que c'est aussi une monarchie, où le monarque est le chef de l'Eglise officielle, et une aristocratie qui se renouvelle, mais qui aussi se conserve, et une armée où pendant la guerre certains officiers levaient encore leur compagnie parmi leurs fermiers, fiers de marcher derrière leurs seigneurs, et un immense empire conquis et maintenu par la force autant que par la ruse. C'est un pays aussi où la franc-maçonnerie, dirigée par le vieux duc de Connaught, ne ressemble guère à la franc-maçonnerie française qu'elle méprise.

On peut se demander si les côtés vraiment démocratiques de la politique anglaise, et que nos mœurs ignorent totalement, ne sont pas dus à cette correction continuelle de la vie démocratique

par des forces non démocratiques. Par exemple, pourquoi les capitalistes anglais payent-ils rubis sur l'ongle leur impôt sur le revenu (au point qu'on voit des contribuables écrire au fisc pour lui déclarer une erreur en sa faveur, après révision de leurs comptes) ? Sans doute, parce qu'un capitaliste anglais est un homme dont la classe n'est pas en rupture séculaire avec le gouvernement, et qui, comme gentleman, jouit de privilèges si bien reconnus par tous qu'il ne peut que reconnaître les devoirs correspondants.

Pourquoi est-on sûr de trouver chez un juge anglais une justice impartiale? Parce que le juge est un gentleman nommé par le roi, qui ignore la politique, qui est bien payé et qui ne craint personne.

Ah! si nos politiciens — de gauche et de droite — connaissaient un peu l'Angleterre, cela ferait peut-être un bouleversement dans leurs maigres consciences. Surtout ils se fieraient moins aux amitiés anglaises ou ils s'indigneraient moins des divergences qui éclatent soudain entre la conduite de l'Angleterre, et celle de la France. M. Blum croirait moins que l'Angleterre peut être une « ennemie de principe » de Mussolini ou de Hitler ou de Franco.

Ce que je dis de l'Angleterre, je pourrais le répéter à propos de tous les autres pays, qui méritent plus ou moins que le nôtre le titre de démocratie. Il n'y a pas un pays au monde où la démocratie soit comprise comme en France. Les pays qui ont imité notre manière sont tous tombés dans l'anarchie et ont cherché un remède, soit dans la monarchie, soit dans la dictature. Exemples : Amérique du Sud, Balkans, Italie, Espagne.

Les plus solides démocraties d'Europe sont comme l'Angleterre, ou des monarchies (Belgique,

Hollande, Norvège, Suède, Danemark), ou des pays fort respectueux de la religion, de l'armée, des vieilles familles, des plus antiques traditions (Suisse).

Et les Etats-Unis? C'est vraiment une énorme farce que M. Blum se félicitant de la réélection de M. Roosevelt comme d'un succès personnel. M. Roosevelt est d'abord un homme qui croit en Dieu et qui n'a jamais cru une seconde en Karl Marx, c'est un homme qui ne s'est nullement préparé à son travail d'homme d'Etat par la critique dramatique et la direction d'un parti international; il est membre d'une famille ancienne. Ensuite, il n'est pas président du Conseil, il est président des Etats-Unis, c'est un homme qui choisit des ministres, relevant de lui seul, qui gouverne directement et puissamment, qui ne dépend pas du Parlement à qui il tient tête volontiers. Des attributions apparemment semblables à celles du Président des Etats-Unis sont réclamées en France par les partis de droite, ce qui les fait considérer par les partis de gauche comme fascistes évidents. Il est vrai que les partis de droite ne pénètrent pas plus l'esprit des institutions anglo-saxonnes que les partis de gauche.

Parlez à Staline, de la démocratie en France, vous verrez le large sourire qui fendra sa figure de tyran bien assis dans son fauteuil. Cependant, il ne manquera pas de murmurer : « La démocratie à la française, excellent régime pour une colonie. Si ce régime n'existait pas, il faudrait l'inventer, à l'usage des indigènes de là-bas. »

Quand on a repassé dans son esprit cette série de considérations élémentaires, on se rend compte que les choses ne peuvent pas changer en France sans une révolution. Un pays — où le fait de réclamer pour le gouvernement le droit d'exercer

la moindre des pérogatives qui sont admises partout ailleurs, non pas seulement chez les dictateurs, mais dans les démocraties, est considéré comme une tentative certaine de complot et de subversion — est évidemment mûr pour la révolution ou la décomposition définitive.

Par exemple, nous, nous sommes des fascistes et des réactionnaires au P.P.F., parce que nous voudrions au pouvoir pour longtemps un homme qui tire son autorité d'une source assez saine pour ne pas avoir l'idée de sacrifier à une secte venue de Moscou la vie de milliers de jeunes Français.

Une source saine. Aux Etats-Unis, le président n'est pas élu par un autre procédé que le procédé honni en France comme napoléonien et hitlérien: le plébiscite à deux degrés. Et son ministère ne change pas pendant quatre ans.

En Angleterre, il n'y a qu'un tour de scrutin pour les députés, et pratiquement un candidat ne peut se présenter sans avoir été choisi par l'un des trois partis, seuls existants. Elu, il ne reçoit aucun traitement. Cela fait des majorités fortes, homogènes, où 72 députés ne font pas la loi à 300 autres. D'ailleurs, il n'y a ni bureaux de tabac, ni recommandations.

Enfin, on n'en finirait pas de montrer que notre régime est une anomalie sur la planète, comme le fut le régime athénien, qui aboutit à la plus belle décadence qu'on ait jamais vue, et la plus honteuse, car Athènes a fini sous les dictateurs nommés par l'étranger.

Je demande qu'on établisse un cours du soir à l'usage des politiciens français pour leur apprendre un peu ce qui se passe dans le monde. *Paris Soir* pourrait s'en charger. Du reste, tous ces vieux messieurs qui parlent encore de la démocratie pure, tous ces obscurantistes, tous ces chevaliers

de l'éteignoir, font semblant de ne pas s'apercevoir qu'pratiquement le régime parlementaire est aboli et que le Front Populaire lui a porté une blessure secrète dont il ne se relèvera pas.

Ce parlement est un *parlement-croupion* qui vote le budget en trois jours comme celui de Cromwell sous la menace des arquebuses puritaines. Et, depuis la guerre, tout est décidé au dehors du Parlement dans les assises des partis où votent des mandataires bien peu probables. Le parlement ne vit plus en France qu'en faisant le mort.

Pays de mensonges, de faux-semblants, d'esquives, de dérobades. Mais on ne peut pas se dérober bien longtemps devant l'Histoire qui exige des nations qu'elles vivent dans la réalité ou qu'elles meurent.

23 janvier.

NOUS ET LE FRONT POPULAIRE

Je discutais, l'autre jour, avec un homme qui est un excellent travailleur et un excellent père de famille. Il est directeur commercial d'une grosse maison d'éditions et il prend un soin infini de la santé et de l'avenir de ses enfants.

Il est content que le Front Populaire ait établi cette série de lois sociales, dont il n'est aucune certes que nous n'ayons souhaitée, sans compter celles qui manquent encore.

Et voilà comment la discussion s'est engagée. « Enfin, Drieu, je vous connais, vous avez toujours été partisan d'un pareil programme. Alors, comment se fait-il?... — Comment se fait-il que quoi? Croyez-vous qu'en combattant à fond les communistes nous ayons compromis les lois sociales? Bien au contraire, nous les avons rendues viables dans la mesure où nous avons neutralisé les communistes. »

Si, grâce à nous et à quelques autres, en effet, il n'y avait pas eu le beau redressement de juillet, la démagogie communiste aurait débordé et elle aurait arraché les pilotis des lois sociales dans le

tourbillon des grèves politiques et des bagarres de rue, comme elle a bien manqué de le faire. Les communistes ne voyaient dans les lois sociales qu'un moyen et non pas une fin comme la plupart des braves gens du Front Populaire.

— Au fond, vous avez travaillé pour le Front Populaire, réfléchit-il avec un mélange d'étonnement et d'ironie.

— Nous avons travaillé pour le peuple et pour la France. Nous avons donné aux éléments sains et sages du Front Populaire un fameux coup de main. Nous leur avons ouvert les yeux sur les dangers d'une alliance inutile et bassement électorale.

Doriot, qui a eu autrefois la première idée du Front Populaire, a rendu un service immense aux masses en déchirant avec ses fortes mains le filet qu'on jetait perfidement de Moscou sur leur élan.

Beaucoup ont compris. Les événements sont venus pour confirmer de leur terrible et continu roulement de tonnerre tous les thèmes de l'ardente campagne de notre chef.

Le désordre systématique dans les usines, la persécution des éléments indépendants et réfléchis de la classe ouvrière, la tentative contre les récoltes, la subversion de l'Afrique du Nord, la série des procès « trotskystes » à Moscou, les violences anarchistes et communistes en Espagne amenant la révolte de la « Phalange » et de l'armée, l'intervention russe, les intrigues de Litvinov à Genève, la rafle de la jeunesse française pour les brigades de Staline, tout cela a souligné de traits de plus en plus évidents l'avertissement prophétique de Doriot à la nation.

Les masses syndicalistes, socialistes et radicales ont compris et toutes les mesures qu'a prises le Gouvernement dans les derniers mois ont obéi mollement mais fatalement à l'impulsion que nous

avons donnée à la nation contre l'hypocrite et perfide entreprise des agents russes.

Blum et Delbos ont dû se raidir contre la poussée belliciste des fanfarons de l'*Humanité*, ils ont dû défendre les travailleurs contre les professionnels de l'occupation d'usines. Daladier a dû défendre l'armée contre le « patriotique » sabotage de ses cadres, aujourd'hui ils dissolvent *l'Etoile de l'Afrique du Nord* où les communistes engagent les indigènes à jeter 800.000 Français d'Algérie à la mer.

Ils ont dû faire tout cela, ils n'ont fait que cela, et ils l'ont fait avec un retard fâcheux, presque désastreux. Mais ce peu qu'ils ont fait, auraient-ils pu seulement l'entreprendre sans nous, sans Doriot? Non.

Et, à côté de ce peu de bien qu'ils ont fait si mal, il y a tout le mal qu'ils ont fait si bien. Il y a la folie financière d'Auriol qui mine à sa base la satisfaction populaire, il y a le contre-coup du pacte franco-soviétique dans tous les pays d'Europe qui, fascismes ou démocraties, sont si foncièrement hostiles à toute indulgence à l'égard de Moscou, il y a le fâcheux engouement d'une partie de notre élite pour la force de la Russie stalinenne où la ruse policière nous farde tant de faiblesses, il y a tout l'optimisme trompeur de Blum fondé sur l'ignorance du monde moderne.

Mon directeur commercial, je l'ai laissé parler assez longtemps sur le bienfait des lois sociales, et puis j'ai repris le crachoir : « Congés payés, semaine de quarante heures, salaires humains, contrats collectifs. Très bien. Mais, d'abord, savez-vous que toutes ces mesures sont appliquées depuis plusieurs années par l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne (sauf la semaine de quarante heures qui d'ailleurs ici sera accablée sous les

dérogations, ou qui n'est pas du goût de tout le monde, ou qui dérangera tellement la reprise). Ensuite, nous nous en tenons là. Tandis que l'Italie et l'Allemagne ont été beaucoup plus loin. »

J'ai dit et répété dans vingt articles, et je ne me lasserai pas de le rabâcher, que nous vivons, nous Français, immuables au milieu d'une Europe qui s'est intimement métamorphosée.

L'Europe des démocraties viriles et l'Europe des fascismes ont été transformées par la grande révolution du XXe siècle, qui est la révolution du corps. L'organisation des loisirs, conçue comme une profonde opération spirituelle, la culture systématique du corps en vue de sauver et de rénover entièrement la vie morale de l'homme dans les grandes villes, voilà ce qui est le véritable effort de toutes les sociétés politiques sur notre continent depuis quinze ans.

Cet effort-là, nous l'ignorons ou nous en simulons, ce qui est pire, une imitation falote et inefficace. Voilà ce qui est grave. Et c'est là où le Front Populaire marque son manque d'originalité, son manque d'unité, son manque de véritable force créatrice. Et c'est pourquoi s'il nous arrive de le soutenir accidentellement contre le péril immédiat du communisme, nous jetons contre lui d'autre part tout notre sens de la vie, toute notre ardente critique.

Le Front Populaire ne comprend pas la vie moderne dans toute son ampleur et sa profondeur, dans ses nécessités nouvelles qui sont impérieuses. Le Front Populaire continue la petite politique aveugle de la démocratie française, sans puissance de construction, sans prévision paternelle de l'avenir. Il laisse la France s'encroûter dans un rationalisme mesquin, antiphysique, inhumain.

Si nous avons une raison d'être, au Parti Populaire Français, c'est de nous élever désespérément contre cette tragique perpétuation de l'erreur.

Nous ne voulons pas que la France se dessèche au milieu d'une Europe qui comble ses jeunesses de tous les trésors de la santé et de la joie.

30 janvier.

NOUS ET LA DÉMOCRATIE

Il y a longtemps que Jacques Doriot et d'autres autour de lui ont constaté et proclamé que le marxisme était mort. Il y a longtemps que l'*Académie communiste* a été fermée par les soins de Staline et liquidée la prétention anachronique de maintenir, vers 1930, une philosophie d'Etat, pénétrant toutes les disciplines scientifiques et artistiques d'un grand pays, et fondée sur les pages écrites à la diable, vers 1840, par un journaliste en herbe, Karl Marx. Il y a longtemps que les dirigeants de l'économie russe se soucient comme de colin-tampon de savoir si les impulsions astucieuses qu'ils donnent à leur capitalisme d'Etat ont encore un lointain rapport avec les prophéties fixées par Marx viellissant aux alentours de 1870. Il y a longtemps que, non seulement Marx et Engels sont oubliés, mais que Lénine, leur disciple passablement iconoclaste et rebelle, a été mis de côté.

Ni les principes philosophiques, ni les dogmes économiques du marxisme ne restent debout en Russie. Et, en France?

En France, comme chacun sait, il n'y a jamais eu beaucoup de marxistes. De marxistes sérieux. Ni parmi les chefs politiques, ni parmi les intellectuels Entre 1925 et 1935, il y a eu un regain parmi les intellectuels d'une mode marxiste. Elle

n'a pas labouré bien profondément les esprits. Qu'est-ce qu'il en reste aujourd'hui?

La tactique du Front Populaire a été un bon prétexte pour se débarrasser de la prétention marxiste qui devenait une morgue bien monotone et bien ennuyeuse pour tout le monde, aussi bien pour ceux qui l'exerçaient que pour ceux qui la subissaient.

Mais alors, s'il n'y a plus de marxisme, qu'est-ce qu'il y a? Quel idéal défendent la *Maison de la Culture, Commune, Vendredi*, etc., etc.?

Tout de même, le marxisme, c'était autre chose que la démocratie; c'était même le contraire de la démocratie. Si le mot « marxiste » a signifié quelque chose, il a désigné des hommes qui dépassaient la démocratie et qui en la dépassant la dénonçaient, la niaient, la ridiculisaient.

Aujourd'hui, les institutions créées et soutenues par la propagande russe en France ne se soucient plus que de réendosser l'attitude démocratique pure et simple.

Or, nous au P.P.F., pouvons-nous nous contenter de la vieille table des valeurs démocratiques pures et simples, telles qu'elles ont été enseignées par tout le monde conservateur de la gauche et telles qu'elles sont secrètement approuvées par tout le monde conservateur de la droite?

Aujourd'hui, en France, sous le signe de l'éphémère et ruineuse victoire de Blum, nous voyons se développer de toutes parts une immense reprise de conformisme. Les bourgeois de droite tremblent encore à l'idée qu'on a pu croire qu'ils avaient songé à devenir fascistes et les bourgeois de gauche se frottent les mains en se disant que, une fois de plus, le tour est joué et qu'on a mis dedans les révolutionnaires sous prétexte de défense républicaine.

Moyennant un certain nombre de réformes sociales, en grande partie accomplies déjà par l'Europe aussi bien démocratique que fasciste, réformes tout à fait insuffisantes et sans profondeur, les deux bourgeoisies de droite et de gauche ont une fois de plus réussi leur parade de foire et leur lutte simulée.

Tout le monde se propose de dormir de nouveau un bon coup. Voulons-nous dormir? Voulons-nous que la France reçoive la mort en dormant?

En d'autres termes, au P.P.F., n'allons-nous pas reprendre, en termes réfléchis, modérés, pratiques, mais tenaces, la critique de la démocratie telle que celle-ci est comprise en France. Si les communistes laissent tout tomber, si les extrémistes de droite se laissent mourir, allons-nous renoncer à défendre les droits de la vie?

Nous savons très bien que la démocratie, avec ses vices spécifiquement français, n'est pas suffisamment amendée par la dictature superficielle de Léon Blum et par la mise en veilleuse du Parlement et le contrôle abusif de la C.G.T. Nous savons très bien que ce pays est profondément handicapé par son absence totale de pensée démographique et de culture physique.

Nous savons très bien que M. Blum ne trouve d'autre défense contre Moscou qu'un abandon aux puissances anglo-saxonnes plus profond que celui qui était devenu traditionnel dans la France démocratique et qui a été dénoncé par Thiers, par Jaurès, par Maurras, par Caillaux.

Nous savons très bien tout cela et beaucoup d'autres choses, et que tout cela ne peut être changé que par une refonte magistrale de notre organisation politique, de notre démocratie mal conçue et mal agencée.

Nous savons très bien que la démocratie a des

défauts particulièrement graves en France et que ne connaissent pas les petites démocraties du Nord de l'Europe, ni les grandes démocraties anglo-saxonnes — toutes soutenues par de fort anciennes traditions. Mais nous savons aussi que partout elle marque une défaillance devant la nouveauté et la complexité des problèmes de l'économie contemporaine. Cela, les Russes le savent, comme les Allemands, les Italiens et beaucoup d'Américains.

La démocratie ne peut pas rester ce qu'elle était au temps de Fallières ou de la Reine Victoria.

C'est ce qu'ont senti passionnément les ouvriers et les bourgeois français qui ont apporté leur ardeur au communisme entre 1921 et 1930. Sous les grands mots démodés du marxisme, sous les maximes sublimes de l'extrémisme, il y avait chez ces hommes le désir plus humain et secrètement français de transformer un vieil outil politique, mal forgé à la fin du XIXe siècle et bien usé par le premier quart du XXe siècle.

Que pensent aujourd'hui ces hommes sincères et ardents qui allèrent au communisme? Peuvent-ils encore se boucher les yeux et ne pas voir que le Front Populaire tourne court comme le Cartel et n'entreprend rien des travaux herculéens qui sont nécessaires pour rendre la France non pas *heureuse* à la petite semaine, *forte* pour la suffisance de Londres, *libre* à la mesure des puissances secondaires, mais vraiment forte et libre, avant d'être heureuse! Car peut-on être heureux, avec une mauvaise conscience et un arrière-goût de lâcheté?

La démocratie de M. Blum ne redonne pas à la France les couleurs de la santé, elle la farde.

6 février.

LE PEUPLE EST AVEC NOUS

Pour les blagueurs qui disent : « Sans blague, un grand parti de combat en France, vous ne voudriez pas. Il n'y a que les Russes qui peuvent nous goupiller cela. » — Pour les timides et les trembleurs qui disent : « Oh! vous ne croyez pas que la France a surtout besoin de calme. Ces communistes, regardez comme ils sont tranquilles en ce moment. Ne réveillez pas le chat qui dort. » (Ceux-là, ces timides et ces trembleurs, sont de beaux imbéciles et aspirent visiblement à recevoir des coups de pied au derrière.) — Pour les salauds qui disent : « Doriot? connais pas, n'existe pas. Ah! oui, autrefois, il y a eu un communiste qui s'appelait comme ça, mais il s'est engagé dans la Reischwehr en Espagne. Les réunions du P.P.F., on n'a jamais pu faire la douzaine. » (Ceux-là, ces salauds, se croient des petits malins. Ils vous diraient aussi bien, au pied de l'Obélisque : « Ne mettez pas le pied sur ce petit caillou pointu. — Pour tous ceux-là et pour les autres, on peut dire que, mardi soir, ils ont été servis, au Vél'-d'Hiv', et que cinquante mille Parisiens — 50.000 — bourrant à craquer l'immense nef et débordant dans toutes les rues, leur ont présenté une évidence, un bloc qui les écrase tous.

Cette foule était la meilleure foule que j'aie jamais vue, une foule qui avait déjà fait dans ses rangs notre révolution, une foule qui mélangeait en largeur et en profondeur toutes les classes, toutes les couleurs, et qui noyait toutes les nuances inutiles, périmées, mesquines dans un beau flot pur. Cette foule n'était pas timide et tiède comme une foule de droite, elle n'était pas non plus braillarde au commandement comme une foule communiste (elle ne s'est pas levée quinze fois pour chanter *L'Internationale*, ce qui fait toujours au moins quatorze fois de trop), c'était une foule populaire et française, ardente sans violence ni brutalité, sensible au douloureux problème qui lui était exposé sous tous ses aspects, gaie à l'occasion, pleine de confiance, d'espoir et de fermeté.

Il y avait d'abord la masse des membres du parti; mais ce qui m'a frappé le plus, c'est dans l'autre masse des sympathisants, l'énorme quantité de personnes déjà familières avec nos idées, notre méthode et qui même pouvait déjà fredonner notre hymne.

Les membres du parti se reconnaissaient à la simplicité et à la fermeté de leur regard. J'insiste sur ce point : la simplicité et la fermeté de leur regard. Ce n'est pas une image littéraire. C'est une constatation très concrète. Les gens du P.P.F. ont un regard simple et ferme, parce qu'ils ont trouvé la solution.

Il y a parmi nous des milliers d'hommes qui ont souffert moralement pendant des années de ne pas trouver. Ou bien en dépit de leur envie de croire, de se dévouer, de prendre leur responsabilité, ils devaient se dérober à tous les partis qui s'offraient — ou bien, étant entrés dans quelque parti, ils se tourmentaient dans la gêne et le regret, ils avaient sacrifié une partie d'eux-mêmes.

Au P.P.F., les uns et les autres, nous n'avons plus besoin de rien sacrifier, nous pouvons nous épanouir à plein. Nous n'avons pas besoin de sacrifier notre amour de la France à notre amour du peuple, notre exigence sociale à notre exigence nationale. Nous avons découvert que la France, c'était le peuple et le peuple la France.

Le peuple, c'est tous les hommes qui travaillent, debout devant un établi ou le derrière sur une chaise, dans la brousse de l'Empire ou dans le labour de France, c'est le chef d'industrie qui pense plus de huit heures par jour entre ses trois téléphones et le manœuvre qui ne doit pas travailler trop longtemps parce qu'une partie du travail moderne, tel qu'il est organisé actuellement, est épuisant et dégradant.

La réalité du travail n'a rien à faire avec la lutte de classes, et la réalité de la vie n'a rien à faire avec le mensonge de l'internationalisme russe.

Cela, au Vél' d'Hiv', cela crevait les yeux. Il y avait là quinze miliciens, des jeunes hommes naïfs, neufs, à peine entrés dans la vie, qui ont vécu en quelques mois toute l'expérience humaine, base de notre doctrine et de notre parti.

En Espagne, ils ont compris ce que c'était qu'une patrie. Ils ont compris que c'était une mère dont tout homme a besoin. Tout homme a besoin d'une mère, d'une mère de cette taille-là. Quand on est seul à l'étranger, on voit ce que c'est, on en sent le besoin. Le besoin, voilà le fond humain véritable. Il y a les mots, les phrases, et puis il y a le besoin. Voilà le fond humain sur lequel nous travaillons au P. P. F. Un homme a besoin de manger, de boire, de dormir, de vivre. Or, pour que ces choses élémentaires lui soient assurées, il a besoin d'une patrie. S'il n'y a pas une communauté vigilante, attentive, vigoureuse

pour lui assurer et lui maintenir tout cela, cela peut lui manquer dans les cinq minutes.

Une patrie n'est vivante et efficace que si les idées qui circulent par toute la terre dont elle est faite sont saines et vraies. Il faut que, sans cesse dans les faubourgs et dans les villages — et dans les quartiers riches — il soit dit et su que l'intérêt et le salut de chacun dépend de la conscience et de la volonté de tous. Alors, vraiment, on vit au sein d'une patrie, on repose sur le sein d'une mère.

Et l'élément mâle qui correspond à cette générosité féminine de toute la nation, c'est le père, c'est le gouvernement, c'est le chef du gouvernement.

M. Blum n'est pas un père pour les Français, il n'est pas un père pour les jeunes Français, il n'a pas senti en lui vibrer la fibre paternelle et il a laissé trente mille de nos jeunes hommes céder à leur ardeur et fourvoyer leur énergie, et courir les routes, et livrer leur bonne chair fraîche et leur bel élan à un tyran étranger. Alors que l'Empire et la République ont tant besoin de défenseurs, M. Blum n'a pas défendu le jeune sang qui lui est confié contre les entreprises d'un ambitieux Asiatique qui rêve de conquérir le monde et *d'embrigader* tous les peuples les uns contre les autres pour assouvir sa passion de domination et de destruction.

Mais l'autre soir, au Vél'-d'Hiv', il y avait, sous les yeux d'une foule pénétrée d'évidence, de réalité, un homme qui se montrait comme un père, qui exerçait effectivement ce rôle paternel, profondément humain, qui doit être celui d'un chef — d'un chef de gouvernement — Jacques Doriot.

Toute la vie, ardente, risquée, généreuse, com-

battive — toute la vie difficile, douloureuse, exemplaire de Jacques Doriot, s'éclairait l'autre soir, sur ce fond tricolore, sur cet écusson du Parti où il y a le mot peuple, où il y a le mot français.

Doriot incarne tragiquement et magnifiquement, dans sa vie personnelle, toute l'expérience de l'humanité politique dans ces vingt dernières années. Les Russes ont brisé l'idéal de l'internationalisme et du socialisme marxiste. Ce grand peuple sauvage et rêveur, aux élans immenses et si vite brisés, s'est couvert de sang et de ruines pour, finalement, reforger l'instrument de dureté et de cruauté dont il aime dans les siècles à se frapper. Il s'est refait un tzar et il s'est livré de nouveau à la politique omnipotente et conquérante des tzars.

Doriot qui, à vingt ans, avait couru à Moscou pour crier son amour à Lénine, a mis dix ans à comprendre cela, à mesure que cela se faisait. Le jour où il a compris qu'il travaillait à blesser son pays au profit d'un autre, sous prétexte d'internationalisme, il a rompu.

Il a eu le courage de rompre et de crier la vérité. Il a eu le courage de se délivrer — pour nous délivrer.

Ce prolétaire a eu le courage de dire au prolétariat : « Tu te trompes », comme autrefois une paysanne a eu le courage de dire à un roi : « Tu es un lâche; si tu ne combats pour ton royaume, je combattrai pour lui. »

Et Doriot a commencé à défendre la pensée et le sang français contre l'entreprise russe.

L'autre soir, cela éclatait au Vél' d'Hiv', à propos de l'affaire d'Espagne, ce rôle de sauveur et de défenseur. L'homme qui regrette amèrement son erreur, l'homme qui a dévoué sa vie, les trésors d'énergie et de dévouement qu'il y a en lui, à réparer cette erreur, et qui, comme tous les forts,

a tiré de cette erreur même, un enseignement magnifique, cet homme voit plus loin que l'affaire d'Espagne, il sait que son rôle n'est pas de sauver la vie de trente mille jeunes Français, mais la vie de tous les Français.

13 février.

LE MOT « DÉMOCRATIE »

Le mot *démocratie* a deux sens bien différents : un sens politique et un sens social. D'une part, il veut dire : gouvernement d'un peuple par le peuple. Et d'autre part, il veut dire : gestion de la chose publique en vue du bien-être du plus grand nombre.

Démocratie politique et démocratie sociale peuvent ne pas coïncider.

Voilà ce qu'il nous faut comprendre, si nous voulons comprendre l'Europe d'aujourd'hui. C'est là-dessus que se fait un grave malentendu qui, en se perpétuant, peut amener l'Europe à la catastrophe. Il y a des pays qui sont devenus antidémocratiques politiquement et qui sont restés démocratiques socialement, et qui même sont beaucoup plus socialement démocratiques depuis qu'ils sont moins politiquement démocratiques.

L'Italie et l'Allemagne ont adopté une forme de gouvernement antidémocratique, mais ce gouvernement marque un souci du bien-être matériel et moral du plus grand nombre beaucoup plus grand que le souci que montraient les gouvernements démocratiques qui les ont précédés.

Trois sur quatre des principales réformes obtenues par le Front Populaire en France (contrats

collectifs, congés payés, adéquation des salaires au coût de la vie, mais non pas semaine de quarante heures) ont été accomplies depuis des années par l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne. Le contrat collectif est à la base du régime fasciste, non seulement dans l'industrie mais dans l'agriculture, le commerce, *toutes* les professions, et il est complété par l'exercice d'une magistrature du travail qui règle automatiquement tous les conflits collectifs ou individuels (et cela beaucoup plus souvent en faveur des ouvriers que des bourgeois). Pour l'adéquation des salaires, Mussolini a d'un trait de plume augmenté de 10 % tous les salaires en 1935, quand le besoin s'en est fait sentir. Enfin, les congés payés et l'organisation des loisirs sont le triomphe des régimes fascistes. Il suffit de voyager en été dans ces pays pour s'en apercevoir : les trains et les bateaux sont bondés d'enfants et d'ouvriers qui vont à la mer ou à la montagne, gratuitement.

Si l'ouvrier allemand ou italien mange moins ou d'une façon moins raffinée que l'ouvrier français, c'est que, d'abord, il en a toujours été ainsi relativement, pour des causes d'ordre géographique, et qu'ensuite la préférence de l'ouvrier allemand et italien va à d'autres formes du bien-être. L'ouvrier allemand est mieux logé de beaucoup que l'ouvrier français. Et l'ouvrier italien commence à l'être.

Il est très important de comprendre cela, parce qu'il y a toute une propagande en France qui tend à nous faire croire que les masses dans les pays fascistes sont dans la misère et l'abandon, alors que leur sort est bien supérieur sous toutes sortes d'aspect, au sort des masses françaises qui vivent sous le délicieux régime de la démocratie capitaliste.

On veut nous faire croire que ces masses fascistes

sont négligées et malheureuses et qu'elles regrettent le régime démocratique, et qu'elles jettent sournoisement des regards d'envie sur notre belle situation.

Il n'en est rien et cela entretient chez nous cette idée extrêmement dangereuse qu'on nous admire et nous envie toujours en Europe et que si nous nous posons en champions de la démocratie, nous avons toutes les chances d'être suivis tôt ou tard.

Ni tard ni tôt. Dans les pays fascistes, les masses trouvent des avantages nouveaux, variés et sans cesse plus nombreux à un régime qui est plein pour elles de la plus active et efficace sollicitude, et qui ne leur donne pas que des satisfactions de prestige extérieur (bien que ce ne soit pas négligeable, non plus, il me semble : la conquête de l'Abyssinie, c'est tout de même finalement du beurre dans les épinards).

Et, d'autre part, comme je l'ai répété dans plus d'un article : les pays qui jouissent en Europe d'une démocratie politique, la comprennent dans un sens très différent du nôtre et n'ont aucune considération pour notre démocratie ultra-parlementaire et anarchique. Il y a un sens de la discipline et de la hiérarchie chez les Belges, les Suisses, les Hollandais, les Scandinaves, les Tchèques, qui répugne à nos habitudes débraillées et incohérentes.

Regardez la Suisse qui vient d'exiger de ses fonctionnaires le choix entre leur place et l'adhésion au parti communiste : vous croyez qu'elle peut regarder d'un bon œil notre démocratie livrée aux entreprises de Moscou?

Il faut bien nous mettre cette idée en tête que nous sommes seuls en Europe de notre espèce. Il n'y a pas plus de ressemblance entre notre régime soumis à la IIe et à la IIIe Internationale et une

démocratie monarchiste, religieuse, colonialiste, patriote comme la démocratie hollandaise qu'avec une démocratie sociale comme l'Italie de Mussolini, l'ancien instituteur socialiste, ou l'Allemagne de Hitler, l'ancien peintre en bâtiment.

L'idée de la *croisade des démocraties* est une idée immensément dangereuse, sortie du cerveau d'un politicien ignare et infatué qui ne connaît rien à l'Europe contemporaine.

Et l'idée de *l'alliance des « grandes démocraties »* n'est pas moins aléatoire. Les Etats-Unis de Roosevelt et l'Angleterre de Baldwin sont aussi fort loin de nous. M. Roosevelt est une espèce de dictateur plébiscité par toute la nation, qui a ses ministres à lui, qui est son propre Président du Conseil et qui est tout à fait libre en face des députés et sénateurs. M. Baldwin s'appuie sur quatre cents députés conservateurs qui marchent au doigt et à l'œil, qui sont monarchistes, cléricaux et impérialistes.

Nous sommes un anachronisme ou une exception. Je ne vois que des inconvénients et nul avantage à ce que nous persévérions dans l'exceptionnel.

Si nous réformions solidement notre démocratie, nous aurions bien plus de facilité pour tenir tête aux pays fascistes et nous faire respecter d'eux, et nous aurions aussi beaucoup plus de considération de la part des démocraties d'Europe et d'outre-mer qui ont le sens de l'autorité et de la continuité.

Nos vrais amis — antidémocrates ou démocrates — n'admirent pas du tout notre régime et c'est en dépit des tares de ce régime qu'ils nous aiment; ils se féliciteraient fort de le voir sérieusement amélioré — même les Anglais qui ont pris l'habitude de tirer parti de nos faiblesses, mais qu'on pourrait ramener à une plus honnête amitié.

Et quand je dis qu'il faut sérieusement améliorer notre régime, ce n'est pas pour me contenter de la semi-dictature instaurée par M. Léon Blum et ses amis.

Il est vrai que Staline, qui tient toujours son pacte franco-soviétique, doit trouver assez drôle ce régime ambigu. Staline, ce fameux démocrate, cet expert en matière de constitution démocratique.

A propos, quand va-t-elle fonctionner, cette fameuse constitution démocratique où l'ouvrier russe, aura le droit d'élire les seuls candidats officiels du gouvernement, ce qu'il savourera évidemment comme une preuve de sollicitude de ce gouvernement? M. Staline comprend la sollicitude comme la comprenait Badinguet (Napoléon III le Petit).

La croisade des démocraties, à nous tous seuls avec Staline, cela fait bien dans l'histoire d'un grand peuple.

20 février.

NOUS ET L'EMPIRE

Au moment où j'ai publié *Doriot ou la Vie d'un Ouvrier Français,* quelques personnes se sont émues d'un passage de cette brochure qui concernait la politique suivie par certains éléments militaires ou civils du Maroc français à l'égard d'Abd-El-Krim. On craignait que j'eusse mis en cause le maréchal Lyautey lui-même et l'esprit de son œuvre, à propos des excitations imprudentes que le chef indigène aurait reçues du côté de ces éléments français au temps où il ne semblait menacer que l'autorité espagnole.

Ce n'est pas le lieu ni le temps d'ouvrri un débat sur le détail de faits lointains, mais toutes les occasions sont bonnes pour affirmer l'esprit du P. P. F. sur les questions vitales de la République et de l'Empire. Lyautey est pour nous le type même des hommes qui ont préfiguré notre volonté et notre effort. C'est d'abord le plus grand des pionniers qui ont fait l'Empire, c'est l'esprit vaste et profond qui a su rompre avec les méthodes du siècle passé, inventer et fixer les nouvelles méthodes, qui a su penser impérialement. Notre parti, qui est le parti de l'Empire et qui vient de compter en Algérie, à Perregaux, plusieurs blessés graves en défendant l'Empire contre les abominables agissements des traîtres communistes, ne peut que mé-

diter avec passion sur l'image de Lyautey. Le maréchal, dans les yeux des Français, à fait revivre la silhouette du Chef.

Il y a encore un trait auquel nous tenons essentiellement dans la figure de Lyautey, c'est celui de l'homme de droite qui surmonte les caractères particuliers et les défauts de son origine, qui comprend pleinement les conditions modernes actuelles du commandement et qui résout de façon magistrale la nécessité de fondre synthétiquement toutes les vertus françaises.

Notre parti est le lieu où se rencontrent les hommes de droite et les hommes de gauche, le lieu où s'abolissent ces oppositions périmées, qui ont eu leur grandeur, qui ne montrent plus que de misérables petitesses.

Le rendez-vous de Saint-Denis, c'est la fin de la droite et de la gauche, c'est la fin des souffrances, des angoisses, des hésitations pour les hommes de bonne volonté qui sont restés parqués si longtemps les uns en face des autres, les uns contre les autres dans la Droite et dans la Gauche.

A droite, il y avait des hommes qui s'indignaient, tout comme à gauche, de l'égoïsme, de l'ignorance, de la lâcheté sans cesse marqués par ceux qui auraient dû être les chefs dans l'ordre social et économique. Les bourgeois travailleurs souffraient depuis longtemps, comme les ouvriers, de l'imbécillité anonyme qui règne sur les Conseils épars des grandes affaires. Ils sentaient et comprenaient le mécontentement et le désespoir qui faisaient leurs ravages dans toutes les classes de la nation. Mais ils s'épouvantaient, à juste titre, et se braquaient contre l'ignorance ignoble où les vieux partis de gauche tenaient les problèmes de responsabilité et d'autorité. L'amour du peuple, sincère et prêt à éclater chez les hommes honnêtes de la droite,

s'arrêtait et se brisait devant le débraillé, l'irréflexion de ceux qui avaient usurpé le titre de chefs du peuple. Comment s'abandonner à des démagogues qui faisaient fi des conditions permanentes de l'Histoire, ces conditions dont les hommes de droite, quelle que soit leur position sociale et si humble soit-elle, ont le sens inné?

A gauche, c'était exactement l'inverse. Bien des hommes, dans les rangs du syndicalisme, du socialisme, du communisme, en appelant la révolution, appelaient inconsciemment ou consciemment un régime où régnerait une autorité jeune, vigoureuse, généreuse, légitimant ses rudes décisions sur un sens créateur des besoins les plus humbles et les plus sérieux des ouvriers, des employés, des petits commerçants, des petits patrons, des paysans. Ces hommes-là souffraient tout comme ceux de droite de l'hypocrisie, de la pusillanimité de nos traditionnels politiciens. Ils n'auraient pas demandé mieux que de se confier à de généreux et magnanimes constructeurs du type de Lyautey. Mais ils ne le pouvaient pas. Parce que, pour eux, la notion du chef était masquée et obscurcie par l'expérience quotidienne qu'ils faisaient dans les usines, les bureaux, partout, de l'avarice et de l'irresponsabilité des classes dites dirigeantes. Le capitalisme, sans contrôle intérieur ni extérieur, cette force anonyme et aveugle qui broie aussi bien les travailleurs bourgeois que les travailleurs ouvriers, a défiguré dans la conscience de tous la notion de chef.

Les hommes de bonne volonté qui étaient de gauche étaient obligés de nier et de bafouer l'idée du chef et de s'abandonner à l'image enivrante du démagogue. Et les meilleurs chefs de la gauche devaient devenir eux-mêmes des démagogues. Devant l'impossibilité de réformer, devant l'échec perpétuel de la réforme aux pieds inertes de la

bourgeoisie, devant l'enlisement perpétuel de la réforme, ils ne pouvaient que se rejeter vers les perspectives immenses et soulageantes d'une Internationale sans limite et d'une Révolution sans freins.

On en venait à gauche à ne plus pouvoir concevoir une patrie qui était offerte comme une duperie. A droite, on ne pouvait concevoir une révolution qui se présentait comme une destruction.

Et encore aujourd'hui, dans l'opposition à laquelle on nous convie entre un Front Populaire qui, de jour en jour, apparaît plus clairement comme une coalition sans unité profonde et créatrice et un Front National qui cache toujours son unité organique dans les limbes, nous retrouvons tous ces vieux empêchements, toutes ces vieilles servitudes, toutes ces fatalités éculées.

Pour nous, il s'agit d'autre chose. Il s'agit de vivre tout de suite la synthèse qui est faite dans nos esprits et dans nos cœurs, entre le national et le social, et surtout entre l'idée de commandement et l'idée de dévouement. Il s'agit de faire que les masses qui veulent se dévouer puissent se dévouer à des hommes qui ne leur promettent pas la lune, mais une Patrie possible et que les chefs qui ont acquis le sens du commandement puissent exercer ce commandement sans avoir à mentir.

Mentir. Les chefs communistes mentent ouvertement et les chefs du gouvernement manquent indirectement en laissant se perpétuer le mensonge communiste. Ils mentent sur la Russie et sur l'Espagne. Ils mentent sur la Russie comme Gide, Céline, Fontenoy et tant d'autres en témoignent. Ils mentent sur l'Espagne en cachant les possibilités de guerre qui sont au bout de leur action.

Doriot ne ment pas. Il a dit qu'il défendrait la peau des Français et il la défend.

Doriot dit la vérité en montrant le danger de la guerre au bout d'un combat mal engagé en Espagne, irréfléchi, inutile.

Doriot dit aussi la vérité en disant aux hommes qui entrent dans son parti qu'ils ne doivent pas venir à lui pour abattre des noix, mais pour combattre, pour donner et recevoir des coups quand c'est nécessaire.

Sur cette terre d'Afrique, où Lyautey a fixé la volonté française, où la destinée fera bon compte, en premier lieu, des obscurités monstrueuses, des ambiguïtés, des contradictions amassées par la coalition du Front Populaire, nous recevons des coups cette semaine. Nous les rendrons.

27 février.

M. BLUM APRÈS LOUIS XV

Il y a toute ue série de malentendus fondamentaux qui font le ciment mal lié du Front Populaire.

Dans l'ordre économique, confusion entre le rêve d'économie coordonnée des radicaux, le rêve d'économie dirigée de certains socialistes et cégétistes, le rêve d'étatisme des autres socialistes et des autres cégétistes, le rêve de fascisme à la fois brutal et opportuniste des communistes. Joignez-y l'innocent resquillage des financiers de gauche. Cette confusion-là nous mène lentement à la catastrophe.

Il y a un autre malentendu qui nous y mène beaucoup plus vite, c'est le malentendu sur l'idée de guerre. Tous les partis du Front Populaire sont divisés sur cette idée-là. Aussi bien chez les radicaux que chez les socialistes, que chez les communistes, et dans la C. G. T., il y a ceux qui la veulent sans le savoir et ceux qui la veulent consciemment, mais dans de telles conditions qu'elle sera une défaite.

Les premiers poussent à l'intervention en Espagne, à la rupture avec l'Italie, au pacte franco-soviétique, à la fallacieuse croisade des démocraties, mais ils ne voient pas le bout de toute cette

poussée et qu'elle nous mène à une guerre sur le Rhin, sur les Alpes, sur les Pyrénées, dans la Méditerranée, en Afrique (sans compter le Pacifique où les Japonais nous rafleront l'Indochine). Ces premiers-là sont les modérés du Front Populaire, les hésitants, les faiblards, ceux qui ont les yeux fermés. S'ils les ouvraient, ils diraient : non. Ils diraient : non à ceux qui veulent ce qu'ils ne veulent pas. Ils le diront trop tard.

Les autres savent où ils vont; ils savent qu'ils vont à la guerre. Ils sont prêts à se battre contre l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, le Japon — avec derrière eux une Angleterre sans élan, sans armée de terre, une Belgique fendue en deux, une Petite-Entente divisée, et, au delà d'une Pologne énigmatique, une Russie infiniment lointaine avec un rouleau compresseur pas trop bien graissé.

Ils savent où ils vont. Evidemment, c'est une façon de parler. Ils savent qu'ils vont à la guerre, voilà tout. Ils en admettent le principe d'un cœur léger. Ils sont très fiers d'être devenus des militaristes et des bellicistes; ils s'imaginent que ça suffit. Mais n'est point militariste qui veut, et il ne suffit pas d'être militaristes pour être militaires et pour être vainqueurs. Témoin le Front Populaire en Espagne.

Nos néo-militaristes et nos néo-bellicistes du Front Populaire — qu'ils soient communistes ou radicaux, voire socialistes — font preuve dans leur nouveau comportement d'une irréflexion, d'une impréparation, d'une inadaptation immenses et irrémédiables.

Ils veulent la guerre, mais ils n'admettent pas les conditions qui pourraient en faire une victoire et dont la première serait qu'avec leurs sentiments, ils changent aussi leurs idées et leurs méthodes.

Gardant leurs idées périmées et leurs méthodes démentes, préparant la guerre, ils ne peuvent préparer que la défaite.

Foncièrement, ils ignorent l'Europe actuelle et font sur elle un calcul absolument faux. D'abord ils sous-estiment la force et la cohésion des pays fascistes (ils l'ont prouvé à propos de l'Ethiopie et de l'Espagne). Ensuite ils se méprennent sur les sentiments qu'on éprouve dans les pays semi-fascistes ou dans les démocraties traditionnelles pour notre anarchie communisante et russophile.

Enfin, il est un terrain sur lequel ils ont manifesté leur irréflexion de la façon la plus grave et la plus fatale, c'est le terrain de l'Afrique du Nord. Ces gens qui veulent la guerre font tout pour qu'elle soit une défaite, et une défaite irrémédiable.

Ces ennemis inexpiables de Hitler et de Mussolini, s'ils voulaient vaincre ces deux adversaires de grande taille, qu'ils ont fait d'abord la folie d'accoupler, devraient vouloir une armée forte. Or, ils font en sorte que cette armée soit frappée dans le dos à la première heure du combat.

Notre armée, selon une conception bien imprudente et qui révèle la plus misérable absence de dignité et de pensée politiques, dans toutes nos élites responsables depuis des années, est formée *pour un tiers* des effectifs nord-africains. Or, nos néo-militaristes préparent systématiquement la sédition dans nos troupes nord-africaines.

C'est déjà terrible de se mettre sur le dos la flotte italienne, pour une nation qui a le besoin vital d'une *parfaite* communication maritime avec l'Afrique du Nord; mais si en plus on prépare sur place le sabotage de la mobilisation nord-africaine, on est proprement fou.

Il en est ainsi et le mal est déjà presque irré-

médiable. Les cellules communistes se multiplient dans les régiments de tirailleurs. On sait ce que veut dire « Communisme » pour les indigènes; cela ne veut nullement dire — comme l'escomptent les calculateurs du Komintern, ces calculateurs qui se trompent partout, en Chine comme en Allemagne, en Autriche, comme en Espagne — cela ne veut nullement dire : amour pour la France, à travers l'amour pour le Front Populaire; cela veut dire : « les colons à la mer et après cela débrouillez-vous en Europe, nous nous sommes suffisamment occupés en Afrique par ce baroud-là ».

Si on excite les tirailleurs et les spahis contre l'hégémonie française, il ne faut pas s'attendre à voir ces tirailleurs et ces spahis se faire tuer pour cette hégémonie sous prétexte qu'elle aura changé de nom. A partir du moment où les indigènes sont troublés dans leur allégeance, leur loyalisme traditionnels à l'égard de la nation française, ce n'est pas le camouflage du Front Populaire qui y changera rien. S'ils nous lâchent, c'est pour de bon. Pourquoi se feraient-ils tuer pour Thorez et Pierre Cot plutôt que pour M. Laval ou M. Flandin?

Ils se feront tuer contre nos colons, et c'est tout. Les comités de propagande panislamique qui travaillent partout et qui se servent aussi bien du Komintern que de l'Allemagne ou de l'Italie comme alliés occasionnels, saurons bien diriger la révolte indigène au seul profit de leur idéal anti-européen.

Le jour de la mobilisation, le jour où commencera une guerre voulue par nos néo-bellicistes et qui nous mettra sur les bras toute l'Europe anti-communiste, nous aurons une belle révolte musulmane dans l'Afrique du Nord. Et ce n'est pas Moscou qui empêchera les Musulmans de combattre pour la seule cause musulmane.

Ainsi ceux qui préparent la guerre préparent aussi la défaite.

Et ils préparent le massacre de 800.000 Français...

Non, ce massacre n'aura pas lieu, parce que les Français d'Algérie ne se laisseront pas massacrer. Ils sauront combattre et vaincre, mais au prix de quels sacrifices!

Et, en tout cas, ce ne sera pas sur les champs de bataille de France.

Et comment pourront-ils lutter à la fois contre la sédition indigène et les entreprises italiennes et allemandes?

M. Blum, livré aux communistes, est un type dans le genre de Louis XV, qui prépare à l'Algérie le sort du Canada.

6 mars.

SI LA BOURGEOISIE

VEUT ENCORE ÊTRE QUELQUE CHOSE

La bourgeoisie devra reconnaître tôt ou tard sa lourde responsabilité dans l'affaiblissement de la France. Si elle ne l'a pas reconnue un certain jour de juin dernier, elle la reconnaîtra un autre jour. Si elle ne la reconnaît pas devant un coup de force communisant, elle la reconnaîtra devant une menace de défaite militaire qui la dépouillerait aussi bien qu'aucune autre classe française de ses plus secrètes, de ses plus négligées, de ses plus nécessaires raisons de vivre.

Quand je parle de la bourgeoisie, je parle des couches supérieures de la bourgeoisie, argent ou intelligence.

La défaillance essentielle, impardonnable, de la bourgeoisie, a été son *absentéisme* politique. La bourgeoisie française n'est pas une classe politique comme la bourgeoisie anglaise qui défend et éprouve ses privilèges sur la brèche. Notre bourgeoisie, est un ordre économique ou elle est une élite intellectuelle; mais elle n'est pas une classe politique, elle ne fournit pas d'effectifs utiles aux cadres de la politique.

Quelle a été la cause de cet absentéisme? La Terreur. Pendant la grande révolution, la bourgeoisie a pris l'habitude de se cacher, de s'effacer. Tandis

que la révolution anglaise de 1640 avait été faite et achevée par la bourgeoisie elle-même les armes à la main, la révolution française a tôt fait le vide autour de ses états-majors qui étaient pourtant essentiellement bourgeois et a propagé dans la rue une atmosphère violemment antibourgeoise. Sous Louis-Philippe, la bourgeoisie, un peu remise de ses émotions, a gouverné et milité (elle s'est aussi battue dans la garde nationale) ; mais la Révolution de 1848, le IIe Empire, la Commune ont brisé son élan politique. Pourtant, sous l'Ordre Moral, avec les opportunistes, elle revenait à la politique. Encore une fois, cet élan a été brisé par la lente révolution radicale à laquelle elle n'a jamais su s'adapter sainement, contre laquelle elle n'a jamais su réagir honnêtement.

Certes, il y a beaucoup de bourgeois qui font de la politique : à gauche comme à droite, ils se mêlent nombreux dans les rangs des hommes qui sortent de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, du prolétariat et qui se sont mis en vue par leur propre force individuelle. Mais ces bourgeois politiciens ne profitent pas d'une tradition cohérente, comme les *gentlemen* anglais qui sont les 350 députés conservateurs et une partie des députés travaillistes, et ils ne font pas profiter le pays d'une telle tradition.

Alors que font-ils? Ils servent anarchiquement, timidement, sournoisement les intérêts de leur classe; par leur action négative et désordonnée, ils soulignent et exacerbent les faiblesses de leur classe; ils rendent spectaculaire et incurable le divorce entre cette classe et les autres classes.

Parmi eux, les hommes de bonne volonté ne sont pas si rares, mais ils sont noyés dans les pusillanimes et les intrigants. Ce qu'il y a de terrible et de fatal dans la bourgeoisie, c'est que les belles

disciplines spirituelles dont elle est encore en partie la dépositaire — disciplines représentées par les mots de religion, de noblesse, de fidélité, de dévouement militaire, d'ordre, — sont étouffées par l'ambiance mercantile et encore plus par l'ambiance de défaite. Depuis un siècle, la bourgeoisie française est une classe défaite, qui joue la défaite et qui propage autour d'elle le défaitisme.

Encore une fois, je parle des couches supérieures de la bourgeoisie, englobant pêle-mêle la noblesse vraie ou fausse, les grandes affaires, les élites libérales et intellectuelles; je ne parle pas de la moyenne et de la petite bourgeoisie, immense classe qui confine à toutes les classes et qui les nourrit toutes et qui renferme des trésors d'énergie.

Donc absentéisme politique, ou activité sporadique, sans cohérence ni générosité. Quel est le résultat? Le résultat? Le résultat dans l'âme de la nation? Un malaise permanent, un dégoût, un découragement. Chacun voit que les privilèges qui pourraient être justifiés par les responsabilités ne le sont nullement.

Ils ne sont justifiés par aucune responsabilité. Car chez les bourgeois, il n'y a ni responsabilité politique, ni responsabilité économique. C'est là le point vraiment grave d'où découle la lente catastrophe de la société française, de la société démocratique et capitaliste.

Que se passe-t-il, en effet? Pour bien comprendre, prenons un exemple individuel. Imaginons un industriel. Il a 3.000 ouvriers sous ses ordres. Il devrait exercer vis-à-vis de ces 3.000 consciences, de ces 3.000 cœurs, une profonde responsabilité. Il n'en est rien. S'il s'en tire par quelques « œuvres sociales » — maisons, sports, dispensaires, coopératives, — cela n'est pas suffisant et cela ne satisfait personne. S'il réfléchit, cela ne le satisfait

pas lui-même. Il devrait être pour *ses* hommes un chef dans toute l'acception du mot, un conducteur moral; il devrait les consoler puis les animer en leur donnant le sens du travail commun. Il ne le peut pas. Du reste, il sait pourquoi. Mais ayant dit ce pourquoi, il se lave les mains.

Ce pourquoi, le voici. Dans notre société démocratique et capitaliste, ***la responsabilité des chefs vis-à-vis des êtres humains est partagée***, elle est ainsi pratiquement dissoute, anéantie. Elle est partagée entre les patrons, les députés et les meneurs ouvriers. Chacun rejette sur l'autre sa responsabilité. Le patron que nous prenons en exemple nous dit : « Qu'est-ce que vous voulez? Ce n'est pas moi qui *mène* mes ouvriers. Ce sont les députés et les gens de la C. G. T., qui sont mes ennemis. Je ne puis avoir avec mes ouvriers que des rapports matériels. Si je prenais les initiatives dont vous parlez, elles seraient dénoncées comme politiques. Je suis voué à la neutralité. »

A la nullité. Il oublie que si son frère, ses cousins, sa femme, ses filles militaient dans la politique comme on le fait dans toutes les familles bourgeoises en Angleterre, il y aurait un lien d'identité, de solidarité entre ceux qui font les lois et ceux qui les appliquent dans les usines. Le peuple aurait devant lui un parti conservateur qui réunirait dans les mêmes mains les responsabilités politiques et économiques et qui, de ce fait, ne pourrait en éluder aucune. Si le parti conservateur anglais fait de l'assez bonne politique sociale, c'est à cause de cette solidarité intime aux familles entre la direction politique et la direction économique.

En France, cela n'est pas. Et, sans doute, cela ne peut pas être.

Alors? Alors, nous devons nous inspirer dans

notre effort politique des suggestions que fournit cette analyse. Nous devons créer une société où les responsabilités politiques et les responsabilités économiques soient rapprochées et fécondées les unes par les autres.

Nous devons créer une république syndicaliste, coopérative, corporatiste — appelez-la du nom que vous voudrez — où dans le cadre du métier les chefs d'entreprises seront enfin appelés à prendre leur responsabilité morale à l'égard de leurs hommes. Ils pourront le faire parce qu'avec ces hommes, ils auront discuté et eux-mêmes façonné les lois en forme de contrat qu'ils auront à appliquer.

Les métiers doivent faire eux-mêmes leurs lois. Des lois qui englobent tous les besoins humains, moraux et matériels.

Ainsi, la bourgeoisie vivra dans une atmosphère humaine, ou plutôt elle mourra. Il n'y aura plus de bourgeois, il n'y aura plus que des hommes.

En attendant, la bourgeoisie ne se montre pas du tout humaine en ricanant doucement des mesures de repentir prises par M. Léon Blum et en comptant une fois de plus, pour se tirer d'affaire, sur l'éternel enlisement des partis de gauche dans les difficultés financières.

Au P. P. F., nous haïssons le défaitisme bourgeois qui vivote éternellement sur les défaites des révolutionnaires en peau de lapin.

13 mars.

UN PARTI D'HOMMES

Notre parti ne peut jouer son rôle décisif que s'il se compose d'hommes qui ont un sens clair de la situation en Europe et qui voient que cette situation exige d'eux une attitude virile.

Avant 1914, l'Europe vivait dans une atmosphère libérale et facile. A peu près tout le monde, dans tous les pays de l'Europe Occidentale et Centrale admettait les mêmes principes. Les partis bourgeois et les partis socialistes avaient pratiquement la même conception de la politique, la conception parlementaire. La bourgeoisie russe aspirait à entrer dans ce concert des pays civilisés et paisibles.

Que s'est-il passé en 1914? Un étudiant serbe a tué un archiduc autrichien. En d'autres termes, un Slave a tué un Allemand. C'est là qu'il faut chercher la véritable cause de la guerre. Ce n'est pas la rivalité anglo-allemande, ce n'est pas la rivalité franco-allemande qui ont déclenché la guerre, c'est la révolte des Slaves contre les Germains. Deux grands empires germaniques, l'empire allemand et l'empire autrichien, tenaient sous leur influence directe ou indirecte des millions de Slaves. Mais depuis des années, la masse montante des Slaves faisait pression contre ces vieux empires, elle a fini par les faire éclater.

Quel a été le résultat de la guerre? De libérer

les Slaves. Tchèques, Slovaques, Slovènes, Croates, Serbes, Polonais, Lithuaniens sont devenus indépendants de Vienne et de Berlin.

Mais derrière cette première ligne des petites ou moyennes nations des Slaves d'Europe, il y avait la masse bien plus énorme des Slaves de Russie. Ici, nous touchons à un résultat encore bien plus considérable de la guerre, à *l'événement capital du XXe siècle, qui exerce encore chaque jour ses effets sur la vie de tous les Européens, sur nos vies à tous :* la masse des Slaves de Russie est entrée en action. Et c'est en fonction de cet événement que nous, membres du P. P. F., nous nous serrons les uns contre les autres et autour de notre chef.

La masse russe, libérée du régime impérial et de la tutelle germanique, est entrée en pleine action et s'est livrée tout entière à son propre génie. Génie primitif — et violent, comme tous les génies primitifs. A cause de son énorme puissance, latente de jeunesse, la masse russe a imposé son génie à toute l'Europe.

Depuis 1917, les mœurs politiques de l'Europe, libérales et paisibles, ont été bouleversées par l'intrusion du génie russe, primitif, sauvage, brutal, astucieux. La violence est rentrée en Europe parce qu'a bondi dans l'arène politique ce peuple nouveau.

Lénine, qui a incarné le génie russe, a pris dans les derniers mois de 1917 une décision de principe dont les conséquences ont été incalculables et pèsent encore sur toutes nos destinées individuelles. Il a pris le parti du despotisme. Au lieu de laisser la Russie se développer librement, comme l'avaient fait successivement tous les peuples d'Europe, dans les voies du capitalisme et de la démocratie, il n'a pas voulu refuser la tentation historique qui lui

était offerte et il a risqué de sauter à pieds joints par-dessus cette évolution et d'atteindre d'emblée le socialisme.

Il ne pouvait le faire que par la violence et le despotisme. Son génie semblait devoir assouplir ou interrompre la terrible tentative : la mort est venue. Staline, avec sa force sommaire, s'est jeté à fond et sans retour possible dans les voies de la violence intérieure et extérieure.

La pression exercée sur l'Europe, par le génie russe, l'ambition russe, la violence russe a obligé les peuples européens à modifier les uns après les autres leurs habitudes politiques et à s'adapter au nouveau climat. Parce qu'un soir de 1917, au Kremlin, Lénine avait jeté l'énorme poids russe dans le plateau du despotisme, on a vu sur toute l'Europe la balance politique déplacer lentement son aiguille de l'orientation libérale vers l'orientation autoritaire.

Qui peut imaginer Mussolini et Hitler sans le précédent de Lénine?

Les méthodes de la social-démocratie aussi bien que celles de la bourgeoisie libérale ont été balayées. Partout la violence bolchevique a engendré la violence fasciste.

Depuis 1918, chaque année, en Europe, le nombre a été plus restreint des pays qui continuaient de vivre selon les vieilles règles démocratiques et parlementaires. Ce sont les Russes qui ont détruit le climat démocratique et libéral de l'Europe.

Dans la politique intérieure de maints pays, l'apparition d'un parti communiste, complètement livré aux ordres de Moscou, soumis du haut en bas à une discipline de Guépéou, usant de toutes les ruses et de toutes les violences, a provoqué par contre-coup la création d'un parti fasciste, imi-

tant exactement les méthodes de l'adversaire. En politique extérieure, la propagande mondiale de Moscou a amené lentement mais sûrement la création d'un bloc fasciste.

La France a longtemps résisté à cette terrible pression historique, mais elle y résiste de plus en plus difficilement. Que ce soit en politique intérieure ou en politique extérieure, partout nous nous trouvons devant des problèmes tragiques qui sont ceux de l'Europe actuelle, placée sous le double signe de la violence russe et de la réaction antirusse.

En politique extérieure, on veut nous obliger de choisir entre Berlin et Moscou, en politique intérieure nous voyons une partie de nos concitoyens qui ont perdu le sens de l'originalité française, qui ont soumis leur pensée et leur volonté à l'influence russe, qui ont adopté servilement les méthodes russes et qui se flattent, eux Européens d'Occident, d'imiter en tout ce peuple lointain et primitif.

C'est dans ces conditions historiques que je vous demande : Est-ce que le Parti Populaire Français peut être un parti comme les vieux partis? Alors que tous les peuples d'Europe sont dressés pour une lutte sans merci, tant intérieure qu'extérieure, alors que la lutte fait rage entre les brigades staliniennes et mussoliniennes à Madrid, alors que l'Angleterre elle-même s'éveille à la menace de tout un monde nouveau qu'elle a prétendu, comme la France, ignorer si longtemps, ne devons-nous pas au P. P. F., nous qui portons le véritable sens de la défense française et de la révolution française, nous serrer les uns contre les autres, interroger nos forces intimes, prendre conscience de nos responsabilités et assurer à notre chef la base inébranlable de nos volontés?

Pour maintenir l'autonomie de la pensée française aussi bien dans l'ordre de la révolution sociale que dans l'ordre du drame européen, nous devons être un parti d'hommes.

Pour que Jacques Doriot puisse fournir aux Français le moyen d'éviter le double dilemme de politique extérieure et de politique intérieure où l'on veut nous enfermer — où l'ignorance du monde actuel et la faiblesse brillante de Blum nous enferment — le dilemme de Moscou ou Berlin, le dilemme de communisme ou fascisme, nous devons être un parti d'hommes décidés, engagés à fond, prêts à la souffrance et au combat.

Pour que Jacques Doriot dégage la solution originale française du problème social, pour qu'il abatte la double tyrannie du grand capitalisme et du communisme, nous devons être un parti d'hommes.

20 mars.

M. BLUM, UNE BOTTE ET LA FRANCE

Pendant des années, les communistes ont appris au monde à mépriser la démocratie. Ce sont eux qui ont créé dans le monde entier le climat antidémocratique. Certes, on peut trouver dans les écrits de Karl Marx des propos qui, isolés, semblent démocratiques; et le but final, combien lointain de sa révolution, c'était la suppression de l'Etat, donc la démocratie pure. Mais tout cela ne peut être retenu, puisque c'est lui qui a posé la double thèse, destructrice de toute démocratie : révolution par la violence et dictature du prolétariat.

Si démocratie, dans le sens politique du mot, veut dire : gouvernement du peuple par la majorité du peuple, cette double thèse ruine la démocratie. Les marxistes n'attendent pas d'être majorité et ils exigent l'établissement immédiat d'un gouvernement de minorité.

Du reste, dans les assemblées de la Première Internationale, fondée par Marx, ses adversaires ne s'y trompaient pas et Bakounine, dans un discours prodigieusement prophétique, dénonçait Marx comme le père certain d'un régime qui dépasserait pour la violence et le mépris des libertés et de

toutes les règles élémentaires d'entente entre les humains, les pires souvenirs de l'Histoire.

Or, Lénine a encore renchéri sur Marx; il a étalé partout le mépris le plus féroce à l'égard de la démocratie politique. Il a avoué dans un perpétuel, immense et cynique ricanement, que l'alliance avec des partis à croyance démocratique et l'utilisation de mots d'ordre démocratiques, cela ne pouvait être de la part des communistes qu'une feinte profitable, que la plus efficace des ruses. En 1917 et 1918, il s'est montré terriblement fidèle à sa pensée et à sa parole : après s'être servi pendant quelques mois des « socialistes révolutionnaires », il les a ensuite écartés, massacrés.

Trotsky l'a montré minutieusement dans son *Histoire de la Révolution Russe* et l'en a loué avec passion.

Partout, dans tous les pays, les communistes ont emboîté le pas à leurs maîtres russes. Ils ont partout attaqué les socialistes démocrates et les radicaux; ils ont prouvé n'avoir foi que dans la violence et le coup de main. Les premiers après la guerre, ils ont tenté des opérations de force en Hongrie, en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Chine.

C'est dans un climat de violence et d'anarchie communiste que sont apparus en réaction des hommes comme Mussolini et Hitler. Ces hommes, ne l'oublions pas, ont été d'abord des isolés et des persécutés au milieu d'un tourbillon de meurtres communistes. Hitler a commencé à se faire écouter à Munich qui avait été mise à feu et à sang deux ans auparavant par les communistes, et Mussolini à Milan a soutenu avec une poignée d'hommes dix assauts contre son journal.

On ne répétera jamais assez que ce sont les communistes qui ont ouvert en Europe l'ère de la

violence, du mépris des libertés, de l'insulte à toute modération parlementaire, du dédain pour le suffrage universel. Ce sont les communistes qui ont engendré les fascistes. Ce sont ceux qui ont tiré l'épée. Or, « celui qui tire l'épée périra par l'épée » : les gens, condamnés par eux à périr tôt ou tard, se sont rappelés à temps cette sentence évangélique.

Nos communistes, en France, se sont montrés aussi tout pénétrés de l'enseignement russe. Il n'est pas besoin de rappeler toutes les insultes qu'ils ont prodiguées sans jamais se lasser aux socialistes et aux radicaux. Tous les jours, pendant des années, l'*Humanité* a été remplie de la dénonciation du mensonge démocratique.

Parmi les jeunes hommes qui, aujourd'hui, ne croient plus à la démocratie, il y en a beaucoup plus qui doivent leur incrédulité à la lecture de l'*Humanité* qu'à celle de l'*Action Française*.

Voilà les hommes qui, aujourd'hui, n'ont que le mot de démocratie à la bouche, et au nom de la démocratie, attaquent les réunions privées des autres partis, persécutent et proscrivent leurs membres dans les usines et jusque dans leurs familles, exigent le rejet hors la loi de leurs adversaires. Essayant leur dictature sur le pavé, ils font chanter les démocrates, qui ont fait la folie de les prendre comme alliés dans une misérable et trompeuse coalition électorale, pour obtenir d'eux toutes les mesures qui sont antidémocratiques par excellence.

Comment en sont-ils venus là? Ils avaient oublié la leçon de ruse de Lénine. Staline avait oublié, depuis des années, la recette de Lénine et, avec ses méthodes brutalement rectilignes, il avait mené dans tous les pays les partis communistes à la catastrophe. Son écrasante défaite en Allemagne

lui a ouvert les yeux et il s'est rappelé que la ruse était bonne fourrière de la violence.

De là, le Front Populaire. Radicaux et socialistes sont tombés dans le piège où étaient tombés autrefois les Cadets et les socialistes russes qui, entre les cosaques de Kornilof et les hommes de main de Trotsky, s'affolèrent, se montrant incapables de dresser une force tierce entre les deux extrêmes.

On attendait plus de science politique, tout au moins de la part des radicaux qui gouvernent ce pays depuis trente ans et plus. Ils se sont crus très malins, en renouvelant le mot d'ordre du temps de l'affaire Dreyfus : « Pas d'ennemis à gauche. » Seulement, les temps étaient changés. Autrefois, à gauche, les radicaux pouvaient aller aussi loin qu'ils le voulaient, ils ne trouvaient que des démocrates et des Français.

Aujourd'hui, ils trouvent un parti passionnément soumis à un double mot d'ordre de haine antidémocratique et de manœuvre machiavélique, tout cela sous l'injonction d'une puissance étrangère. Combes pouvait avoir confiance dans Jaurès; on ne voit pas comment M. Blum peut avoir confiance dans Thorez, si ce n'est par l'invraisemblable infatuation qui a perdu Kerenski. Kerenski, qui était un monstre de vanité aveugle, croyait mettre Lénine dans sa poche.

Les radicaux n'ont pas compris qu'on peut s'allier avec Jaurès, mais non pas avec Staline. Et les socialistes ont oublié l'exemple de Kerenski, parce que leur chef est lui-même un Kerenski. Or, le propre des Kerenski, c'est d'ignorer qu'ils sont Kerenski. M. Blum a certainement rencontré dans quelque salon Kerenski, mais il ne s'est pas reconnu.

Il y a une fatalité psychologique absolument

inexorable qui pèse sur les partis socialistes du monde entier. La botte du fascisme rouge ou la botte d'un autre fascisme; il faut toujours qu'ils soient écrasés par une botte.

La France ne s'écrase pas comme ça.

27 mars.

NOUS ET LA BOURGEOISIE

Les bourgeois oublient trop qu'ils sont des hommes. Les bourgeois se plaignent de l'idée de lutte de classes, qui leur fait grand tort. C'est entendu, l'idée de lutte de classes, nous la tenons pour absurde et néfaste, parce qu'absurde. Et d'ailleurs, elle est abandonnée par tout le monde aujourd'hui. Les communistes l'ont mise sous le boisseau, comme toutes leurs autres idées, non point seulement parce qu'elle les gênait pour faire le Front Populaire, mais parce qu'ils en étaient fatigués. Ils étaient fatigués d'expliquer qu'il n'y avait en France que des bourgeois contre des ouvriers; alors qu'il y a, évidemment, ici comme ailleurs, des millions de gens qui ne sont ni ouvriers ni bourgeois, sans compter les paysans.

Mais les bourgeois tombent eux-mêmes dans l'ornière qui amène tout droit à l'idée de la lutte de classes, quand ils se montrent incapables de penser et de prouver qu'ils sont avant tout et après tout des hommes, et que tout ce qui fait leur idée de la vie bourgeoise ne leur est pas du tout indispensable et ne leur tient pas si profondément aux entrailles.

En d'autres termes, les bourgeois ne doivent pas croire que leur raison d'être est dans le capitalisme. Enlevez le capitalisme des épaules bour-

geoises — sur lesquelles il pèse autant que sur les épaules ouvrières ou paysannes — il reste des hommes.

Il doit, du moins, rester des hommes. Nous autres, du P.P.F., qui voulons briser le capitalisme, nous attendons de retrouver des hommes, non seulement dans la petite bourgeoisie, mais aussi dans la moyenne, et même peut-être dans la haute bourgeoisie, quand nous aurons délivré les épaules bourgeoises de ce vieux joug.

Après tout, le capitalisme, tel que nous le connaissons, le capitalisme des trusts, des grandes centralisations d'affaires, le capitalisme des sociétés anonymes, des conseils d'administration, des banques, c'est une machine étrange qui n'existe que depuis moins d'un siècle et qui peut disparaître en peu de temps, et où les bourgeois se sont trouvés pris, tout comme les hommes des autres classes.

Le grand capitalisme a été fait par des hommes qui sortaient de toutes les classes et non pas seulement par des bourgeois. Par exemple, Rockefeller, Ford sont des hommes sortis du peuple. Le grand capitalisme est une aventure monstrueuse qui a surpris l'humanité, et qui peut la surprendre encore en s'en allant comme elle est venue. L'Histoire a déjà vu de ces abus de pouvoir et en a fait justice.

Evidemment, cette sortie doit être assurée, et hâtée par nous.

Pour cela, nous avons besoin de l'aide de tout le monde. Des ouvriers comme des bourgeois, de tous les travailleurs.

Les bourgeois doivent se dire qu'ils sont des travailleurs, et que des travailleurs peuvent trouver leur place dans toute société fondée sur le travail.

Notre société sera fondée sur le travail. Notre nouvelle société a besoin de tous les membres compétents de l'ancienne société pour s'établir et prospérer.

Qu'est-ce qu'un bourgeois travailleur? C'est un ingénieur, ou un juriste, ou un médecin. Qu'est-ce que cela a à faire avec le grand capitalisme? Rien.

Chaque fois que je vois un grand capitaliste, je lui dis : « Vous êtes un grand capitaliste. » Il me répond : « Non. Je suis ingénieur, administrateur délégué de telle société. » Ou bien : « Je suis avocat, ancien inspecteur des Finances, ancien polytechnicien, et *on* m'a demandé de diriger telle affaire. »

Il y a, en effet, dans le capitalisme, une majorité d'hommes sans grande fortune, qui se sont élevés progressivement et qui sont devenus, sans le vouloir, « représentants » du grand capitalisme.

Mais c'est lâche de répondre qu'on est « représentant », sans le vouloir, d'un système. Il faut reconnaître que l'on y a sa part de responsabilité.

Eh bien, nous demandons aux bourgeois travailleurs, et qui se sentent des hommes, d'abandonner cette demi-responsabilité qu'ils ont dans le capitalisme actuel et de venir dans notre parti et dans la société qu'il prépare pour y prendre une vraie responsabilité humaine de chefs — s'ils en ont l'étoffe et en font la preuve — commandant à des hommes et répondant devant des hommes de leur gestion, non seulement matérielle, mais morale.

S'ils sont fatigués de servir des *sociétés anonymes* où personne n'est le maître, où personne n'est le chef, qu'ils viennent à nous.

Nous faisons appel à eux, comme nous faisons appel aux ouvriers qui sont fatigués de servir les

desseins obscurs de Moscou et de l'Internationale et qui se demandent ce que devient le travail constructif de la C.G.T. en proie aux entreprises politiques de Moscou.

Il y a deux grandes forces anonymes et aveugles, entre lesquelles étouffent tous les travailleurs, tous les êtres simplement humains : d'une part le capitalisme des grandes affaires et, d'autre part, les Internationales.

Un ouvrier dans son atelier, un ingénieur dans son bureau, ni l'un ni l'autre n'ont rien à faire avec ces grands monstres mystérieux. Et la France n'a rien à faire non plus avec ce qui n'est pas concret et ce qui ne se touche pas avec la main.

Doriot met la main, dans son discours à la Chambre, sur le mystère de l'Internationale et il montre que, finalement, c'est un bureau du Kremlin où l'on signe des chèques pour Paris. Demain, il mettra la main sur le grand capitalisme et montrera que, finalement, c'est une série de conseils d'administration où un brave polytechnicien se trouve assis, sans pouvoir lui résister, à côté d'un gros porteur de titres qui réclame des dividendes.

Doriot délivrera le polytechnicien du gros porteur de titres. Il lui dira : « Voilà, vous allez diriger cette usine pour le bien de la corporation et de la Nation. Vos responsabilités seront définies à l'égard de tout le peuple et à l'égard de cette partie du peuple qui est dans votre usine. Vous aurez un gros salaire, une auto et une maison de campagne, sans doute, mais vous ne pourrez plus dire que vous n'y êtes pour rien. Vous y êtes, pour la vie de tous. »

3 avril.

M. BLUM OU LE DICTATEUR SANS LE SAVOIR

Le Front Populaire est en train d'engendrer la dictature : voilà le fait qui devient chaque jour plus évident. Certes, M. Blum n'a pas l'étoffe d'un dictateur; mais aussi bien il ne s'agit pas de lui. M. Blum n'a jamais été qu'un instrument, mais c'est un merveilleux instrument, un violon de qualité ancienne et précieuse, à la sonorité exquise, sur lequel l'archet communiste peut jouer les airs les plus subtils et les plus pénétrants.

Un dictateur n'est point forcément un homme d'initiative et de volonté. Il peut être un porte-parole.

Le porte-parole d'une camarilla où il y a des hommes de passion et de ruse, des hommes aux desseins à longue portée. Ces hommes ne tiennent pas à se démasquer, car leurs visages épouvanteraient et révulseraient la foule. Ils ont cherché un homme qui ait plus de vanité que d'orgueil, de façon à ne comprendre qu'à demi leurs projets, à n'y distinguer que le rôle qu'ils lui assignent et à se complaire dans ce rôle sans trop prévoir ni craindre le terme atroce qu'ils lui ont fixé, où il trébuchera et s'écroulera. Au reste, cet homme doit avoir beaucoup de talent, un talent qui transpose en discours doucereux et émouvants leurs louches mots d'ordre.

On a parlé de Kerenski, cela est vrai quant à la fin, cela n'est pas vrai quant au chemin à parcourir. En France, les événements se déroulent beaucoup plus lentement et délicatement qu'en Russie; un Kerenski y peut faire figure beaucoup plus longtemps.

Mais ne prêtons pas tant de génie à nos maîtres russes. Ils ne réussissent si bien qu'à cause d'un terrain longuement préparé.

Il y a beau temps que, sans qu'on s'en doute, la démocratie française se détraque et le régime parlementaire se fausse.

Quel est le trait essentiel des pays de dictature? Ce n'est pas la suppression du suffrage universel, c'est son détournement plus ou moins brutal. Ni Hitler, ni Staline, ni Mussolini n'ont supprimé tout à fait le suffrage universel. Il y a des Soviets, il y a un Reichstag, il y a un Parlement italien. Dans son projet de nouvelle constitution, Staline n'a fait qu'imiter les deux autres : les électeurs russes n'auront que le droit de voter pour ou contre les listes de représentants proposés par le gouvernement.

« Nous n'en sommes pas encore là », dira-t-on. Pas si loin : pour beaucoup de naïfs ou de scrupuleux, la coalition de partis dans le Front Populaire crée une impasse d'où ils ne peuvent s'échapper. Craignant de lâcher les radicaux et les socialistes, beaucoup se croient obligés de soutenir les communistes. Ils votent ainsi pour les candidats quasi obligatoires.

Mais ce n'est pas tant au moment de l'élection que se fait, de plus en plus habituellement en France, le détournement du suffrage. Peu à peu les foyers de la vie politique se sont transportés du Parlement dans les Partis.

L'importance des Congrès de Partis montre ce

déplacement à l'évidence. On n'attend plus rien ou presque rien des séances du Parlement. Pourquoi? Parce que les députés n'y viennent plus avec des consciences ouvertes, susceptibles d'être modifiées par la discussion, par l'échange des idées, par l'émotion que produit le contact humain. Ils viennent avec un mandat impératif. Tout a été décidé dans le parti, dans le congrès du parti.

Je ne parle pas naturellement de la droite. Il n'y a pas de partis de droite. Il n'y a là qu'une poussière de messieurs.

Mais à gauche. Le pays attend ce qui sera dit au congrès du parti radical, du parti socialiste.

Du reste, le pays a tort. Et c'est par un reste de naïveté qu'il espère qu'au moins, là encore, il sera dit sur son sort quelque chose de clair. Le pays a tort, il ne peut plus rien attendre des débats publics, pas plus dans les congrès que dans le Parlement. Finalement, on s'aperçoit que les séances de congrès sont aussi truquées que celles du Parlement. Tout est réglé d'avance dans la coulisse. Le brave délégué radical ou socialiste, quand il s'en retourne chez lui, peut-il se donner l'illusion qu'il a participé à un débat véritable? Devant lui, on n'a rien débattu du tout, on a occupé le tapis. Il n'y a eu de débat que dans la coulisse, entre sept ou huit chefs.

Le parti communiste qui, en son temps, n'a pas manqué de cynisme, a franchement déclaré ces mœurs nouvelles en faisant du huis-clos une règle pour ses assises. Dans ce temps-là, le parti communiste se moquait insolemment des libertés et des usages démocratiques; mais, depuis qu'il est devenu défenseur des libertés, il n'a pas supprimé le huis-clos. A quoi bon?

Il n'y a donc plus, en fait, de régime parlemen-

taire. L'idée parlementaire, c'est de parlementer, de discuter, de débattre; c'est d'attendre la lumière de la discussion. Cela suppose des hommes libres qui viennent à la discussion avec des principes, certes, mais qui sont capables de tenir compte d'opinions divergentes ou adverses, de suspendre leur jugement.

Somme toute, quand on y regarde d'un peu près, on s'aperçoit que nos députés viennent à la Chambre dans les mêmes conditions que les députés staliniens au Comité Central des Soviets ou les députés hitlériens au Reichstag.

Quand on pense à cela sérieusement, on frémit et l'on voit que la France est engagée déjà fort avant, sans doute irrémédiablement, dans la voie où d'autres grandes nations se sont précipitées et où elle se flatte de freiner efficacement.

Ajoutez à cette décadence parlementaire le glissement de la C.G.T. vers la politique. L'indépendance de la vie syndicale a assuré longtemps, dans la vie politique française, une source d'objectivité et de réalisme, un obstacle humain au glissement totalitaire. Aujourd'hui, la C.G.T. n'est plus qu'un instrument comme le Parlement. Parlement et C.G.T., ce n'est plus que la pelle et la pincette avec lesquelles M. Blum tisonne le feu totalitaire qui monte, qui monte.

Mais M. Blum n'est ébloui de cette flamme que dans sa vanité. Il croit dans sa pincette et qu'elle limitera le feu et que le feu ne prendra pas à la cheminée. Pourtant, le feu couve déjà dans le grenier.

17 avril.

DORIOT PARLE AUX BOURGEOIS

J'écoutais, l'autre soir aux Ambassadeurs, Doriot parler à ce public bourgeois, ou plutôt je regardais ce public écouter Doriot. L'attitude de ce public me paraissait frappante, et j'étais ramené à mes réflexions sur la bourgeoisie, et à ce que nous pensons au P.P.F. de la bourgeoisie.

Ce public bourgeois était épouvanté, et il réagissait difficilement contre son épouvante. Encore plus que des faits qui lui étaient dits, il était épouvanté que ces faits lui fussent dits.

La bourgeoisie est frappée de stupeur; elle a reçu des coups en pleine figure. Dans le jargon à la mode, on peut dire qu'elle est groggy ou qu'elle est sous l'effet d'un traumatisme. En bon français, elle est frappée de stupeur, elle est paralysée. Quand vous avez reçu un bon coup et que vous êtes au premier moment de la souffrance, vous devenez comme un petit enfant et vous vous révoltez puérilement contre le fait que vous avez été frappé, vous niez l'existence d'un univers où l'on reçoit des coups.

La bourgeoisie en est là; elle ne veut pas penser aux coups qu'elle a reçus et elle voudrait bien qu'on ne l'y fasse pas penser. Les coups continuent à tomber, et même il en pleut. Pourtant, entre

deux coups, entre les élections et les journées de juin, entre les événements d'Espagne et la soirée de Clichy, elle rêve encore de tout oublier.

En même temps, le peu de vie qui lui reste remue dans ses entrailles et elle fait de vagues gestes qui pourraient faire croire qu'elle songe à réagir. Gestes de cauchemar ou gestes de personne consciente qui se ressaisit et qui, en tâtonnant, va vers des actes, des actes humains, sérieux, efficaces?

Par exemple, un de ces gestes est d'aller écouter Doriot.

Mais Doriot étonne beaucoup la bourgeoisie, surtout la bourgeoisie qui va dans les conférences. La bourgeoisie n'est pas habituée à ce qu'on lui parle franchement, brutalement. Généralement, les conférenciers qui l'entretiennent de politique ne lui présentent qu'un côté du problème, puis ils évitent toute conclusion tranchante. La bourgeoisie sort et fait semblant de se plaindre au vestiaire : « Ce n'est pas très clair. Qu'en pensez-vous? Mais, enfin, que de talent! » Au fond, la bourgeoisie s'en va enchantée, on ne l'a pas forcée à regarder en face tout le problème, à conclure nettement, elle peut rentrer chez elle et se rendormir.

Avec Doriot, les choses ne se passent pas du tout comme d'habitude. Doriot, l'autre soir, était parfait. Il exposait des faits, et puis voilà tout. Il exposait tous les faits.

Vous savez quel talent formidable notre chef manifeste quand il expose les faits. Du reste, ce n'est pas du talent. Eliminons ce mot, qui sent le dilettantisme et le chichi. Doriot et les faits, ça ne fait qu'un. Doriot a été ouvrier métallurgiste, il en a gardé quelque chose, en cela comme dans le reste. Il sent la vie comme une réalité massive, comme un bloc de métal qu'il s'agit de laminer, de

découper, de forger. Et cela devient, dans son exposé, cette série puissante, complète de faits qui s'articulent, qui s'engrènent les uns dans les autres. Cela devient cet outil d'action.

La bourgeoisie est tout à fait éberluée. Elle n'est pas devant un petit malin, adroit et prudent, qui escamote la moitié de la situation et les trois quarts des conclusions. Elle n'est pas devant un politicien qui occupe le tapis et cligne tout le temps de l'œil sur sa situation parlementaire et qui s'effarouche avant le public de ce qui pourrait effaroucher le public. Elle est devant un homme d'action qui pense tout le problème dans ses dimensions mondiales, européennes et françaises et qui en voit et en montre avec un terrible sang-froid, les extrémités de danger mortel, de lutte sans merci.

Doriot, l'autre soir, était parfait. Il montrait des faits, il indiquait fermement les conclusions inévitables. Et c'était tout. Il ne s'emballait pas, il ne se montait pas du tout, il se contenait. Ce n'était pas comme dans les réunions du parti, les grandes réunions populaires, où il y a toujours un moment palpitant, un moment où toute la contraction sobre et froide de l'homme de pensée, et de l'homme d'action se défend un peu et où toute l'ardeur que son intelligence a lentement accumulée, où toute l'émotion que le développement progressif et visible de son courage a ramassée dans les cœurs, se rabat sur lui, et où, enfin, il se laisse pénétrer par ce qu'il a créé, où il cède à notre émoi et à notre élan.

Il n'a pas élevé le ton, l'autre soir, il est resté implacablement dans les faits. Il a voulu que la bourgeoisie reste toute seule devant les faits, toute seule avec son étonnement et son effroi. Il n'a pas voulu la secourir, l'aider d'un mouvement

oratoire, d'un frémissement d'émotion ou de colère.

Bourgeois, voilà les faits, voilà ce que vous ignorez ou que vous ne voulez pas voir. Ceci dit, je m'en vais.

C'était une épreuve. Ceux qui ont été capables de surmonter leur stupeur et leur terreur, ceux qui ont senti une chaleur remonter dans leurs veines devant tant d'intelligence et de courage, eh bien, ils obéiront à leur impulsion, ils sentiront en eux enfin l'appel de la vie, ils viendront à nous. Là, ils trouveront de quoi se réconforter, de quoi se transformer.

Nous ne voulons pas sauver des bourgeois, nous voulons sauver des hommes. Nous ne voulons pas sauver la bourgeoisie ni le capitalisme. Nous voulons sauver l'élite des travailleurs, qui est empêtrée dans les habitudes bourgeoises et capitalistes, qui baisse la tête sous une fatalité qu'elle confond avec une routine d'insouciance, d'incurie et de tremblotement.

Venez à nous, médecins, ingénieurs, juristes, chefs d'industrie, commerçants — vous tous qui travaillez plus de huit heures par jour, qui connaissez des responsabilités et des soucis de plus de quarante heures, venez à nous, mêlez-vous aux ouvriers, aux paysans qui ne vous connaissent pas, que vous ne connaissez pas — ayez confiance dans votre travail, qui vous justifie, rejetez, avec la vieille organisation périmée, votre mauvaise conscience qui y est attachée, rejetez votre vieille peau, que vous croyez de la même couleur que celle des « Deux cents Familles » de droite ou des « Deux cents Familles » de gauche, faites peau neuve, soyez des hommes populaires et français.

24 avril.

IL COURT, IL COURT, LE FURET...

On a écrit, de la droite, à M. Campinchi pour lui demander de faire ce qui répugne le plus à un homme du centre : de se compromettre à droite. Vous pensez bien qu'il s'en est gardé et qu'au lieu de lancer vers la gauche l'anathème qu'on lui demandait, il l'a lancé à droite.

Il a répondu aux gens de droite, qui lui avaient adressé une manière de supplique cousue de fil blanc sur les atteintes à la liberté du travail, quelque chose de ce genre : « Si vous, représentants de la bourgeoisie, vous vous étiez montrés ses conseillers éclairés, si au lieu de la cultiver vous aviez secoué sa routine d'ignorance politique et d'incurie sociale, nous n'en serions pas où nous en sommes. » Et, ayant dit cela, il s'est proprement lavé les mains de tout ce qui se passait en France pour le moment.

Pour justifier cette petite opération, qui a valu à Ponce-Pilate une si fâcheuse notoriété, il s'est risqué à une plaisanterie un peu facile : « Voulez-vous qu'on mette des mitrailleuses devant les usines? Non. Alors? »

A nous autres, rien ne nous paraît satisfaisant dans ce dialogue où, une fois de plus, les conservateurs de droite et les conservateurs de gauche

jouent au furet avec la responsabilité. « Il court, il court le furet. »

Le raisonnement de M. Campinchi nous paraît tout à fait spécieux. Ce n'est pas parce que la droite s'est montrée incapable, depuis qu'il y a une droite en France, de tout sens social, que M. Campinchi a le droit de se tourner les pouces et de regarder avec une craintive admiration M. Thorez chambarder toutes les habitudes et les possibilités de travail en France.

La déficience de la droite, de la vieille droite, n'est nullement une excuse pour la déficience du radicalisme.

Il fut un temps où les radicaux ont pas mal travaillé pour le peuple. Ils ont arraché à la vieille droite toute une législation sociale qui n'était pas très cohérente, ni profonde, mais qui valait fichtrement mieux que rien — ce rien dont les conservateurs se seraient si bien accommodés.

Mais il y a un certain temps que les radicaux ne font plus grand'chose. La preuve : le Front Populaire. Si les radicaux avaient continué, depuis la guerre, à faire leur métier de réformateurs sociaux, il n'y aurait pas la pagaye qui règne depuis un an et ils n'auraient pas eu besoin de la démagogie communiste leur talonnant l'arrière-train pour faire passer une série de lois qui fonctionnaient déjà pour une bonne moitié dans d'autres démocraties ou dans les pays fascistes.

M. Campinchi essaie de refiler la responsabilité de la pagaye aux modérés. Mais nous, au P.P.F., nous voyons très bien ainsi que la responsabilité n'est plus dans les mains de M. Campinchi, qu'il n'a plus rien du tout dans les mains. « Il court, il court le furet ! »

Or, nous aimons bien les gens qui prennent leur responsabilité, toute leur responsabilité. Nous

avons un chef qui n'y a pas été de main morte dans la vie et qui a toujours été, par l'action, à l'extrême pointe de sa pensée.

Nous considérons M. Campinchi qui dit aux gens de droite : « Tout ce qui arrive, c'est par votre faute », et qui, ensuite, dit aux communistes : « Ma foi, ce n'est pas moi qui vous empêcherai de faire ce que vous faites. Si c'est mal fait tant pis. » Nous ne voyons pas très bien, dans ces propos doubles de M. Campinchi, comment se dégage l'attitude virile, active, constructive du Parti Radical.

Nous pensons aux jeunes radicaux.

Ce n'est pas du tout l'esprit de Carcassonne que de jeter, une fois de plus, la pierre aux gens de la vieille droite (qui, pourtant, sont bien gentiment prêts à voter à tour de bras pour M. Campinchi) et de se croiser les bras en regardant les communistes prendre en main l'initiative qu'on leur abandonne et la saboter.

Lancer la pierre aux gens de droite, c'est trop facile. Ça ne nous intéresse plus du tout. Le conservatisme social a été condamné par nous une fois pour toutes et, avec lui, l'atonie politique de toutes les petites fractions parlementaires qui le représentent. De ce côté-là comme de tous les autres côtés, ce qui nous importe, c'est de sauver les hommes. C'est de dégager la masse des travailleurs et des chefs dits « bourgeois » du découragement et du piétinement.

Le fait que nous n'avons point de tendresse pour la vieille droite, ne nous incline nullement à flancher à gauche, à ne pas parler, à ne pas agir durement à gauche.

Ce « pas d'ennemis à gauche » des radicaux est une faribole. Qu'il aille donc dire cela à Staline, M. Campinchi. Si cela veut dire : « Pas d'ennemis

dans le prolétariat », c'est autre chose. Mais M. Campinchi pourrait faire une distinction utile entre le prolétariat et les équipes politiques qui s'arrogent le droit de mener le prolétariat où bon leur semble.

Campinchi, vous parlez des *masses,* des masses qui sont entrées dans la vie politique. Mais, qu'est-ce que c'est que les masses? Les masses sont ce qu'on les fait.

Il n'y a pas de masses qui tiennent; il y a un *ministère* des masses à qui vous avez passé la main.

2 mai.

REGARDEZ DORIOT S'AVANCER DANS L'ACTION

Nous vivons des semaines extrêmement graves, graves pour le destin de notre parti, pour le destin de tous les partis qui se dressent contre Moscou ou qui ne sont pas entièrement sacrifiés à Moscou, graves pour le pays.

Doriot, depuis deux ans, a posé hardiment et fermement le problème fondamental de toute l'action politique en France. Il a montré que l'effort antirusse était la clé de toute véritable construction politique dans notre pays à l'heure actuelle; il a prouvé que rien ne pouvait être fait si l'on n'attachait toute sa pensée et toute sa volonté à cette entreprise préalable. Avec la profondeur et la netteté de sa vision, il s'est saisi de cette idée maîtresse, il l'a dégagée, taillée comme un bloc évident et éblouissant qui s'impose à tous les esprits.

Ainsi il a fait preuve de sa grande valeur politique. Le mérite essentiel d'un homme d'Etat — qu'il soit Lénine ou Mussolini — c'est de dégager et de poser, devant tous les hommes de bonne volonté, le fait véritablement essentiel du moment, pour leur permettre de concentrer toute leur énergie sur la seule action possible.

Les gens qui ont dit : « Doriot est obnubilé par

sa haine contre les communistes. Il s'agit de bien autre chose, il s'agit de construire, etc.. » ont prouvé leur ignorance de l'art politique. La puissance politique est toujours dans les mains de l'homme qui a assez de force dans le regard pour discerner et discriminer le nœud concret qui tient tous les problèmes. Doriot, en désignant à nos efforts et en retenant tous nos efforts sur l'action antirusse a vu net, comme par exemple Lénine débarquant à Pétrograd en 1917 : « D'abord, la paix avec l'Allemagne. Après, on verra. »

Inversement, Mussolini, à la fin de 1914, avait brusquement compris que la condition primordiale de toute renaissance en Italie, c'était d'entrer dans la guerre aux côtés des alliés.

Doriot a prouvé, par des actes et par des résultats, qu'il avait posé la main sur le nœud vivant de ce moment de l'histoire française. Notre action, lors des journées de juin et tout de suite après, notre action dans toute l'affaire espagnole et les résultats de premier ordre que nous avons alors obtenus ont prouvé la sûreté et l'efficacité des vues de notre chef.

Ainsi, il a été prouvé que Doriot avait ce don capital du chef. Il met la main sur l'idée essentielle, vivante, simple, et dès lors il a l'initiative de l'action. Il le prouve encore aujourd'hui. La destruction du communisme russe, du parti russe en France, c'est le but. La création d'un Front, c'est le moyen.

Sur ce second point, Doriot, ayant lentement et mûrement réfléchi, trouve de nouveau l'idée, l'idée simple et forte qui peut servir de liant à ce front.

Cette idée, c'est la défense des cinq libertés.

Ayant de nouveau l'idée, il a de nouveau l'initiative. Il peut, enfin, le premier en France, offrir

à tous cette méthode souple, large et pourtant rigoureusement exigeante, sur laquelle va s'ébaucher ce rassemblement des groupes et des individus dont le besoin se fait sentir dans le cœur de milliers et de milliers d'hommes comme le besoin même de vivre et de ne pas mourir.

Doriot a le droit de parler et d'être écouté.

8 mai.

SOUS LE RÈGNE DE M. BLUM

Je suis allé voir l'autre soir le pot pourri sur l'histoire de France qu'on a donné aux Théâtre des Champs-Elysées sous le nom de *Liberté*.

Ce frauduleux et piteux spectacle n'a pu que me confirmer dans l'idée que M. Blum est bien un dictateur sans le savoir et qu'il préside à l'élaboration lente et molle d'une sorte de régime totalitaire.

Pour la première fois de ma vie, dans une salle où il y avait quelques centaines de Français, j'ai senti dominer un ton de conformisme — du reste, tâtonnant et ennuyé. Les bonnes gens qui étaient là se regardaient les uns les autres avec inquiétude et par moment avec effroi; ils se sentaient enveloppés, circonscrits, réduits par un mot d'ordre, d'abord sournois et hypocrite, et puis bientôt, cynique : « Vous n'êtes pas là pour rire ni pour pleurer, vous n'êtes pas là pour vous émouvoir sur les choses humaines, vous êtes là pour apprendre une leçon. »

Qui a organisé ce spectacle? Un petit monde d'intellectuels qui gravite autour de la C.G.T. et du Parti Socialiste. Il m'a semblé que se complaisaient là les éléments modérés du Front Populaire.

Les communistes brillaient par leur absence. C'est bien le cas de le dire; ces malins-là en ne se montrant pas dans cette exhibition si terne, brillaient littéralement par contraste. Et Dieu sait pourtant ce qu'à l'occasion ils nous serviraient comme petite fête édifiante pour patronage!

On avait bien réuni, pour composer ce spectacle uniforme, deux douzaines de musiciens et d'écrivains, dont au moins la moitié de juifs. Parmi eux il y avait plusieurs personnes de talent; il y avait aussi de fameux médiocres. Mais là n'est pas la question. Réunissez deux douzaines de génies et donnez à chacun un devoir à faire, ça ne sera pas mieux.

Supposez que demain Doriot réunisse une douzaine d'auteurs dramatiques et leur dise : « Vous allez me composer un petit spectacle où l'on pourra remonter jusqu'aux origines du P.P.F. à travers les âges. Cela commencera bien avant la préhistoire... » Les douze auteurs dramatiques accoucheraient d'un affreux ours.

Mais Doriot ne fera jamais ça, parce qu'il a le sens de la vie, de la liberté, de la création et de la joie.

Et ce sont ces gens-là qui nous accusent de vouloir établir en France un régime totalitaire! D'abord, il faut bien dire que les régimes totalitaires de l'étranger n'ont jamais rien produit d'aussi triste ni d'aussi médiocre. Je n'ai rien vu de pareil, ni à Florence, où se produit en ce moment une curieuse renaissance du théâtre italien, ni à Berlin où, au moment des Jeux Olympiques il y a eu un spectacle magnifique, ni à Moscou, où le vieux théâtre russe résiste encore dans les coins.

Ce qui était affreux dans ce spectacle de *Liberté*, c'était non seulement l'absurdité de la conception

collective (chaque écrivain écrivant sa scène), l'idiotie du mot d'ordre courbant toutes les intelligences (vous expliquerez-vous que la France est Front Populaire depuis l'an 1100), mais surtout le sot besoin d'imitation. Car ces modérés du Front Populaire qui haïssent Berlin autant qu'ils peuvent et Moscou autant qu'ils osent, ont somme toute imité Moscou et Berlin. Imiter tout ce qu'on craint et qu'on déteste, battre l'adversaire avec ses propres armes, voilà des maximes qui mènent droit au désastre quand on n'a qu'un peu d'astuce et pas beaucoup de tempérament.

Je ne sais pas d'où vient M. Ruth, qui a monté ce spectacle, mais je pense que même ses amis n'en parleront plus.

Mais entrons dans le détail. Ça commence en 1112 et ça finit en 1935. Nous assistons à la révolte de la Comune à Laon. Etant donnée cette première scène, on se demande pourquoi le spectacle continue, car il y est déjà démontré que les Français de cette époque adhéraient en masse au Front Populaire. Ils étaient, paraît-il, déjà communistes, partisans de la dictature du prolétariat et même antichrétiens. Alors on se demande pourquoi ils ont attendu 1936 pour pousser M. Blum à l'Hôtel Matignon.

Et ça continue comme ça. Ce qui est triste, c'est que les écrivains de talent et les écrivains jeunes, matés par les conditions égalitaires de cette corvée, n'ont pas écrit de meilleures scènes que les écrivains médiocres ou fatigués. Je ne ferai qu'une exception pour Marcel Aymé, l'auteur de la *Jument Verte*, qui avait été chargé de faire le sketch de Rabelais. Il s'en est tiré avec son charmant don de liberté et de joie. Ce garçon, qui n'a pas la bosse de la politique, visiblement, s'est permis une petite farce, pleine d'invention et de drôlerie, qui

a tranché sur le reste du spectacle et qui même, entre nous, ne m'a pas parue bien orthodoxe. La claque, dans la salle, en était toute hésitante et à ce moment-là ce n'était plus les mêmes qui applaudissaient.

A part ça, rien, rien. Rien que des devoirs. Des devoirs, remplis de bobards tristes et assommants. M. Lenormand (qui est par ailleurs un original auteur dramatique) nous explique qu'en 1120 on décrochait déjà les crucifix dans les églises de France comme à Barcelone, ce qui est ridicule. M. Vildrac nous explique que les cathédrales n'ont pas été faites par l'Eglise, mais par des maçons qui aimaient plus la terre que le ciel : il nous l'explique avec modération, mais il nous l'explique. Et ça suffit pour nous ennuyer.

M. Fleg, qui s'occupe habituellement de la religion juive, nous explique Jeanne d'Arc, et que les curés ont été bien méchants avec elle. C'est évident, nous le savons et M. Fleg pourrait tout aussi bien nous expliquer comment les rabins ont tourmenté Spinoza pendant des années.

M. Bloch nous explique que d'aller se faire casser la figure en Espagne, c'est aussi bien que de défendre les Etats-Unis naissants contre l'Angleterre vers 1770 ou 1780. M. Bloch est un peu communiste et montre le bout de l'oreille.

M. Tristan Bernard nous explique que quand on est artiste rouge on est un pur et l'on n'est pas couvert de décorations. Or, M. Tristan Bernard est au moins commandeur de la Légion d'honneur, est-il donc réactionnaire?

Et puis, à la fin, il y a de très mauvais vers de M. Maurice Rostand. Quel rapport y a-t-il entre Jaurès et Maurice Rostand? Ceci est une très vilaine farce. Et M. Maurice Rostand nous dit que si Jaurès n'avait pas été tué, il aurait empêché la

guerre. Il oublie de dire que s'il n'avait pu l'empêcher, il l'aurait faite. Son livre *L'Armée Nouvelle* est là pour le prouver.

Il y a encore bien d'autres explications. Et tout cela est abominablement tiré par les cheveux et sinistrement ennuyeux.

Je regardais le public pendant le spectacle. Pauvre public, il était bien désorienté et il n'applaudissait pas trop fort, en dépit d'une claque sévère.

A signaler, à l'avant-dernier tableau, une défense de la C.G.T. contre son envahissement par les partis politiques, esquissée par Henry Clerc, assez vigoureusement applaudie dans la salle, qui, somme toute, était pleine (dans la faible mesure où elle était pleine) d'anticommunistes, mais combien timides ou écrasés par l'ennui.

A la fin, on a essayé de lui faire le coup de l'*Internationale*. Un coup sournois : l'*Internationale* commence en douce dans les coulisses; alors les acteurs se lèvent sur la scène, un peu timides, On espère que le public suivra.

J'ai regardé. Il y a une grosse dame qui s'est levée au premier étage.

15 mai.

NOUS NE SOMMES PAS DUPES

L'autre jour, j'arrive pour déjeuner chez un ami qui est S.F.I.O. Je ne vais plus souvent chez lui, bien que ce soit un homme excellent, pour lui épargner les affreuses plaisanteries qui me démangent à l'endroit de ses alliés, de ses chefs, et de tous les ennuis qui lui arrivent depuis quelques mois.

Je le trouve prosterné, en extase, devant sa radio. C'était le jour du Sacre. Ce bon garçon, qui est anticlérical à tous crins, était à genoux, le diable lui pardonne, dans une église. En imagination, il se croyait à Westminster Abbey et il se gorgeait de psaumes, de liturgies, de rites, de sacrements.

« Ah! me dit-il, en joignant les mains et en levant vers moi des yeux noyés dans la vénération, cette démocratie anglaise est sublime. »

Je le regardai avec le plus grand sérieux, parce que j'avais envie qu'il continue. Il a continué. Ce républicain m'a fait l'apologie de la royauté, cet égalitaire m'a fait l'apologie de l'aristocratie, cet antimilitariste s'est attendri aux jupons des Ecossais, cet anti-impérialiste s'est émerveillé devant les 380 millions de sujets de Sa Majesté Britannique.

Il trouvait tout naturel que le Roi soit oint par l'archevêque et investi des éléments magiques d'une personnalité sacrée, que le Roi soit roi d'abord par la grâce de Dieu, que le Roi reçoive l'hommage féodal des grands du royaume; que le Roi devienne le chef, le pape de l'Eglise anglicane, ayant pris en main le sceptre spirituel (exactement comme un pharaon, il y a cinq mille ans). Je l'ai délicieusement troublé en lui rappelant que le Roi d'Angleterre guérissait, il n'y a pas si longtemps, les écrouelles.

Et tous ces ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons et baronnets, ces pairs et ces pairesses, il ne se scandalisait pas qu'ils exercent encore dans leurs propriétés certains droits féodaux, ni que l'Eglise lève encore 300.000 livres sur bon nombre de fermiers, que la moitié du territoire appartienne à 3.000 personnes au plus.

Tout cela, et bien d'autres choses, c'était bel et bon parce que c'était la démocratie anglaise, la grande démocratie, la mère des démocraties.

Je l'ai laissé, mon ami S.F.I.O., s'exciter et s'exalter, s'étendre et se répandre, et s'enferrer jusqu'à la garde.

Après cela, j'ai éclaté. J'ai beuglé : « Mais enfin, il faudrait s'entendre. Si c'est ça la démocratie, pourquoi avons-nous fait toute une ribambelle de révolutions? Alors, ce n'était pas la peine? »

Il m'a regardé avec pitié, et m'a répondu : « Eux sont comme ça, et nous sommes autrement. » Je suis reparti de plus belle : « Faites attention à ce que vous dites. Un tel propos ne s'accorde pas du tout avec ceux que tiennent tous les jours sur cette matière nos gouvernants. Ceux-ci nous parlent de la démocratie comme d'une substance unique, qui ne peut être autre qu'elle

n'est et à quoi participent également les Français et tous les Anglo-Saxons (*et les Russes*). Ils sont persuadés et veulent nous persuader qu'il y a une profonde communauté de régime entre nous et les Anglais, et les Américains (et les sujets de Staline) et que cette communauté de régime fonde à tout jamais la solidité de nos alliances politiques.

« Or, il n'en est rien. Cette affirmation est absurde et contredite par une multitude de faits, grands et petits. Je ne me lasserai jamais de répéter qu'il n'y a aucune ressemblance entre la démocratie anglaise, la démocratie américaine et la démocratie française. Il y a des différences aussi essentielles, comme le fait apparaître avec évidence ce couronnement, entre notre régime et le régime anglais qu'entre notre régime et le régime italien ou allemand. Le fait du suffrage universel n'y peut rien. *Les résultats du suffrage universel sont traités et corrigés dans les pays anglo-saxons par des institutions, un esprit de tradition, de hiérarchie, de discipline, de religion qui sont inconnus chez nous.* Quant au régime russe, n'en parlons pas. Le tzarisme stalinien ne peut être comparé qu'avec certaines dictatures sud-américaines, et encore.

« Dès lors, ne venez pas nous parler de la paternité des démocraties, de l'alliance des démocraties. Ne nous embarquons pas dans des illusions aussi mensongères et aussi dangereuses. Parlons d'intérêts et d'alliances politiques, s'il y a lieu, et de rien d'autre. Mais ne nous laissons pas berner par une certaine propagande qui peut nous faire croire que nous sommes d'accord avec les Anglais en tout et pour tout.

« Les Anglais, quand ils le connaissent, ont horreur de notre régime. Mais ils savent se taire sur leurs goûts et leurs dégoûts, ils savent feindre la fraternité. En fait, ils se servent des faiblesses et

des forces de notre système, comme de toutes choses dans le monde.

« Prenons d'eux cette leçon de réalisme. Et considérons tous les régimes du seul point de vue de notre intérêt. Le jour où nous aurons bouclé le parti russe en France, nous pourrons parler à Staline avec la même liberté d'esprit qu'à Mussolini ou à Hitler ou au Roi George VI, du seul point de vue de l'appréciation des forces. Tout le reste est bobard et turlutaine d'ignorants et de naïfs, si ce n'est propagande insidieuse. »

Pour en revenir à la politique intérieure, je fis remarquer encore à mon S.F.I.O. que la formule présente de la démocratie en France, *qui n'est acceptée et pratiquée par aucun autre peuple*, n'est peut-être pas immuable, qu'elle peut être sérieusement modifiée, amendée, refondue.

« Mais alors, ai-je conclu, ne venez pas nous traiter de fascistes quand nous proposons des *réformes de la structure politique* qui ne sont, somme toute, que bien modestes et bien prudentes, et qui laisseraient notre république bien loin de ce « Moyen âge » que vous, républicain étourdi, admirez tant en Angleterre. »

Je suis sorti de chez lui en grognant. Cela m'exaspère de plus en plus que les Français ne sachent plus manifester de préférences qu'à la remorque d'un modèle étranger généralement mal compris dans sa vérité profonde.

Je repensais avec amour à notre grand et cher parti.

Quelle est, après tout, sa caractéristique essentielle, savoureusement française? Nous ne sommes pas un parti de dupes. Nous rassemblons tous les hommes qui en ont eu assez d'être dupes, de quelque duperie étrangère.

Au P.P.F., nous nous élevons contre toutes les

duperies, aussi bien la duperie anglophile que la duperie russophile ou la duperie italophile.

Nous sommes le parti des anti-dupes, nous sommes le parti de la France originale et créatrice, qui n'a besoin d'aucun modèle ni d'aucun garant. Nous sommes le parti de la vie.

22 mai 37.

ÊTRE UN CHEF

C'est une fatalité terrible que d'être un chef.

D'abord, ce n'est pas du tout la même chose que d'être un arriviste. Les hautes sphères de la politique sont encombrées d'arrivistes; mais les chefs, on peut les compter sur ses doigts. Et une seule main y suffit.

La différence qu'il y a entre un arriviste et un chef, c'est que, le jour du coup dur, l'arriviste, qu'on croyait définitivement arrivé, repart tout d'un coup en arrière. Il fiche le camp, il se dérobe d'une façon ou d'une autre.

Je dis : d'une façon ou d'une autre. Car, hélas, il y a bien des façons de fiche le camp et de se dérober qui n'ont l'air de rien. Il y a des hommes qui restent sur place, là où les circonstances les ont mis, et qui au besoin se feront tuer à cette place.

Ceux-là ne sont pas des arrivistes ni des arrivés. Ils en sont fiers. Mais leur immobilité est inertie; elle n'est pas courage, décision, action; elle ne crée pas l'événement, elle le supporte; et, à la longue, elle est usée par l'événement — pour un jour soudainement être balayée par lui.

Témoin Louis XVI. Ce chef qui s'est laissé guillotiner sans combattre est le modèle psychologique d'une quantité d'hommes dans la politique

qui sont des immobiles, des inertes. En réalité, ces hommes-là reculent, *mais ils reculent à l'intérieur d'eux-mêmes.* Ils ne vont pas au-devant de l'événement, ils laissent l'événement s'accumuler devant eux et tous les jours ils reculent un peu plus au fond d'eux-mêmes. Jusqu'au jour où l'événement leur saute dessus, les accule au mur et les y écrase.

Louis XVI a commencé à reculer le 14 juillet 1789, ostensiblement. Mais secrètement, au fond de son cœur, il reculait depuis sa montée sur le trône. La fuite à l'intérieur des hommes honnêtes et fiers, immobiles et inertes comme Louis XVI commence très tôt.

Il y a encore le genre Boulanger, c'est peut-être pire que le genre Louis XVI. Ce n'est pas peu dire.

Il y a les arrivistes qui foutent le camp le jour où il s'agit de se montrer. Ils avaient enfilé pour nous épater une culotte de chef, mais le jour du coup de tampon, ils ne tiennent plus dans cette culotte. Exemple : Kerenski. Il y a les immobiles qui n'ont l'air de rien, mais qui sont ravagés par la fuite intérieure. Exemple : Louis XVI. Enfin, il y a les agités qui s'agitent sur place, mais qui, au fond, sont aussi inertes que les plus inertes. Exemple : Boulanger.

Tous ces exemples illustrent ce fait : que les hommes qui portent en eux la fatalité du chef sont extrêmement rares. On peut les compter sur les doigts de sa main, et encore.

Et encore. Parce que véritablement, c'est tragique que d'être un chef, un vrai chef, un homme qui se sent entraîné par une fatalité irrésistible, continue, toujours égale à elle-même. Il ne s'agit pas de ressentir de temps à autre un spasme, un chatouillement d'orgueil ou de vanité qui vous soulève, un instant, au-dessus de vous-même. Il s'agit

de ressentir *une poussée continue, toujours égale à elle-même.*

L'homme qui ressent cela peut supporter cette épreuve terrible : se réveiller au milieu de la nuit, tout seul parmi les hommes et se dire : je suis un chef. Cet homme se lève, tourne le bouton, va se regarder dans la glace et, seul avec sa conscience, il se demande : « Ai-je vraiment au fond de mes yeux la flamme indéfectible? Est-ce que, depuis que je marche, depuis qu'on me suit, je n'ai jamais reculé? Si j'ai reculé une fois, j'ai reculé toujours. »

Remarquez qu'il ne s'agit pas de se comparer à Napoléon. Napoléon est une exception, et nous ne sommes plus assez romantiques en France pour rêvasser sur une telle exception. L'homme dont je vous parle, qui se lève la nuit et se regarde dans la glace, n'a pas à se demander : « Suis-je Bonaparte ou Lénine? » Il a seulement à se demander: « Suis-je le vrai Français? Suis-je vraiment le bon Français qui, en n'importe quel autre Français peut se regarder avec soulagement? Suis-je à la hauteur de la bonne moyenne de mes meilleurs aïeux? Qu'en penserait Danton, Richelieu? »

Quel est l'homme en France, aujourd'hui, qui peut faire ce terrible voyage de son lit à sa glace sans dommage?

Et s'il y en a plus d'un... Ah, s'il y en a plus d'un, il faut que le second aille trouver le premier, et lui dise : « Affrontons-nous. Regardons-nous dans les yeux. Nous avons tous les deux le sens de la grandeur, chacun à notre manière. La France a besoin de grandeur, de sa grandeur. Elle n'a pas besoin d'un grand homme. Elle a besoin d'une homme complet. Suis-je sûr, à moi tout seul, d'être cet homme complet? L'ai-je prouvé dans mon passé? N'ai-je pas besoin de vous? »

Car, à la dernière limite, c'est là qu'est la vraie question. La question la plus délicate, en cette matière terriblement insidieuse qui est de savoir si l'on est ou si l'on n'est pas un chef.

On peut avoir de grandes qualités, de grandes vertus, et même de grands dons. On peut réunir dans sa main *presque* tout ce qui fait le chef, et... et pourtant faillir, faire faux bond... à cause de ce *presque.* C'est là le détour terriblement sournois d'une telle aventure. On peut, par une plus grande accumulation des apparences, farder d'autant mieux la réalité. On peut aimer la grandeur, et la trahir par son élan même vers elle. On peut, parce qu'on est un magnifique serviteur, croire qu'on est le chef...

Mais, au fond de soi-même, on doit savoir, et l'on doit dire :

« N'avez-vous pas besoin de moi? Dans la glace, cette nuit, j'ai vu votre visage à côté du mien.

« Puis, nos deux visages ont disparu. Et il ne restait que la vaste face du peuple qui attend. »

29 mai 37.

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE MODERNE, 177, ROUTE DE CHATILLON, A MONTROUGE (SEINE), LE VINGT-CINQ JUIN MIL NEUF CENT TRENTE-SEPT.